

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

**SITUATION 2001
PERSPECTIVES 2002-2003**



S O M M A I R E

INTRODUCTION	7
I L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	9
I.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2000	11
I.2. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE	14
II ACTIVITE NATIONALE	21
II.1. LES GRANDS PRODUITS D'EXPORTATION	23
II.1.1 Le pétrole	23
II.1.2 Le Manganèse	24
II.1.3 L'Uranium	26
II.1.4 Le Bois	26
II.2. L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE	29
II.2.1 L'agriculture	29
II.2.2 L'élevage	35
II.2.3 La pêche	35
II.3. LES INDUSTRIES	37
II.3.1 Le secteur agro-alimentaire	37
II.3.2 Les Industries du bois	42
II.3.3 Le Raffinage	43
II.3.4 Production et distribution d'eau et d'électricité	45
II.3.5 Les Autres industries de transformation	46
II.3.6 Les Industries textiles	48
II.3.7 L'imprimerie, l'Édition et la Presse	49
II.4. BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	50
II.5. LE SECTEUR DES TRANSPORTS	51
II.5.1 Le transport terrestre	52
II.5.2 Le transport ferroviaire	53
II.5.3 Le transport aérien	54
II.5.4 Les transports maritime et fluvial	56
II.5.5 Les Auxiliaires de transport	59
II.6. LES TÉLÉCOMMUNICATIONS	60
II.7. LE COMMERCE	61
II.8. L'HÔTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME	64
II.8.1 L'hôtellerie	65
II.8.2 La Restauration	66
II.8.3 Le Tourisme et les Loisirs	66

Sommaire

II.9. AUTRES SERVICES	67
II.9.1 Les services rendus aux particuliers	67
II.9.2 Les services immobiliers	67
II.9.3 Les services rendus aux entreprises	68
II.10. LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	69
II.10.1 Les banques commerciales et de développement	69
II.10.2 Les établissements financiers	71
II.10.3 Les compagnies d'assurance	72
II.10.4 Le Marché monétaire	73
II.10.5 Les organismes publics de refinancement	74
III GRANDEURS MACRO-ECONOMIQUES	77
III.1. LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	80
III.1.1 Le Pib par secteurs d'activité	80
III.1.2 Le Pib par la demande	82
III.2. LE BUDGET DE L'ETAT	83
III.2.1 L'équilibre budgétaire	83
III.2.2 L'exécution du budget	84
III.3. MONNAIE ET CRÉDIT	88
III.3.1 Les Ressources du système monétaire	88
III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	8 9
III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS	9 1
III.4.1 La balance des transactions courantes	91
III.4.2 La Balance des capitaux	92
III.4.3 La Balance globale	92
III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	93
III.5.1 L'emploi	93
III.5.2 Le chômage	95
III.5.3 Les salaires	95
III.5.4 Les prix	96
IV POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2000	99
IV.1 LA POLITIQUE BUDGETAIRE	101
IV.2 LES REFORMES STRUCTURELLES	102
IV.3 LA POLITIQUE SECTORIELLE	106
IV.4 LA POLITIQUE SOCIALE	106
IV.5 LA POLITIQUE MONETAIRE	107
V PERSPECTIVES 2001-2002	109
V.1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2001-2002	111

Sommaire

V.2. LE CONTEXTE NATIONAL	116
V.2.1 L'activité sectorielle	116
V.2.2 Les Prévisions macro-économiques 2001-2002	124
V.2.2.1 L'évolution du PIB	124
V.2.2.2 La dette publique	128
V.2.2.3 La balance des paiements prévisionnelle	128
V.2.2.4 L'emploi, les salaires et les prix	129
V.2.2.5 La monnaie et le crédit en 2002	130
V.3 LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT	131
V.3.1 La politique budgétaire	131
V.3.2 La politique sectorielle	133
V.3.3 Le programme des réformes structurelles	136
V.3.4 La politique sociale et de l'emploi	136
V.3.5 La politique monétaire	138
CONCLUSION	139
ANNEXES	41
INFORMATIONS SUR LA DGE	149

Tableau de bord de l'économie

I N T R O D U C T I O N

L'année 2001 est marquée par un net ralentissement de l'activité économique mondiale. L'éclatement de la bulle financière aux Etats-Unis dès la fin de l'année 2000 se traduit par une baisse de la production industrielle, un retour du chômage et une aggravation des déficits publics.

A l'exception des pays en développement et ceux en transition qui conservent un potentiel de croissance non-négligeable, la plupart des zones géographiques du globe se trouvent affectées par la morosité de l'activité économique. De même, plusieurs marchés de matières premières subissent les effets de la baisse de l'activité économique en 2001, notamment ceux du pétrole, du caoutchouc naturel, de l'huile de palme brute et de l'or ; pendant que les cours du sucre, du cacao, du phosphate et du fer connaissent un retournement favorable.

Au niveau national, le secteur primaire pâtit de la baisse de l'activité dans les filières pétrolières et forestières et ce, malgré la légère hausse de la production de manganèse et le regain de la production maraîchère dans les zones périurbaines des grandes villes du pays. Dans le secteur secondaire, l'évolution de l'activité est globalement satisfaisante grâce au redressement des principales productions agroalimentaires, à l'embellie dans les branches électricité et eau, industries du bois et ciments, qui compensent largement les mauvaises performances enregistrées dans le raffinage et les industries textiles. Le secteur tertiaire améliore ses performances par rapport à l'année 2000, exception faite de la baisse dans les transports terrestre et fluvial, aérien domestique et maritime à Owendo, et du recul des ventes de véhicules industrielles.

Le secteur financier se caractérise en 2001 par une augmentation de l'encours des crédits des banques commerciales, en dépit du recul des dépôts bancaires, une évolution favorable des ressources et des emplois des autres établissements financiers et une baisse des crédits accordés par le Fodex.

Au niveau macroéconomique, la baisse des cours internationaux du pétrole brut entraîne une moindre valorisation de la production pétrolière et une baisse du Pib au prix du marché. Le Pib à prix constants augmente, cependant, de 2,2%. Le taux d'inflation se situe à 2,1% et les effectifs du secteur moderne baissent de 0,2%. Les comptes extérieurs se soldent par une détérioration du solde de la balance globale des paiements.

La politique économique du gouvernement en 2001 vise le renforcement du soutien de certains secteurs de production bien ciblés dans l'optique de la diversification de l'économie. On note des avancées dans le cadre du programme des réformes

Introduction

structurelles. De même, une solidarité accrue est manifestée par les pouvoirs publics envers les groupes vulnérables. Les dépenses publiques (hors dettes) augmentent de 32,1%, pendant que les recettes totales baissent de 2,8%, conduisant à une baisse de 34,4% du solde primaire.

Tableau de bord de l'économie

Première partie

**L'Environnement
International**

Tableau de bord de l'économie

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

I.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2001

En 2001, la conjoncture économique internationale se détériore en raison, essentiellement, du ralentissement de l'économie américaine. Cette morosité de l'activité économique a touché la plupart des pays industrialisés. Elle se traduit par une baisse de la production industrielle, un retour du chômage et une aggravation des déficits publics. La relative bonne tenue des économies en développement et en transition a permis de limiter la décélération du Pib mondial qui croît de 2,4% après une hausse de 4,7% en 2000.

I.1.1. L'activité

En 2001, les pays de l'OCDE marquent, globalement, un ralentissement de la croissance tandis que ceux en transition et en développement maintiennent un niveau d'activité relativement élevé.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance du Pib est de 1% en 2001 contre 5,2% l'année précédente. Ce fort repli de la croissance s'explique par l'essoufflement de la nouvelle économie, qui s'est accentué à la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001.

Au Japon, la récession se poursuit avec une baisse de 0,4% de l'activité contre 1,8% en 2000.

Dans la zone Euro, l'activité subit les effets du ralentissement de l'économie américaine avec un taux de croissance qui s'établit à 1,5% en 2001 contre 3,4% en 2000. L'économie allemande enregistre une croissance de 0,5% en 2001 contre 2,8% en 2000. Cette faible augmentation du Pib s'explique par la baisse des exportations vers les Etats-Unis. La France maintient une bonne activité en 2001 avec une croissance de 2,1% du Pib contre 3,3% en 2000. L'Italie quant à elle, enregistre une croissance de 1,8% en 2001 contre 2,8 en 2000.

Au Royaume-Uni, le taux de croissance atteint 2,2%, le plus élevé des pays du G7. Cette performance s'explique par la bonne tenue de la consommation des ménages qui a augmenté de 4% en 2001.

Les pays en transition, affichent de bonnes performances avec un taux de croissance global de 4,9% en 2001 malgré les conséquences du ralentissement de l'économie mondiale. La Pologne enregistre un taux de croissance de 1,5%.

En Asie, la croissance des pays en développement se maintient au niveau de 5,6% après une hausse de 5,8% du Pib en 2000, du fait du dynamisme des pays tels que la Chine, le Bangladesh et le Vietnam.

L'environnement international

En 2001, l'économie latino-américaine est simultanément affectée par les conséquences du ralentissement mondial et celles de la crise en Argentine, où le Pib recule de 2,7% pendant qu'au Brésil, celui-ci baisse de 1,8%.

En Afrique, la croissance est de 3,5% en 2001 contre 3,8% en 2000. Cette performance résulte de la forte augmentation du Pib dans des pays tels que le Maroc (6,1%) et la Tunisie (5,4%). La Guinée Equatoriale enregistre la plus forte croissance dans le monde (72,5%), conséquence d'une intense activité pétrolière.

I.1.2. L'inflation

Aux Etats-Unis, le taux d'inflation est estimé à 2,9% en 2001 contre 3,5% en 2000.

Au Japon, la poursuite de la récession économique entraîne une baisse de 0,7% du niveau général des prix en 2001 contre une hausse de 0,2% en 2000.

Dans la zone Euro, l'Italie enregistre un taux d'inflation de 2,6% tandis que celui de la France se situe à 1,8%. La hausse du niveau général des prix en Allemagne est de 2,4%.

Au Royaume-Uni, le taux d'inflation en 2001 se maintient au même niveau que celui de l'année précédente (2,3%).

Dans les pays en transition, la Russie se distingue par un taux d'inflation très élevé (21,5%). En Pologne, l'inflation est de 5,7%.

En Afrique, le taux d'inflation se situe à un niveau élevé, soit 12,8%. Dans les pays de la CEMAC, la hausse du niveau général des prix est de 3,5%.

I.1.3. Les taux d'intérêt

L'année 2001 est marquée par les assouplissements successifs de la politique monétaire des principales banques centrales. L'objectif poursuivi par ces dernières étant de relancer l'économie mondiale par le relèvement du niveau de la consommation et des investissements. Ainsi, aux Etats-Unis la Réserve fédérale (FED) a procédé à onze abaissements de son taux à court terme qui se situe à 1,75% en décembre 2001 contre 6,5% en décembre 2000. Le taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) passe de 4,78% à 3,36% sur la même période. Le taux de refinancement est quant à lui ramené à 2,75% en décembre 2001. Au Japon, l'assouplissement de la politique monétaire se poursuit par une baisse du taux d'escompte, ramené à 0,1% à la fin de l'année 2001 contre 0,25% en 2000.

On observe, par ailleurs, une tendance à la baisse des taux des obligations à long terme, et une réduction des écarts de taux entre les Etats-Unis et l'Europe qui s'explique par plusieurs facteurs :

L'environnement international

- le recul plus rapide des taux longs américains (par rapport à leurs homologues européens), phénomène lié à une dégradation beaucoup plus forte de l'activité outre-atlantique ;

- la plus grande réactivité de la politique monétaire américaine et le poids du marché obligataire local.

Les rendements à 10 ans aux Etats-Unis se situent à 4,5% à la fin de l'année 2001 contre 5,22% en 2000. Ceux des obligations assimilables du trésor (OAT) en France passent de 5,01% en décembre 2000 à 4,76% en décembre 2001. A Francfort, ils clôturent l'année 2001 à 4,76% contre 4,84% en décembre 2000. Au Japon, le taux à 10 ans passe de 1,62% en 2000 à 1,3% en 2001.

I.1.4. Les marchés de change

L'année 2001 se caractérise par une dépréciation continue du yen et une évolution régressive de l'euro face au dollar américain. La progression de l'euro, entamée en fin décembre 2000 s'est maintenue sur la première moitié de l'année 2001, avant d'amorcer une chute régulière qui porte la valeur de l'euro à 0,88 dollar à la fin de l'année 2001 contre 0,95 dollar en janvier 2001.

I.1.5. L'emploi

Le contexte économique défavorable en 2001 s'est traduit par une détérioration du marché de l'emploi dans la plupart des pays.

Aux Etats-Unis, le taux de chômage passe de 4% de la population active en 2000 à 5% en 2001 à cause, essentiellement, du ralentissement de l'activité économique.

L'Union européenne voit le nombre de chômeurs augmenter en 2001 par rapport à 2000. Au Royaume-Uni, la flexibilité du marché de l'emploi permet de maintenir le taux de chômage à un niveau relativement bas par rapport aux autres pays industrialisés soit 5,2% en 2001 contre 4% en 2000. Dans les pays de la Zone Euro, le nombre de chômeurs augmente en fin d'année, notamment dans le secteur industriel plus affecté par le ralentissement de l'économie mondiale. C'est le cas de l'Allemagne et de l'Italie où le taux de chômage se situe à 9,5% en 2001. Tandis qu'en France, 9% de la population active est sans emploi.

Au Japon, le marché de l'emploi se caractérise en 2001 par le poids élevé des sureffectifs dans les entreprises et par la hausse des demandes d'emplois non satisfaites, du fait de la poursuite de la récession. Aussi, le taux de chômage atteint le niveau record de 5% contre 4,7% en 2000.

L'environnement international

I.1.6. Les équilibres extérieurs

En 2001, le commerce international subit l'effet d'un ralentissement brutal de l'économie mondiale. La baisse du volume des transactions internationales s'accompagne d'un déséquilibre des soldes courants.

Aux Etats-Unis, le ralentissement de la croissance entraîne une baisse de 4,5% des importations et un recul de 3% des exportations par rapport à 2000. Le déficit courant représente 4% du Pib en 2001 contre 4,3% en 2000.

En Allemagne, le déficit du solde courant se maintient à 1% du Pib, tandis qu'en Italie, ce solde s'annule après avoir atteint 0,9% du Pib en 2000. En France, l'excédent du solde courant est en baisse, il passe de 2,3% du Pib en 2000 à 1,7% en 2001.

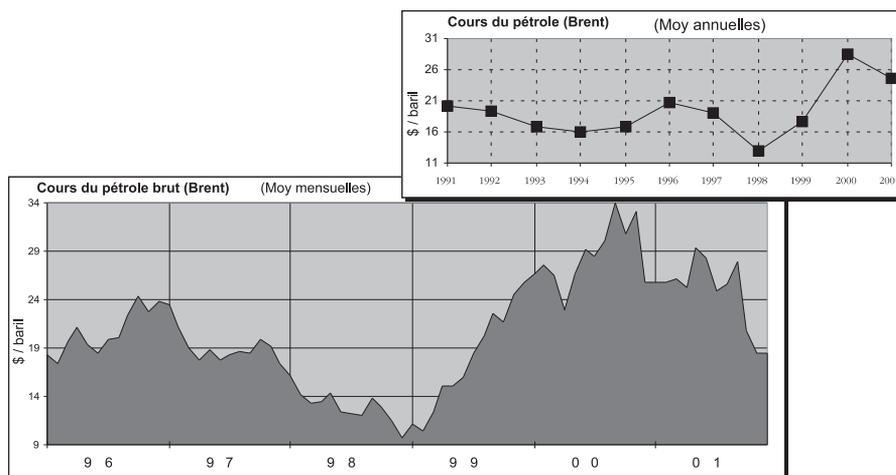
Au Japon, la faiblesse du yen par rapport au dollar US maintient le déficit courant à 0,2% du Pib en 2001.

I.2. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

I.2.1. Le pétrole

Après avoir oscillé entre 25 et 28 dollars le baril au cours des neuf premiers mois de l'année, la moyenne mensuelle des prix du Brent termine à 18,55 dollars le baril en décembre 2001.

Sur l'ensemble de l'année, le prix moyen du Brent se situe à 24,7 dollars le baril en 2001, en retrait de 12,8% par rapport à 2000. Cette contraction des cours internationaux du pétrole brut s'explique essentiellement par le repli de la demande mondiale, consécutif au ralentissement globale de l'activité économique.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

L'environnement international

I.2.2. Les bois tropicaux

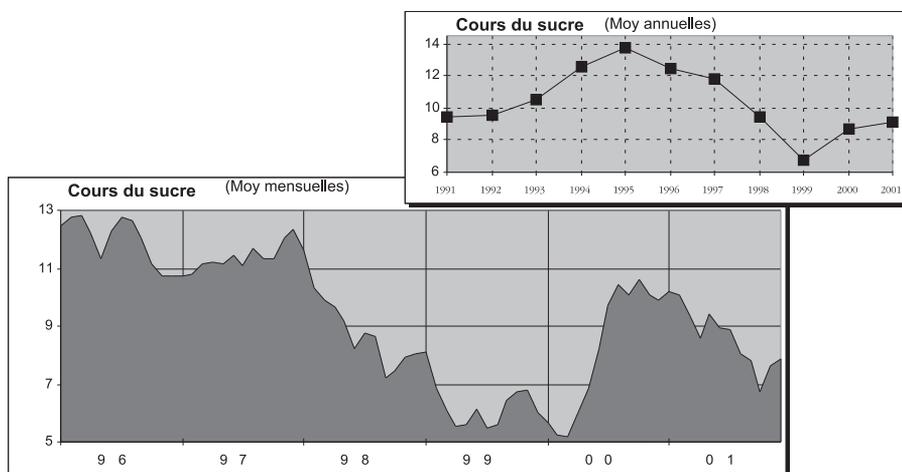
Le marché global des bois tropicaux africains a terminé l'année 2001 de façon assez terne. La moyenne annuelle des prix d'importation de l'Okoumé (Loyal et Marchand) en France se situe à 1430,4 FF le m³, soit un léger recul de 0,45% par rapport à 2000. Les sciages africains (Sipo, Qualité FAS Standard) ont, pour leur part, été livrés en moyenne annuelle à 3900 FF le m³. Ce qui représente une hausse de 5% par rapport à 2000.

Les sciages asiatiques (Dark Red Méranti) ont été échangés sur le marché international à 509 USD le m³ en moyenne annuelle en 2001, soit une baisse de 4,3% par rapport à 2000.

I.2.3. Le sucre

L'euphorie observée sur le marché international du sucre à la fin de l'année 2000 et au début de l'année 2001, s'est progressivement estompée.

Toutefois, la moyenne annuelle du cours indicatif de l'Organisation Internationale du Sucre (OIS), à 8,62 cents la livre en 2001, affiche une hausse de 5,5% par rapport à l'année 2000.



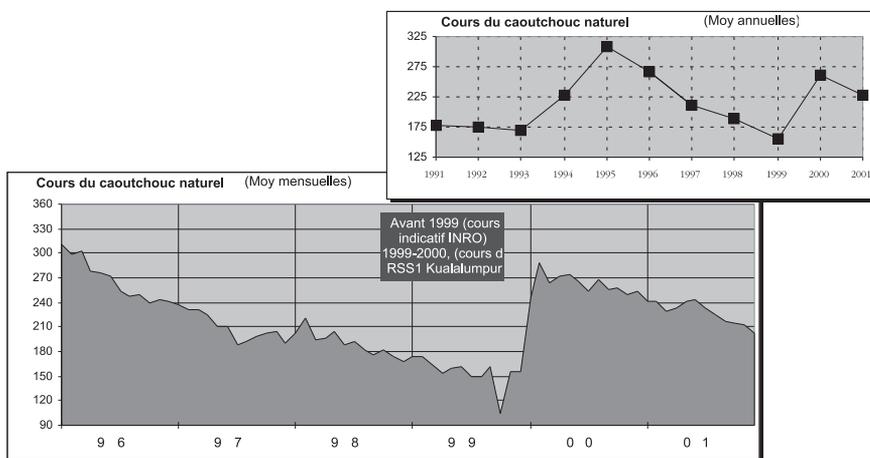
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

I.2.4. Le caoutchouc naturel

Les cours internationaux du caoutchouc naturel se sont inscrits résolument à la baisse sur les quatre derniers mois de l'année 2001.

La moyenne annuelle du RSS1 s'est située à 228,1 cents malais le kilogramme contre 262,21 cents en 2000, soit une baisse de 13% qui découle de la conjugaison de plusieurs facteurs :

L'environnement international



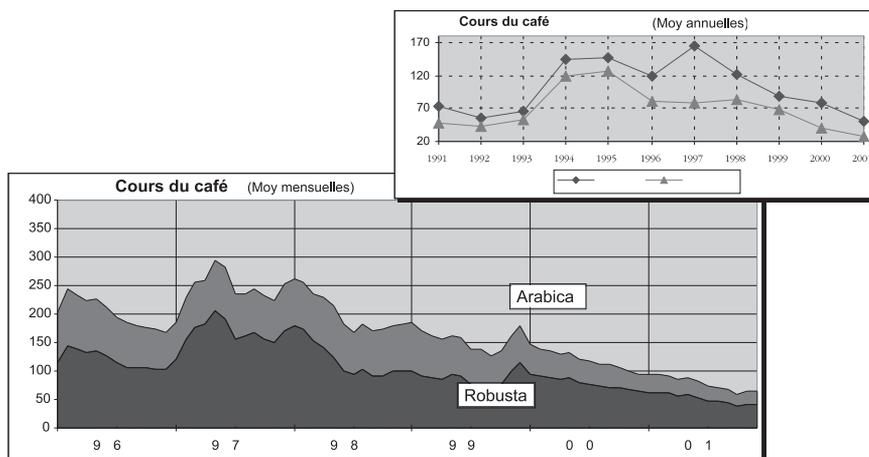
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

- le ralentissement de l'activité économique mondiale qui a entraîné une chute de la production de pneumatique,

- le manque de concertation entre les trois principaux producteurs (Thaïlande, Indonésie et Malaisie) dont la production globale dépasse largement les besoins du marché international.

I.2.5. Le café

Les cours du café sur le marché international ont poursuivi leur chute vertigineuse au cours de l'année 2001. Les moyennes annuelles des prix de l'Arabica et du Robusta se sont situées respectivement à 50,8 et 27,34 cents la livre, en baisse respectivement de 36,1% et 33,7% par rapport à l'année 2000.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

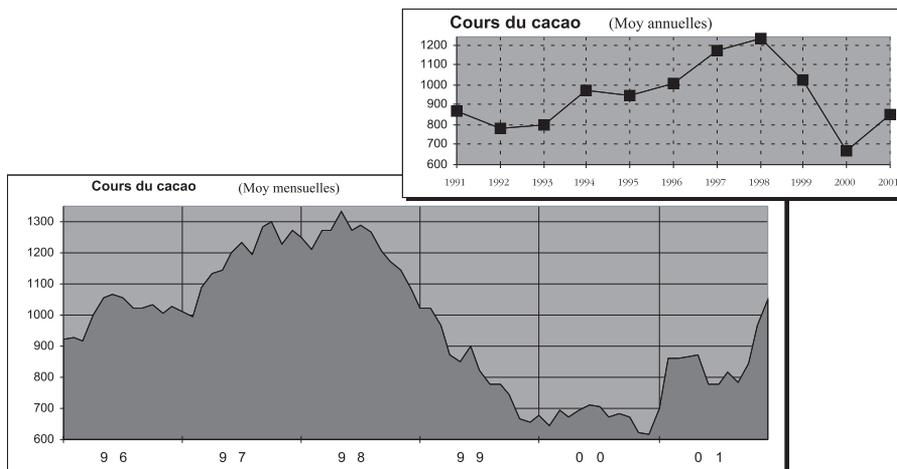
L'environnement international

La politique de rétention de l'offre, adoptée par l'Association des pays producteurs de café (APPC), s'est révélée inefficace. Cette dernière a été abandonnée officiellement par les 14 pays membres de l'APPC, le 24 septembre 2001 à Londres.

I.2.6. Le cacao

Même si l'on observe une certaine accalmie sur le marché international du cacao à la fin de l'année, les cours de ce produit ont suivi une courbe ascendante, avec une moyenne annuelle culminant à 847,87 DTS la tonne en 2001, en hausse de 26,07% par rapport à 2000.

Les opérations spéculatives sur les places boursières et le tarissement apparent des exportations ivoiriennes et ghanéennes sont autant de facteurs à l'origine de la tendance haussière du marché du cacao.



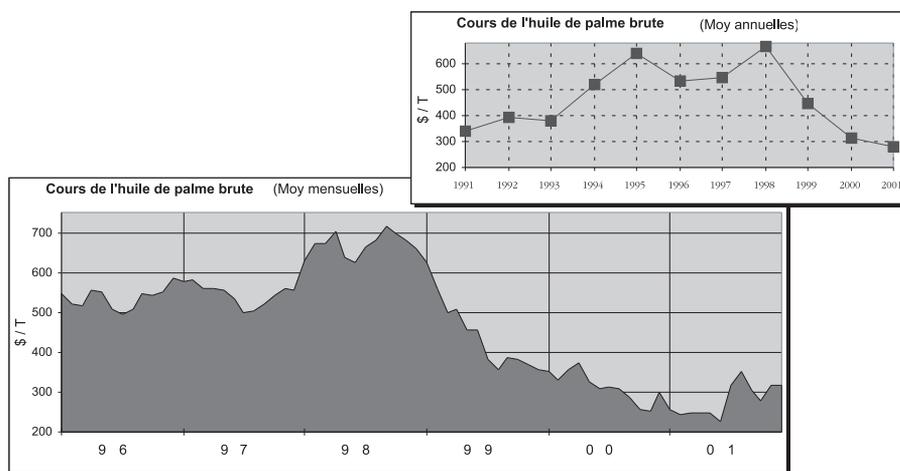
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

I.2.7. L'huile de palme brute

Malgré leur forte fluctuation au cours de l'année 2001, les cours internationaux de l'huile de palme ne se sont guère démarqués de la tendance baissière qui les caractérise depuis 1998.

La moyenne annuelle des prix de cet oléagineux s'est située à 280,2 USD la tonne en 2001 contre 313,14 USD en 2000, soit une baisse de 10,5% résultant de la relative abondance de l'offre des huiles sur le marché international.

L'environnement international

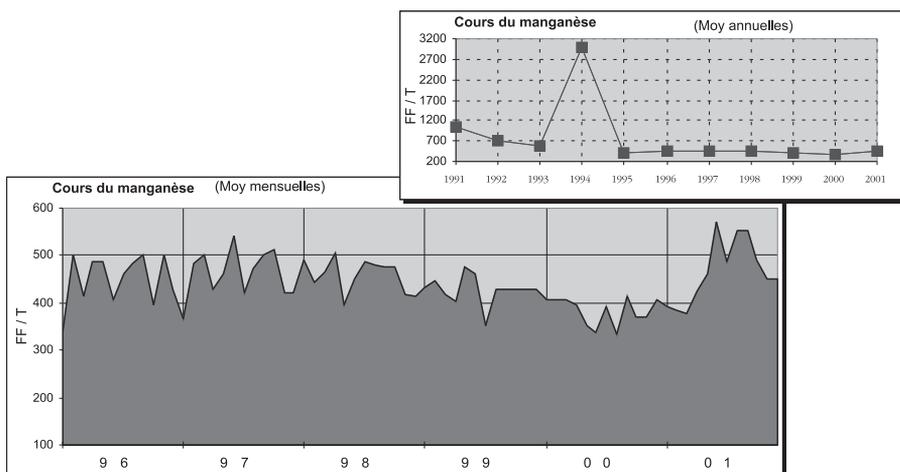


Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

I.2.8. Le manganèse

Le marché mondial de l'acier, très morcelé, a souffert de surcapacités estimées à 20% de la production. Il a également pâti du ralentissement de l'économie américaine en 2001.

La filière de manganèse semble se démarquer de la morosité des activités sidérurgiques, notamment en France, où la moyenne annuelle des prix d'importation du manganèse s'établit à 466,13 FF la tonne en 2001 contre 382,08 FF en 2000, soit une hausse de 21,9%.



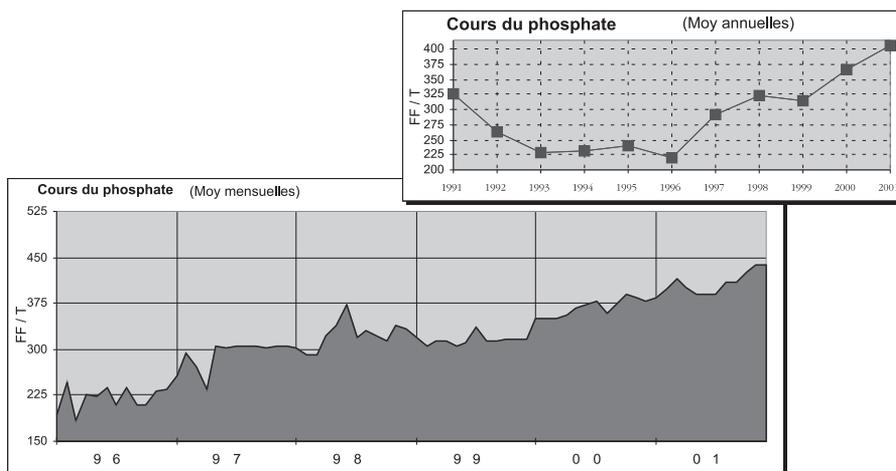
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

L'environnement international

I.2.9. Le phosphate

En 2001, les prix du minerai de phosphate se sont fortement appréciés sur le marché international, par rapport à leurs niveaux de 2000. Le cours annuel moyen d'importation du phosphate en France s'est situé à 407,5 FF la tonne CAF en 2001 contre 367,63 FF la tonne l'année précédente, soit une hausse de 10,8%.

La bonne tenue des cours du phosphate en 2001 s'explique par le renchérissement du cours du dollar américain d'une part, et par la montée du débat d'opinion sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) dans le secteur agricole, où les tenants des produits transgéniques s'opposent aux défenseurs des produits naturels entretenus souvent grâce aux engrais fabriqués à partir de l'acide phosphorique (phosphate + soufre). Compte tenu des multiples usages de l'acide phosphorique et de l'impact du débat sur les OGM dans l'opinion publique, le mouvement haussier des cours du phosphate devrait se poursuivre.



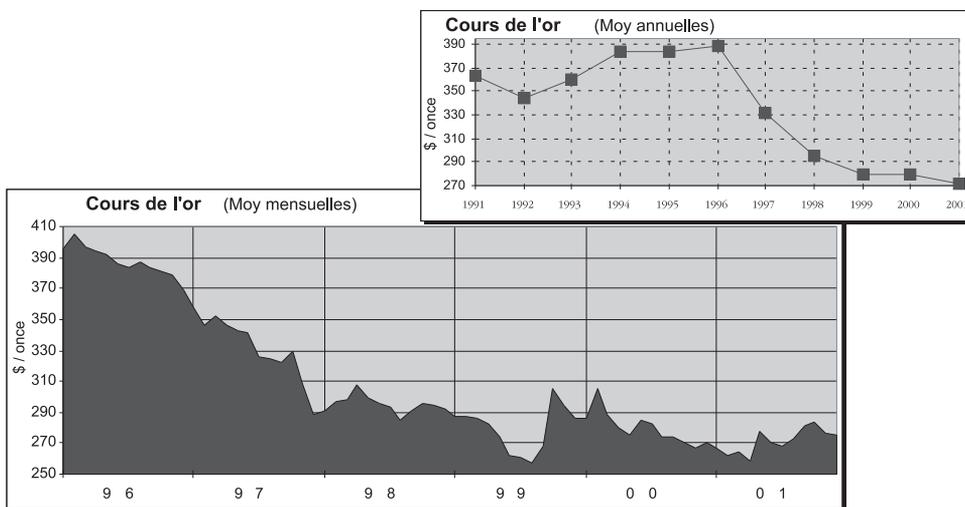
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

I.2.10. L'or

Le marché international de l'or a été marqué en 2001 par une relative accalmie sur fond de baisse au cours de la première moitié de l'année, avant la légère remontée des cours à la fin de l'année.

La moyenne annuelle des cours de l'once d'or se situe à 271,4 USD l'once en 2001 contre 279,9 USD en 2000, soit une baisse de 3,03%. Ceci découle en partie de l'abandon de l'or comme valeur refuge et de l'effet de mode sur les bijoux en métal blanc qui ont créé un excédent de l'offre sur la demande.

L'environnement international

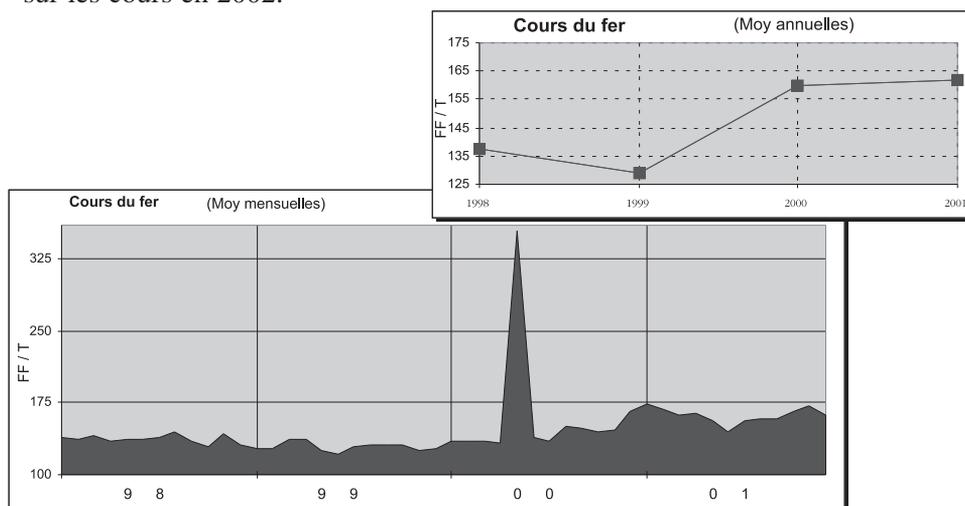


Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

I.2.11. Le minerai de fer

Les cours internationaux du minerai de fer ont connu une relative stabilité au cours de l'année 2001. Le prix annuel moyen d'importation du fer en France augmente en moyenne de 1,19%, passant de 159,9 FF la tonne en 2000 à 161,8 FF la tonne en 2001.

Cette légère hausse du prix relève plus des ententes entre principaux intervenants du marché (contrats mensuels de livraison). L'équilibre consensuel qui prévaut sur le marché international du fer reste fragile, sa rupture pourrait peser lourdement sur les cours en 2002.



Source : Marchés Tronicaux et Méditerranéens

Tableau de bord de l'économie

Deuxième partie

Activité nationale

Tableau de bord de l'économie

II. ACTIVITE NATIONALE

II.1. LES GRANDS PRODUITS D'EXPORTATION

II.1.1. Le pétrole

L'activité pétrolière s'organise autour de la recherche et l'exploitation. La phase d'exploitation comprend le développement et la production.

Trois groupes d'opérateurs interviennent dans l'industrie pétrolière nationale :

- les sociétés d'exploration ;
- les sociétés d'exploration et de production ;
- les sous-traitants pétroliers dont l'activité se concentre essentiellement dans la recherche et le développement.

La production

En 2001, la production de brut est de 12,89 millions de tonnes contre 13,61 millions de tonnes en 2000, soit une baisse de 5,3%. Le développement d'anciens champs et la mise en exploitation de nouveaux champs, tel ATORA, ont permis d'atténuer le déclin de la production nationale, amorcé depuis 1998 avec l'épuisement du champ Rabi.

Les exportations

Les exportations de pétrole représentent un volume de 12,65 millions de tonnes en 2001 contre 12,4 millions de tonnes en 2000, soit une hausse de 2%. La production nationale de pétrole brut est exportée à 98% en 2001 contre 91% l'année précédente.

Evolution de la production et des exportations de pétrole

(en milliers de tonnes)	1998	1999	2000	2001	01/00
Production	17,57	15,60	13,61	12,89	-5,3%
Exportations	16,72	14,50	12,40	12,65	2,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les prix

Le prix moyen du baril de Brent s'établit à 24,72 \$ US en 2001 contre 28,46 \$ US en 2000, soit un recul significatif de 13,1%. Le prix du baril de brut gabonais, quant à lui, passe en moyenne, de 27,16 \$ US en 2000 à 22,77 \$ US en 2001, soit une chute de 16,2%.

En revanche, le cours moyen annuel du dollar en franc Cfa se consolide par rapport à l'année 2000. Celui-ci passe en effet de 711,5 Fcfa à 733,11 Fcfa, soit une augmentation de 3%.

Activité nationale

Evolution des prix du brut et du taux de change du dollar

	1999	2000	2001	01/00
Prix moyen annuel du brent (\$/ barils)	17,87	28,46	24,72	-13,1%
Prix moyen annuel du brut gabonais (\$/ barils)	17,24	27,16	22,77	-16,2%
Taux de change moyen annuel (Fcfa/\$)	615,75	711,5	733,11	3,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les investissements

Malgré la baisse des prix internationaux du pétrole, la fermeté du cours du dollar américain permet aux sociétés pétrolières d'engranger des revenus conséquents. Ce qui explique, en partie, l'accroissement de 47,4% des investissements du secteur qui passent de 308,90 milliards de Fcfa en 2000 à 455,32 milliards de Fcfa en 2001.

Les investissements pétroliers en 2001 concernent l'exploitation et la production pour 293,86 milliards de Fcfa, et l'exploration à raison de 161,28 milliards de Fcfa.

La recherche et le développement

Au niveau du domaine minier, sept (7) nouveaux permis ont été attribués, dont cinq (5) en offshore très profond.

La recherche et le développement restent soutenus et diversifiés en 2001. On dénombre 42 puits forés dont 14 d'exploration, 6 d'appréciation et 22 puits de développement.

Ces efforts se sont traduits par trois découvertes, dont deux en offshore très profond par PIONEER et VAALCO, et une en onshore faite par Shell-Gabon en association avec AMERADA HESS. Cette dernière découverte devrait être mise en exploitation très rapidement, du fait de sa proximité avec le champ Rabi (soit environ une distance de 10 km).

Les effectifs

Les effectifs du secteur se stabilisent en 2001, après la baisse de 6% du nombre d'employés. Ils représenteraient un millier d'agents.

II.1.2. Le Manganèse

Le gisement de manganèse de Moanda, situé à 60 Km de Franceville, entre la vallée de l'Ogooué à l'Est et le massif du Chaillu à l'Ouest, est exploité depuis 1962 par la Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG).

Activité nationale

L'exploitation de ce gisement place le Gabon au deuxième rang des producteurs mondiaux de manganèse, après l'Afrique du Sud.

Les performances industrielles de la compagnie s'améliorent en 2001, pendant que les résultats commerciaux régressent, en raison du ralentissement de l'activité dans les industries sidérurgiques des grands pays consommateurs, en l'occurrence les USA.

La production

La gamme des produits de Comilog est composée : de minerai métallurgique (66,7% du volume total de la production en 2001), de minerai chimique (18,2%), de bioxydes (G+P) (2,5%), et d'agglomérés (12,6%) dont la fabrication résulte de la politique de diversification de la production, mise en place par la compagnie.

Le volume global de la production augmente de 2,8% passant de 1,743 million de tonnes en 2000 à 1,791 million de tonnes en 2001. Celui-ci reste cependant inférieur aux prévisions initiales (1,850 million de tonnes), en raison des problèmes d'adaptation rencontrés au démarrage de l'usine de fabrication d'agglomérés dont la production en 2001 s'élève à 225 801 tonnes contre une prévision initiale de 460 000 tonnes.

Les exportations et les ventes

Les exportations chutent de 14,4% pour se situer à 1,659 million de tonnes en 2001 contre 1,939 million de tonnes en 2000. Le volume des ventes de minerais s'établit à 1,664 million de tonnes contre 2,003 millions de tonnes en 2000, soit une diminution d'environ 17%. Cette baisse des exportations et des ventes de manganèse s'explique par la contraction de la demande de l'industrie sidérurgique, notamment aux Etats-Unis.

Evolution de l'activité de la COMILOG

(en milliers de tonnes)	1999	2000	2001	01/00
Production	1 908	1 743	1 791	2,8%
Exportations	1 944	1 939	1 659	-14,4%
Ventes	2 018	2 003	1 664	-16,9%
P.V.M en Fcfa/Tonne	41 309	41 883	42 718	2,0%

Source : COMILOG

Les prix

Le prix de vente moyen de la tonne de minerai augmente de 2%, il passe de 41 883 Fcfa en 2000 à 42 718 Fcfa en 2001. Cette hausse s'explique essentiellement par l'appréciation du cours du dollar américain.

Activité nationale

Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé par la Comilog en 2001 se contracte de 12,6%, il s'établit à 73,347 milliards de Fcfa contre 83,901 milliards de Fcfa en 2000. Cette contraction du chiffre d'affaires s'explique essentiellement par la chute du volume des ventes, faiblement compensée par la hausse du prix de vente moyen du minerai et l'appréciation du cours du dollar en franc cfa.

Les investissements

En 2001, la Comilog a investi pour 17,8 milliards de Fcfa, répartis entre les travaux de finition du CIM (15,8 milliards) et le matériel courant (2 milliards). Le montant global des investissements est en baisse de 61,7% par rapport à celui de l'exercice 2000.

Les effectifs

Au 31 décembre 2001, le nombre d'employés de Comilog est de 1 312 salariés (dont 40 expatriés) contre 1 323 agents (dont 41 expatriés) au 31 décembre 2000, soit une diminution de 1% des effectifs, qui résulte des nombreux départs à la retraite.

La masse salariale

La masse salariale se chiffre à 13,309 milliards de Fcfa en 2001 contre 12,646 milliards de Fcfa en 2000, soit une hausse de 5,2%. Cette augmentation est due au paiement des services rendus aux agents retraités, d'une part, et à l'appréciation du salaire moyen versé aux ouvriers qualifiés de l'usine d'agglomérés, d'autre part.

II.1.3. L'Uranium

La réhabilitation du site de l'ancienne COMUF se poursuit en 2001. Certaines entreprises, opérant notamment dans l'exploitation et la transformation du bois, l'exploitation des carrières pour les BTP, et d'autres activités relevant du tertiaire, pourraient déployer leurs activités sur ledit site, en utilisant quelques-unes des anciennes installations de la COMUF.

II.1.4. Le Bois

Le bois est le deuxième produit d'exportation du Gabon, après le pétrole. Le potentiel commercial du pays est estimé à 400 millions de m³, dont 130 millions pour l'Okoumé. La production annuelle oscille entre 2 et 3 millions de m³ de grumes.

En 2001, l'activité forestière a été largement influencée par la baisse de la demande asiatique, notamment celle de la Chine qui a enregistré une hausse des stocks de grumes sur ses ports, à partir du deuxième trimestre 2001.

Activité nationale

La production

La production de grumes, toutes essences confondues, chute de 18% ; elle passe de 2,908 millions de m³ en 2000 à 2,386 millions de m³ en 2001. Pour l'Okoumé, elle s'élève à 1,358 million de m³ en 2001 contre 1,808 million de m³ en 2000, soit une chute de 24,9%. De même, les productions d'Ozigo et de Bois divers reculent respectivement de 37,2% et 4,5% par rapport à l'année 2000.

Cette baisse de la production de grumes est due à la mesure de contingentement des exportations, prise par le gouvernement, suite à la mévente des bois tropicaux sur le marché international, notamment dans les pays asiatiques.

Evolution de la production de grumes

(en m ³)	1999	2000	2001	01/00
Okoumé	1 582 616	1 808 176	1 358 683	-24,9%
Ozigo	66 568	70 325,50	44 192	-37,2%
Bois divers	752 410	1 029 713	983 193	-4,5%
Total	2 401 594	2 908 215	2 386 068	-18,0%

Sources : SNBG, SEFBG

Les exportations

Les exportations de grumes suivent la même tendance baissière. Elles passent de 2,629 millions de m³ en 2000 à 2,31 millions de m³ en 2001, soit une régression de 12,1%.

Les exportations de la SNBG en Okoumé et Ozigo baissent respectivement de 13% et 57,7%.

Les ventes libres des deux principales essences reculent de 3,6%, passant de 116 235 m³ en 2000 à 112 020 m³ en 2001. Cette faiblesse du recul des ventes directes d'Okoumé et d'Ozigo résulte de la mesure de libéralisation partielle des exportations des dites essences, décidée en août 2001 par le gouvernement, en vue d'amortir le choc né de la baisse de la demande asiatique de bois. La baisse des exportations de Bois divers est, quant à elle, de 8%.

Evolution des exportations de grumes

(en m ³)	1999	2000	2001	01/00
Okoumé	1 049 160	1 583 727	1 378 421	-13,0%
Ozigo	50 522	70 880	29 966,0	-57,7%
Ventes libres(OK+OZ)	510 746	116 235	112 020	-3,6%
Bois divers	717 596	858 648	789 958	-8,0%
Total	2 328 024	2 629 490	2 310 365	-12,1%

Sources : SNBG, SEFBG

Activité nationale

Les exportations gabonaises destinées aux principaux pays consommateurs (Chine, France, HongKong, etc.) sont en baisse de 10,3%. Elles chutent de 14,8% pour la Chine et de 18,4% pour les autres pays.

Principales destinations des exportations gabonaises

	1999		2000		2001		Variation 01/00
	Volume (m ³)	Poids (%)	Volume (m ³)	Poids (%)	Volume (m ³)	Poids (%)	
Chine	906 174	38,9	1 081 327	41,1	921 405	39,9	-14,8%
France	521 432	22,4	503 068	19,1	510 224	22,1	1,4%
Hong Kong	131 482	5,6	96 671	3,7	116 603	5,0	20,6%
Maroc	90 550	3,9	94 155	3,6	102 450	4,4	8,8%
Israël	74 088	3,2	63 791	2,4	10 977	0,5	-82,8%
Turquie	65 712	2,8	66 004	2,5	34 168	1,5	-48,2%
Grèce	58 135	2,5	69 174	2,6	62 420	2,7	-9,8%
Japon	46 420	2,0	36 200	1,4	21 306	0,9	-41,1%
Philippines	23 724	1,0	15 593	0,6	38 419	1,7	146,4%
S/TOTAL	1 917 717	82,4	2 025 983	77,0	1 817 972	78,7	-10,3%
AUTRES PAYS	410 307	17,6	603 507	23,0	492 393	21,3	-18,4%
TOTAL	2 328 024	100,0	2 629 490	100,0	2 310 365	100,0	-12,1%

Sources : SNBG, SEPBG

La répartition des exportations gabonaises par régions reste inchangée. Malgré la crise survenue en Asie, ce dernier continent demeure la principale destination des ventes gabonaises de grumes à l'extérieur, avec 55,8% du total en 2001, suivie de l'Europe (marché traditionnel) avec 36,5% ; l'Afrique vient en troisième position avec seulement 5,5% des exportations de grumes.

Evolution du marché de grumes sur la période 1998-2000

Marchés	1998	1999	2000
Asie	41%	54%	57,6%
Europe	44%	38%	35,1%
Afrique	9%	5%	4,3%
Moyen Orient	6%	3%	2,8%
Amérique	0%	0%	0,2%
Total	100%	100%	100,0%

Sources : SNBG, SEPBG

Les stocks

Les stocks de la SNBG au 31 décembre 2001, sont de 74 221,1 m³ pour l'Okoumé, 1791,7 m³ pour l'Ozigo, soit un volume global de 76 012,8 m³. Ils chutent de 57,5% par rapport à 2000, du fait de l'application des mesures de contingentement.

Les prix

En 2001, les prix moyens à l'exportation (prix Fob) se sont établis à 96 834 Fcfa/m³ pour l'Okoumé et 67 722 Fcfa/m³ pour l'Ozigo contre respectivement 95 591 Fcfa/m³ et 66 656 Fcfa/m³ en 2000.

Activité nationale

Les prix plage (achat) sont passés de 64 377 Fcfa/m³ et 42 834 Fcfa/m³ en 2000 pour l'Okoumé et l'Ozigo, respectivement, à 65 813 Fcfa et 43 629 Fcfa/m³ en 2001, soit des hausses respectives de 2,2% et 1,8%. Ce relèvement relatif vise à amortir l'effet de l'augmentation des tarifs du Transgabonais sur l'exploitation forestière.

Evolution des prix moyens "plage" et "Fob" de l'Ozigo et de l'Okoumé

(Fcfa/m ³)	1998	1999	2000	2001	01/00
Prix plage(achats)					
- Okoumé	63 355	61 876	64 377	65 813	2,2%
- Ozigo	40 042	38 957	42 834	43 629	1,9%
Prix Fob (exportations)					
- Okoumé	71 299	93 400	95 591	96 834	1,3%
- Ozigo	49 735	64 412	66 656	67 722	1,6%

Source : SNBG

II.2. L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

Ce secteur est le sixième pourvoyeur d'emplois dans le secteur privé moderne. La contribution de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche à la formation du Produit Intérieur Brut est d'environ 4%. Le Gabon reste encore largement tributaire des importations de produits alimentaires qui couvrent environ 60% des besoins du pays.

II.2.1. Agriculture

On distingue trois types de cultures : Les cultures vivrières, les cultures maraîchères et les cultures de rente. L'essentiel de la production vivrière et maraîchère est consommée localement, tandis que les produits de rente (café, cacao et caoutchouc naturel) sont destinés à l'exportation.

II.2.1.1. Les cultures vivrières

Les cultures vivrières traditionnelles (manioc, banane, taro, igname, maïs, arachide etc.) sont essentiellement d'origine rurale. Certaines zones rurales ont bénéficié de l'appui du projet du Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA) dont les activités, en déclin depuis 1999, ont été suspendues en 2001, faute de financement.

La production est réalisée selon un système d'agriculture itinérante sur brûlis, qui conduit à un appauvrissement graduel des sols. Elle reste difficile à quantifier, à cause de l'importance de l'autoconsommation, de la dispersion des producteurs (qui, du reste, ne tiennent pas de comptabilité) et de l'irrégularité des enquêtes agricoles sur le terrain.

Activité nationale

Evolution de la production vivrière de 1999 à 2001

(En tonnes)	1999	2000	2001	00/99
Manioc	224 000	228 000	225 000	-1,3%
Banane plantain	265 000	270 000	268 000	-0,7%
Taro/igname	57 000	60 000	46 000	-23,3%
Maïs	26 800	25 900	25 150	-2,9%
Arachide	17 211	19 600	nd	-

Source : Direction Générale de l'Agriculture

En 2001, l'ensemble des productions vivrières enregistrent une baisse par rapport à 2000. Les plus fortes chutes étant celles des taro et igname (23,3%), suivies du maïs (2,9%). Les productions de manioc et de banane plantain régressent respectivement de 1,3% et 0,7%.

II.2.1.2. Les cultures maraîchères

Deux types d'opérateurs interviennent dans la production maraîchère nationale, il s'agit : de la Société agricole de Port-Gentil (Agripog), des particuliers expatriés (ouest-africains) et nationaux. Ces derniers bénéficient de l'appui de l'Institut gabonais d'appui au développement (IGAD).

La société agricole de Port-Gentil (Agripog)

Agripog est spécialisée dans la culture hydronomique (hors sol) : culture pratiquée dans l'eau contenant des sels dissouts.

Cette société produit principalement des légumes (tomate, piment, poivron, melon, concombre, salade, persil, etc.), mais aussi des fleurs ; elle connaît actuellement des difficultés financières qui entravent son fonctionnement normal.

En 2001, Agripog a produit 445 tonnes et 233 151 bottes de légumes contre 423 tonnes et 187 812 bottes en 2000, soit des hausses respectives de 5,2% et 24%.

Le chiffre d'affaires en 2001 est de 755 millions de Fcfa, il est en hausse de 4,9% par rapport aux 720 millions de Fcfa réalisés en 2000. Cette progression du chiffre d'affaires tient principalement à la bonne tenue des activités annexes (entretien des espaces verts, ventes de fleurs et autres produits) dont le chiffre d'affaires augmente de 34%, passant de 242 millions de Fcfa en 2000 à 326 millions de Fcfa).

L'entreprise a initié, depuis 1999, un programme de redressement qui se traduit par une amélioration sensible du résultat net. Le déficit passe, en effet, de 179,7 millions de Fcfa en 2000 à environ 30 millions de Fcfa en 2001, soit une réduction de 83%.

Activité nationale

Evolution de l'activité d'AgriPOG

	1999	2000	2001	01/00
Productions				
en tonnes	473	423	445	5,2%
en boîtes	-	187 812	233 191	24,2%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	902	720,0	755	4,9%

Source : AGRIPOG

L'Institut gabonais d'appui au développement (IGAD)

Créé dans le cadre de la Provision pour Investissements Diversifiés (PID), l'IGAD contribue à la promotion des exploitations agricoles spécialisées dans le maraîchage, la polyculture vivrière, l'élevage et la transformation agroalimentaire.

Le projet est soutenu financièrement par l'Etat gabonais et Elf-Gabon ainsi que par des bailleurs de fonds institutionnels : l'Agence Française de Développement et la Coopération française.

La contribution de l'Etat, prévue pour l'année 2001 à 50 millions de Fcfa sous la forme d'une assistance à l'exploitation, n'a finalement pas été décaissée ; cette contribution a représenté une enveloppe de 150 millions de Fcfa en 2000.

Les activités de l'Institut sont concentrées autour de grands centres urbains dans les provinces de l'Estuaire, du Woleu-Ntem et du Haut-Ogooué ; elles consistent en la formation de nationaux aux techniques modernes de cultures maraîchères et vivrières, sur une durée de trois (3) mois, en vue de la création d'unités individuelles.

En 2001, l'IGAD a organisé 12 sessions de formation pour 112 stagiaires, ce qui porte le nombre total des formations à 86 modules et celui des stagiaires à 856 personnes depuis 1996.

Le nombre total des exploitations maraîchères créées passe de 130 en 2000 à 182 en 2001, soit 150 exploitations à Libreville, 12 à Oyem, 10 à Port-Gentil et à Franceville.

Superficie cultivée sur les principaux périmètres maraîchers

en m ²	Surfaces cultivables	Surfaces cultivées 1998	Surfaces cultivées 1999	Surfaces cultivées 2000	Surfaces cultivées 2001
Owendjo	27 000	6 670	7 320	7 500	7 620
A.D.L.	64 000	17 217	17 867	17 912	17 220
PK8	12 800	4 500	7 400	7 200	6 850
Oyem	8 800	3 100	3 100	3 250	3 300
Total	112 600	31 487	35 687	35 862	34 990

Source : IGAD

Du fait de la baisse de l'étendue des exploitations sous programmes dans les zones ADL et PK8, la surface totale cultivée dans les principaux périmètres

Activité nationale

maraîchers est en diminution de 2,4%. Celle-ci passe de 35 862 m² en 2000 à 34 990 m² en 2001, pour une production estimée à 498 tonnes de légumes.

Dans la zone périurbaine de Libreville, les programmes pilotes maraîchers de l'IGAD ont eu un effet induit très marqué. On y dénombre en 2001, un total de 470 exploitations en activité, pour une superficie totale de 112,3 hectares de surface agricole utile. Par ailleurs, un programme d'appui à l'élevage périurbain a été développé sur ses périmètres maraîchers. On dénombre en 2001, toutes spéculations confondues, 156 ateliers d'élevage.

La production maraîchère dans la zone périurbaine de Libreville s'élève à 6 729 tonnes en 2001, celle de viandes et d'œufs à 826 tonnes et 17 millions d'unités, respectivement. Le secteur de l'agriculture périurbain de Libreville (maraîchage et élevage) génère un chiffre d'affaires total de 6,2 milliards de Fcfa.

En ce qui concerne les effectifs dans la zone périurbaine de Libreville, 831 agents sont directement utilisés dans les activités maraîchères, et 200 dans l'élevage, soit un total de 1031 postes en 2001, auxquels s'ajoutent les emplois indirects créés dans la filière, notamment au niveau du transport et de la commercialisation des produits.

II.2.1.3. Les cultures de rente

L'évolution des cultures de rente est contrastée. Les productions caféière et cacaoyère sont en déclin, en raison du vieillissement des planteurs et des plantations, de l'absence de lutte phytosanitaire et du manque d'encadrement technique. La culture de l'hévéa enregistre en 2001 un regain au niveau de la production.

Afin d'améliorer la qualité et la quantité de la production nationale de café et de cacao, la Caisse de Stabilisation et de Péréquation, dont les missions principales sont : la commercialisation du produit, la régulation du prix d'achat au planteur et la promotion de la production, a récemment entrepris plusieurs actions dont les plus importantes ont porté sur :

- l' "Opération Jeune", visant le nettoyage du verger ;
- la création de nouvelles plantations ;
- la distribution de produits phytosanitaires ;
- et l'augmentation du prix d'achat au planteur.

II.2.1.3.1 La Cacaoculture

Le cacao est cultivé principalement dans le Woleu-Ntem, l'Ogooué-Ivindo et l'Ogooué-Lolo. Au cours de la campagne 2000/2001, les achats de la Caisse de Stabilisation et de Péréquation représentent 377 tonnes de cacao contre 472 tonnes en 1999/2000, soit un recul de 20,1% qui s'observe dans toutes les zones de production.

Activité nationale

Evolution des achats de cacao aux planteurs par provinces

(en tonnes)	Campagne 1999/2000	Campagne 2000/2001	Variation
Ogooué-Ivindo	29	28,9	-0,3%
Ogooué-Lolo	61	52,8	-13,4%
Woleu-Ntem	382	295,7	-22,6%
Total	472	377	-20,1%

Source : Caisse de stabilisation et de Régulation

Sur la même période, les exportations passent de 471 tonnes à 363 tonnes de cacao, soit une chute de 22,9%.

Le prix d'achat au planteur enregistré, par contre, une légère augmentation de 0,8%, assez faible par rapport à la bonne tenue du prix à l'exportation qui progressent de 74,8% en 2001.

Evolution de l'activité de la filière cacao

	Campagne 1999/2000	Campagne 2000/2001	Variation
Achats (en tonnes)	472	377	-20,1%
Exportations (en tonnes)	471	363	-22,9%
Prix d'achat moyen au planteur -Grade 1 (Fcfa/kg)	503	507	0,8%
Prix à l'exportation (Fcfa/kg)	322	563	74,8%

Source : Caisse de stabilisation et de Régulation

II.2.1.3.2 La Caféculture

La culture de café est réalisée essentiellement dans les provinces du Woleu-Ntem, de l'Ogooué-Ivindo, du Haut-Ogooué, de la Ngounié et de l'Ogooué-Lolo.

Evolution des achats de café par provinces

(en tonnes)	Campagne 1999/2000	Campagne 2000/2001	Variation
Haut-Ogooué	104,70	46,80	-55,3%
Ngounié	15,30	6,10	-60,1%
Ogooué-Ivindo	23,50	20,30	-13,6%
Ogooué-Lolo	6,70	3,10	-53,7%
Woleu-Ntem	47,60	9,40	-80,3%
Achats hors du Gabon	0,00	10,00	100,0%
Total	197,80	95,70	-51,6%

Source : Caisse de stabilisation et de Régulation

Les achats aux planteurs chutent de 52%, passant de 197,8 tonnes en 2000 à 95 tonnes en 2001. Le volume des exportations de café s'élève à 120 tonnes en 2001 contre 20 tonnes en 2000.

Le prix moyen à l'exportation baisse de 11,4% en raison de la perte de qualité du produit et de la mauvaise tenue des cours internationaux du café.

Activité nationale

Evolution de l'activité dans la filière café

(en tonnes)	Campagne 1999/2000	Campagne 2000/2001	Variation
Achats (en tonnes)	197,8	95	-52,0%
Ventes locales (en tonnes)	8,6	0,6	-93,0%
Exportations (en tonnes)	20	120	500,0%
Prix d'achat moyen au planteur (Fca/kg)	381	376	-1,3%
Prix à l'exportation (Fca/kg)	375	234	-37,6%
Prix de vente locale (Fca/kg)	647	500	-22,7%

Source : Caisse de stabilisation et de Régulation

II.2.1.3.3 L'hévéaculture

La culture de l'hévéa est assurée par HEVEGAB qui dispose actuellement de trois plantations, dont deux situées dans le Woleu-Ntem (Mitzié et Bitam) et une dans l'Estuaire (Kango). Les trois plantations d'HEVEGAB s'étendent sur une superficie totale de 9 928 hectares. Les rendements à l'hectare sont de 1 118 kg à Mitzié, 1 639 kg à Bitam et 862 kg à Kango.

En 2001, la production d'hévéa culmine à 5 888 tonnes, soit le double de celle de l'année 2000. Cette forte hausse s'explique par la reprise des activités dans l'exploitation de Mitzié, après l'arrêt intervenu de fin 1999 à juin 2000.

Le chiffre d'affaires chute de 25,8%, suite au repli des cours du caoutchouc naturel sur le marché international, qui induit une baisse de 18,0% du prix de vente moyen à l'exportation. Ce dernier passe de 427 Fcfa le kilogramme en 2000 à 350 Fcfa en 2001.

La masse salariale, par contre, augmente de 19,3%, en raison, essentiellement, de la reprise des activités sur le site de Mitzié.

Evolution de l'activité dans la filière de l'hévéaculture

	1999	2000	2001	01/00
Production (en tonnes)	3 677	2 363	5 888	149,2%
Chiffre d'affaires (export en millions Fcfa)	6 249	2 079	1 543	-25,8%
Prix moyen de vente (Fca/Kg)	297	427	350	-18,0%
Masse salariale (en millions Fcfa)	1 399	1 567	1 870	19,3%

Source : HEVEGAB

La société HEVEGAB traverse une crise financière aigüe.

Avec le concours de l'Etat, un programme de restructuration de l'entreprise a été mis en place. Cette restructuration porte essentiellement sur l'élaboration

Activité nationale

du plan social, la séparation du volet villageois de l'industrie et la rationalisation des charges de structure (transfert du siège de la société près des sites d'exploitation à l'intérieur du pays).

En 2001, au titre de l'aide à la restructuration, la société a reçu de l'Etat 3,143 milliards de Fcfa, pour le paiement des salaires à raison de 1,120 milliard de Fcfa ; le reste étant destiné au soutien de l'exploitation, à savoir : la réparation de l'usine, le soin des plants, le ramassage de la production de Bitam et Kango, la réfection des cases dans toutes les plantations et l'entretien du réseau routier dégradé.

II.2.2. L'élevage

Les activités d'élevage demeurent très peu développées au Gabon et leur potentiel de croissance est quasi-nul. Pour satisfaire une demande sans cesse croissante en produits carnés, le recours aux importations massives est systématique ; ce qui occasionne une sortie importante de devises.

Les deux grandes unités para-étatiques : la Société Gabonaise d'Elevage (SOGADEL) et la Société Industrielle d'Agriculture et d'Elevage de Boumango (SIAEB) sont en liquidation.

Aux cotés de quelques éleveurs indépendants, les cellules villageoises restent les seules actives dans la branche. Elles s'emploient à l'élevage de bovins, caprins, ovins, porcs et volaille, mais demeurent sous équipées et mal encadrées. L'activité des éleveurs privés se déploie en zones rurale et urbaine, elle est difficile à mesurer à cause de la faible taille des exploitations.

II.2.3. Pêche

Le Gabon possède d'importants atouts en matière de pêche, cependant insuffisamment exploités. Il s'agit en effet d'une façade maritime de 800 kilomètres, de nombreux cours d'eau sur une superficie globale de 10 000 km², des réserves halieutiques maritimes et continentales estimées respectivement à 210 000 tonnes et 24 000 tonnes.

Evolution de la production de poissons, mollusques et crustacés

(en tonnes)	1999	2000	2001	00/99
Pêche industrielle	11 384	11 732	9 481	-19,2%
Pêche artisanale	29 300	24 900	23 064	-7,4%
Pêche continentale	10 000	10 838	10 838	-
Aquaculture	558	558	558	-
Total	51 242	48 028	43 941	-8,5%

Source : Direction Générale des Pêches et de l'aquaculture

Activité nationale

La production provenant de la pêche industrielle, de la pêche artisanale, de la pêche continentale et de l'aquaculture, ne satisfait qu'un tiers (1/3) des besoins locaux ; le reste étant couvert par les importations.

II.2.3.1. La pêche artisanale

La pêche artisanale se pratique en mer (notamment par les ressortissants étrangers), dans les estuaires, les lagunes, les fleuves et les lacs. La position des nationaux est dominante dans les zones fluvio-lacustres.

Cette pêche se fait au moyen de pirogues motorisées, pour une grande part. La production artisanale maritime enregistre une baisse de 7,4% en 2001, soit 23 064 tonnes contre 24 900 tonnes en 2000. Ce repli significatif s'explique par la raréfaction des espèces les plus prisées (ethamaloses) et par la dispersion des lieux de débarquement des pêcheurs.

II.2.3.2. La pêche industrielle

Pratiquée en majorité par des armateurs étrangers, la pêche industrielle utilise quatre types de flottilles : les chalutiers, les cordiers, les thoniers et les caseyers.

L'activité de cette branche présente une certaine atonie, due à l'arrêt de l'exploitation chez plusieurs grandes sociétés. Seuls quelques armateurs maintiennent leurs exploitations (Sogamer, GPPM et Amerger à Port Gentil).

Les fermetures de sociétés s'expliquent par :

- le coût élevé de l'entretien de l'outil de production ;
- la surexploitation des réserves halieutiques, sans respect des périodes réglementaires prévues pour la régénération de la ressource ;
- l'accès difficile au crédit ;
- le coût élevé du carburant ;
- les difficultés d'accès aux ports.

Ainsi, la production est en baisse de 19,2% en 2001, elle passe de 11 732 tonnes en 2000 à 9 881 tonnes de prises de poissons et autres en 2001.

II.2.3.3. La Pêche continentale

La pêche continentale est saisonnière et l'équipement des pêcheurs rudimentaire. On note, chez les nationaux, un intérêt pour cette activité très lucrative.

En 2001, la production observe une relative stabilité par rapport à 2000, soit 10 838 tonnes. Cette stagnation est due aux difficultés qu'éprouvent les services des pêches à saisir le volume des prises, du fait de la réticence des pêcheurs à se faire enregistrer.

Activité nationale

Les pêcheurs sont, par ailleurs, confrontés à des difficultés inhérentes à la faible fiabilité des embarcations et à la mauvaise conservation des produits, avant leur acheminement vers les principaux centres de consommation.

II.2.3.4. L'aquaculture

Le nombre d'exploitants dans la branche tend à augmenter, mais la production n'évolue guère depuis 1999. Celle-ci stagne à 558 tonnes par an.

La difficulté de s'approvisionner en aliments pour poissons constitue le principal handicap de la branche.

II.3. LES INDUSTRIES

II.3.1. Le secteur agroalimentaire

La branche agroalimentaire comprend plusieurs types de productions, il s'agit de :

- la production meunière et avicole ;
- l'industrie du sucre ;
- les produits laitiers et les glaces ;
- les huiles et corps gras ;
- les boissons et le tabac ;

Après plusieurs années de déclin, on note un regain d'activité dans l'industrie agro-alimentaire. Celui-ci résulte de la modernisation des structures de production. Toutefois, la situation demeure critique pour les huiles et corps gras et l'eau minérale.

II.3.1.1. La production meunière et avicole

La Société Meunière et Avicole du Gabon (SMAG) est le principal producteur de farine et d'œufs.

En 2001, la production de farine a presque doublé, passant de 29 423,2 tonnes en 2000 à 47 801,1 tonnes, soit une augmentation de 62,5% due à l'augmentation des capacités de production. On note par ailleurs une nette progression de la production avicole, avec une hausse de 49,61% de la production des issues et de 18,9% pour celle des œufs.

Les ventes locales ont généré un chiffre d'affaires de 17,29 milliards de Fcfa contre 11,44 milliards de Fcfa en 2000, soit une hausse de 51,2%. De même, les exportations se sont accrues de 86,1% sur la période. L'amélioration de la qualité des produits offerts et la recherche du meilleur rapport qualité/prix ont favorisé la consolidation du chiffre d'affaires global, qui croît de 51,8%.

Activité nationale

Evolution de l'activité de la SMAG

	1999	2000	2001	01/00
Productions (en tonnes)				
Farine	29 549,9	29 423,1	47 801	62,5%
Issues	9 655	8 236	12 319	49,6%
Aliments pour bétail	1 915,7	2 484	2 292,8	-7,7%
Œufs (en milliers)	22 008	27 847	33 123	18,9%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	11 628,8	11 619,1	17 633,5	51,8%
Ventes locales	11 420,8	11 435,2	17 291,3	51,2%
Exportations	208	184	342,2	86,1%
Effectifs (emplois permanents)	150	180	171	-5,0%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	840	1 056	916	-13,3%

Source : SMAG

Cette conjoncture favorable n'a pas eu de retombées positives au niveau de l'emploi. Les effectifs se réduisent de 5%, entraînant une baisse de 13,3% de la masse salariale.

La SMAG a réalisé en 2001 un investissement de 1,2 milliard de Fcfa pour l'acquisition d'une minoterie, ce qui a permis de renforcer le potentiel productif et d'accroître de manière significative la production de farine.

II.3.1.2. Les huiles et corps gras

La Société de Développement de l'Agriculture au Gabon (AGROGABON) est une entreprise parapublique, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation des huiles et du savon.

En 2001, la production des régimes de palme baisse de 28,2%, soit un volume de 29 947,1 tonnes contre 45 758,7 tonnes en 2000. La réduction de la production agricole entraîne celle des produits usinés qui pâtissent, par ailleurs, des difficultés techniques survenues à l'usine de Makouké. Ainsi, la production d'huile brute passe de 7 869,8 tonnes en 2000 à 6 101,8 tonnes en 2001, soit une baisse de 22,5%. Celle de savon régresse de 30,6%, se situant à 1 362 tonnes en 2001 contre 1 963 tonnes en 2000.

Un contrat de gestion d'AGROGABON a été conclu entre l'Etat et la Société Industrielle Gabonaise (SIG) pour une durée de trois (3) ans. Il permet la mise en place d'un programme d'investissement triennal pour un montant global de 15 milliards de Fcfa, concernant la réhabilitation des plantations existantes, la rénovation des usines et l'ouverture des voies d'accès aux plantations.

En outre, au titre de l'assistance à la restructuration, l'Etat a versé un montant de 1,2 milliard de Fcfa pour le paiement de salaires. En ce qui concerne l'exécution du contrat de gérance, le gouvernement a dégagé 7 milliards de Fcfa, en vue de la création de nouvelles plantations, l'extension ou la déforestation et de la production de jeunes plants.

Activité nationale

Evolution de l'activité d'Agrogabon

	1999	2000	2001	01/00
Productions (en tonnes)				
Régimes de palme	55 721	45 758	29 947	-34,6%
Huile brute	10 085	7 870	6 102	-22,5%
Oilzine	5 398	3 869	2 230	-42,4%
Acide gras	504	584	401	-31,3%
Stéarine	1 380	2 379	1 296	-45,5%
Savons	3 422	1 963	1 362	-30,6%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	7 254	4 991	2 239	-55,1%

Source : AGROGABON

II.3.1.3. La production sucrière

La campagne sucrière, organisée de juin à août 2001, se révèle excellente. Dans le prolongement de la reprise amorcée l'année précédente, la production de sucre s'accroît de 5,8%, passant de 19 841 tonnes en 2000 à 21 000 tonnes en 2001, du fait de la combinaison des efforts déployés au niveaux technique et agronomique, avec notamment l'amélioration de l'outil de production et l'extension des surfaces cultivées.

Evolution de l'activité de SUCAF

	1999	2000	2001	01/00
Productions (en tonnes)	18 465	19 837	21 002	5,9%
Sucre en morceaux	4 590	9 203	9 425	2,4%
Sucre granulé	13 875	10 634	11 577	8,9%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	10 213	11 419	12 464	9,2%

Source : SUCAF

Le chiffre d'affaires global s'élève à 12,464 milliards de Fcfa en 2001 contre 11,419 milliards en 2000. Les ventes de la SUCAF dans les pays de la sous-région représentent en 2001 un volume de 3 790 tonnes de sucre pour une valeur de 2,202 milliards de Fcfa.

II.3.1.4. Les produits laitiers et les glaces

La Société Industrielle Gabonaise de Laiterie Librevilloise (SIGALLI) est spécialisée dans la production de yaourts ainsi que la commercialisation du fromage, du beurre, du lait et des jus de fruit importés.

En 2001, la production de yaourts baisse de 7,5% passant de 2 091 tonnes en 2000 à 1 932,6 tonnes, en raison de la hausse de la production artisanale plus accessible aux consommateurs. La commercialisation de jus de fruit a, par contre, plus que triplé sur la période : elle passe de 1,886 million de litres en 2000 à 5,972 millions de litres en 2001, suite à la diversification des jus offerts et à la multiplication des points de ventes.

Activité nationale

Evolution de la branche des produits laitiers

	1999	2000	2001	01/00
Productions				
- Yaourts (en tonnes)	1 561,0	2 091,0	1 933,6	-7,5%
- Jus de fruit (en milliers de litres)	1 433,2	1 886,5	5 972,2	216,6%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	3 827	4 009	4 252	6,1%

Source : SIGALLI

Le chiffre d'affaires est de 4,252 milliards de Fcfa en 2001, après avoir atteint 4,009 milliards de Fcfa en 2000, soit une augmentation de 6,1% qui résulte de la mise en œuvre d'une nouvelle politique commerciale.

II.3.1.5. Les boissons et le tabac

En 2001, l'évolution de l'activité dans la branche des boissons et tabac est globalement positive. La hausse de la production des boissons gazeuses, de bière et de tabac compense la baisse de la production de vin et de l'eau minérale.

II.3.1.5.1. Les bières et les boissons gazeuses

La Société des Brasseries du Gabon (SOBRAGA) détient le monopole de la production de bières et des boissons gazeuses.

En 2001, la production de bières représente un volume de 866 896 hectolitres contre 804 992 hectolitres en 2000, soit une hausse de 7,7 %. Celle des boissons gazeuses augmente de 11,82%, s'établissant à 577 699 hectolitres en 2001 contre 515 621 hectolitres en 2000. La hausse de la production de bières et des boissons gazeuses s'explique par l'augmentation de la consommation, suscitée par l'amélioration de la qualité des produits.

Dans le même temps, le chiffre d'affaires de la branche croît de 8,1%, soit 64,565 milliards de Fcfa en 2001 contre 59,725 milliards l'année précédente.

Evolution de la branche "Boissons gazeuses et alcoolisées"

	1999	2000	2001	01/00
Productions (en hectolitres)				
- Bières	777 934	804 992	866 896	7,7%
- Boissons gazeuses	600 497	515 621	577 699	12,0%
- Vin	61 191	59 180	53 578	-9,5%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	56 547	59 725	64 565	8,1%

Sources : SOBRAGA, SOVINGAB

II.3.1.5.2. Les vins

La production locale de vins est dans une phase critique, en raison de la perte des parts de marché au profit des vins de marques étrangères, vendus à des prix concurrentiels.

Activité nationale

Ainsi, en 2001, la quantité de vins produite diminue de 9,5% avec une production de 53 578 hectolitres en 2001 contre 59 180 hectolitres en 2000. La commercialisation des vins génère un chiffre d'affaires qui se contracte de 7,2%. Ce dernier est évalué à 2,969 milliards de Fcfa contre 3,199 milliards de Fcfa en 2000.

II.3.1.5.3. L'eau minérale

La société EAULECO produit de l'eau minérale conditionnée en bouteilles de 1,5 litre et 0,5 litre. L'obsolescence des équipements impose à l'entreprise une baisse du rythme de production.

Evolution de l'activité d'EAULECO

	1999	2000	2001	01/00
Production (en cartons)				
- Cartons de 12 bouteilles de 1,5 l	214 765	135 105	73 287	-45,8%
- Cartons de 24 bouteilles de 0,5 l	116 208	11 256	3 104	-72,4%
- Packs de 6 bouteilles de 1,5 l	91 797	10 634	23 996	125,7%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	616	664	383,43	-42,3%

Source : EAULECO

En 2001, l'usine a fonctionné, en moyenne 6 jours sur 30. Ainsi, la production des bouteilles de 1,5 litre d'eau minérale chute de 45,8%, passant de 135 105 cartons de 12 bouteilles en 2000 à 73 287 cartons en 2001. Il en est de même pour les bouteilles de 0,5 litre dont la production baisse substantiellement de 72,4%.

Le chiffre d'affaires décline de 42,3% pour s'établir à 383,425 millions de Fcfa contre 664,009 millions de Fcfa en 2000.

Les investissements, d'un montant de 2,6 milliards de Fcfa en 2001, ont porté sur l'acquisition d'une nouvelle chaîne d'embouteillage qui serait opérationnelle dès avril 2002.

II.3.1.5.4. L'industrie du tabac

La Société des Cigarettes du Gabon (SOCIGA) est le principal pourvoyeur de cigarettes et de tabac en feuilles.

En 2001, la production de cigarettes augmente de 2,3%, soit 44 millions de paquets contre 43 millions en 2000. Par contre, le conditionnement du tabac en feuilles décline de 3,5% : on dénombre 4 898 caisses de tabac en feuilles réalisées en 2001 contre 5 078 caisses en 2000. Cette baisse du nombre de caisses de tabac est due à l'arrêt des livraisons en direction du Congo.

Le chiffre d'affaires de la sous-branche passe de 12,81 milliards de Fcfa en 2000 à 13,12 milliards de Fcfa en 2001, soit une hausse de 2,5%.

Activité nationale

II.3.2. Les Industries du bois

L'activité des industries du bois se déploie sur trois segments :

- le sciage ;
- le déroulage ;
- la menuiserie et l'ébénisterie.

En 2001, le programme d'industrialisation de la filière se poursuit sur l'ensemble du territoire, grâce aux investissements des grands groupes tels que LEROY, ROUGIER, LUTEXFO, BTIG, CEB, CBG et CIB.

Le taux d'industrialisation, cependant, ne dépasse pas 20%. L'objectif du gouvernement étant d'atteindre 50% à l'horizon 2005.

II.3.2.1. Les unités de sciage

On dénombre à l'échelle nationale plus d'une vingtaine de grandes scieries, localisées principalement à Libreville et Port-Gentil. La production de bois sciés est constituée de lattes, de chevrons et de planches.

Plusieurs sociétés exportent la quasi-totalité de leur production, c'est le cas de la Société Equatoriale de Bois (SEB), la Société des Bois de Lastourville (SBL), la Compagnie Equatoriale de Bois (CEB), la Basso-Timber Industrie Gabon (BTIG), la Société Industrielle de sciage de Port-Gentil (SIPOG) et de la Compagnie des Bois du Gabon basée à Port-Gentil.

Evolution de l'activité des unités de sciage

(en mètres cubes)	1999	2000	2001	01/00
Production	34 650	49 193	69 840	42,0%
Ventes locales	17 000	20 155	23 904	18,6%
Exportations	83 802	24 581	25 392	3,3%

Source : Direction des Industries du Bois (Ministère de l'Economie forestière)

En 2001, la production des unités de sciage s'élèverait à 69 840 m³ contre 49 193 m³ en 2000, soit une hausse substantielle de 42%. Celle-ci est due principalement, à l'accroissement du nombre d'unités de transformation.

II.3.2.2. Les unités de déroulage

En 2001, la sous-branche du déroulage s'enrichit d'une nouvelle usine de placages, construite à Owendo par le groupe Leroy-Gabon, ce qui porte désormais le nombre d'unités de déroulage à cinq.

En 2001, on enregistre une augmentation significative de la production de contreplaqués. Celle-ci s'élève à 45 208 m³ contre 37 405 m³ en 2000, soit une

Activité nationale

hausse de 20,9% due à un accroissement de la demande extérieure. Ainsi, les exportations augmentent de 9,1%, passant de 26 288 m³ en 2000 à 28 686 m³ en 2001.

Evolution de la production et des ventes de contre-plaqués

(en mètres cubes)	1999	2000	2001	01/00
Production	64 006	37 405	45 208	20,9%
Exportations	59 303	26 288	28 686	9,1%
Ventes locales	11 748	12 813	13 903	8,5%

Sources : CFG, SHM, ROG

Les ventes locales observent également la même tendance, elles augmentent de 8,5%, grâce à la vigueur des activités du secteur BTP.

II.3.2.3. Les unités de menuiserie et d'ébénisterie

Les unités opérant dans la menuiserie et l'ébénisterie sont principalement localisées à Libreville, Port-Gentil et dans quelques grandes villes de l'intérieur du pays, en l'occurrence Franceville, Moanda et Oyem.

Ces structures, de dimension modeste, pour la plupart, se caractérisent par leur faible capacité de production et un fonctionnement à la limite de l'artisanal ; ce qui ne permet pas de cerner facilement l'évolution de leurs activités. Elles sont spécialisées dans la fabrication des ouvertures et les travaux d'ameublement et de décoration.

II.3.3. Le Raffinage

Le traitement du pétrole brut est assuré depuis 1967 par la Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA), dont la raffinerie dispose d'une distillation primaire de 1,2 million de tonnes par an, avec des installations avalées ayant un potentiel réel oscillant entre 800 000 tonnes et 850 000 tonnes de brut.

SOGARA traite exclusivement du brut de qualité Mandji. Les rendements sont les suivants : 2% de Butane, 12% de Kérozène, 32% de Gasoil, 40% de Fuel 380 ; le reste concerne les combustibles divers et les pertes

Le brut traité

Le volume de brut traité baisse de 1,7%, passant de 619 881 tonnes en 2000 à 609 162 tonnes en 2001. Le brut traité pour compte propre est de 558 457 tonnes, celui pour compte de tiers est de 50 705 tonnes.

Evolution de la production de SOGARA

(en tonnes)	1999	2000	2001	01/00
Total Brut traité	819 000	619 881	609 162	-1,7%
- Compte propre	694 000	515 779	558 457	8,3%
- Compte de Tiers	125 000	104 102	50 705	-51,3%

Source : SOGARA

Activité nationale

La diminution du volume de brut traité s'explique par l'arrêt d'activité intervenu aux mois de mai et juin 2001, suite aux grands travaux d'entretien.

La commercialisation

Les ventes des produits pétroliers raffinés génèrent un chiffre d'affaires de 113,416 milliards de Fcfa en 2001 contre 95,295 milliards en 2000, soit une augmentation de 19,0% qui s'explique par la hausse du volume des ventes de la plupart des produits raffinés.

Le volume de gas-oil livré augmente de 8,8%, en raison de l'accroissement de la demande des entreprises du BTP ainsi que celle de la branche Eau et Electricité (satisfaction des besoins de la Centrale thermique d'Owendo). Les compagnies aériennes accroissent également leur consommation en kérozène ou Jet A1 (association du Pétrole lampant et du Turbine fuel) dont le prix a baissé, suite à une décision du gouvernement. Les autres produits dont les ventes s'améliorent sont : le bitume (43,4%), le pétrole lampant (12,1%), le butane (9,2%) et le super (1,9%).

La baisse des ventes concerne : le fuel 380 dont la quantité baisse de 22,2%, passant de 59 859 TM en 2000 à 46 521 TM en 2001, le fuel export qui enregistre un recul de 16,2%, le super export qui chute de 14,3% et le turbine fuel avec un repli de 3,8%.

Evolution des ventes de produits pétroliers raffinés

	1999	2000	2001	01/00
Super (M ³)	63 071	63 260	64 480	1,9%
Pétrole lampant (M ³)	34 897	33 177	37 183	12,1%
Turbine fuel (M ³)	91 337	88 617	85 230	-3,8%
Gas-oil (M ³)	302 809	275 721	300 120	8,8%
Butane (TM)	16 739	16 914	18 475	9,2%
Fuel 380 (TM)	23 464	59 859	46 521	-22,3%
Bitume (TM)	9 492	4 926	7 062	43,4%
Super - exp (M ³)	13 641	8 809	7 547	-14,3%
Fuel - exp (TM)	264 691	176 970	148 292	-16,2%

Source : SOGARA

Les effectifs et la masse salariale

En 2001, les effectifs de la société baissent de 1,1% ; ils se composent de 364 agents, dont 6 expatriés. La masse salariale s'élève à 6,9 milliards en 2001 contre 6,6 milliards en 2000, soit une hausse de 4,5%, consécutive à un réajustement catégoriel des salaires.

Evolution des autres indicateurs d'activité (raffinage)

(en milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	73,652	95,295	113,416	19,0%
Investissements	1,533	1,700	6,300	270,6%
Masse salariale		6,600	6,900	4,5%
Effectifs (en nombre)	374	368	364	-1,1%

Source : SOGARA

Activité nationale

Les investissements

Les investissements réalisés par SOGARA en 2001 (6,3 milliards de Fcfa) représentent près de 4 fois le montant réalisé en 2000 (1,7 milliard de Fcfa). Ils concernent le remplacement du four reformer et la réfection du pipeline de huit (8) pouces.

II.3.4. Production et distribution d'eau et d'électricité

Le service public de production, de transport et de commercialisation de l'électricité et de l'eau est concédé depuis 1997, à la Compagnie Générale des Eaux (devenue Vivendi Water) qui a repris la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (S.E.E.G.).

En 2001, le niveau de l'activité dans la branche énergie connaît une hausse qui traduit le retournement favorable de la conjoncture économique nationale.

II.3.4.1. L'électricité

La production d'électricité en volume s'accroît de 5,6% en 2001, soit 1 196,7 Gwh contre 1 133 Gwh en 2000. Cette augmentation de la production résulte, principalement, de l'amélioration de la desserte dans les grands centres urbains, qui permet une hausse de 5,7% du nombre d'abonnés.

Les ventes en volume augmentent de 1,5%. Celles-ci passent de 971 Gwh en 2000 à 986 Gwh en 2001.

La facturation s'effectue de façon satisfaisante avec un ratio ventes sur production de l'ordre de 85% en 2001.

Evolution de l'activité de la SEEG

	1999	2000	2001	01/00
Nombre d'abonnés				
- Electricité	115 245	118 405	125 122	5,7%
- Eau	69 378	72 565	76 484	5,4%
Production en volume				
- Electricité (GWh)	1 151	1 133	1 197	5,6%
- Eau (millions de m ³)	47,2	49,9	54,1	8,3%
Ventes en volume				
- Electricité (GWh)	1 015	971	986	1,5%
- Eau (millions de m ³)	41	42,0	46,0	9,5%
Chiffre d'affaires (en milliards de Fcfa)	64,53	67,28	72,90	8,4%
- Electricité	51,75	53,403	57,400	7,5%
- Eau	10,08	10,55	11,89	12,7%
- Autres prestations	2,70	3,32	3,61	8,7%
Investissements (en milliards de Fcfa)	24,708	20,038	26,000	29,8%
Masse salariale (en milliards de Fcfa)	14,1	14,41	14,37	-0,3%
Effectifs (en nombre)	1 510	1 492	1 490	-0,1%

Source : SEEG

Activité nationale

II.3.4.2. L'eau

La production d'eau est en hausse de 8,3% et les ventes passent de 42 millions de m³ en 2000 à 46 millions de m³ en 2001, soit une hausse de 9,5% qui découle du nombre croissant de nouveaux clients.

Le chiffre d'affaires généré par l'activité de distribution de l'électricité et de l'eau passe de 67,28 milliards de Fcfa en 2000 à 72,9 milliards de Fcfa en 2001, soit une amélioration de 8,4%.

Les investissements s'élèvent à 26 milliards de Fcfa pour l'exercice 2001 contre 20,038 milliards de Fcfa en 2000, soit une hausse de 29,8% des dépenses qui concernent essentiellement : le renforcement des capacités, l'extension des réseaux, la modernisation de l'exploitation et le renouvellement des installations.

Les effectifs, quant à eux, varient faiblement ; seuls deux départs sont enregistrés entre 2000 et 2001. La masse salariale recule de 0,3%, passant de 14,41 milliards Fcfa en 2000 à 14,37 milliards en 2001, en liaison avec la réduction des effectifs.

II.3.5. Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation regroupent la chimie, les matériaux de construction et la seconde transformation des métaux. Les activités des autres industries de transformation sont tirées par la demande des industries pétrolières et du bâtiment.

II.3.5.1. La chimie

Le chiffre d'affaires des industries chimiques (exception faite des autres produits) passe de 13,261 milliards de Fcfa en 2000 à 16,655 milliards en 2001, soit une hausse de 25,6%. Globalement, le secteur a généré une valeur ajoutée de l'ordre de 3,789 milliards de Fcfa contre 3,306 milliards de Fcfa en 2000.

Evolution de l'activité dans les Industries chimiques

	1999	2000	2001	01/00
Productions				
- peintures (tonnes)	3 025	3 345	3 597	7,5%
- Gaz industriels (m ³)	555 000	575 048	802 456	39,5%
- Lubrifiants (tonnes)	5 256	6 115	7 276	19,0%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	12 449	13 261	16 655	25,6%
- Peintures	5 499	5 366	5 973	11,3%
- Gaz industriels	2 961	3 364	4 426	31,6%
- Lubrifiants	3 989	4 531	6 256	38,1%
Valeur ajoutée (en millions de Fcfa)	3 244	3 306	3 789	14,6%
Investissements (en millions de Fcfa)	1 407	997	997	0,0%
Effectifs (en nombre)	239	243	243	0,0%

Sources : Chimie Gabon, GPL, Industap, Prolub, Gabcoa

Activité nationale

Les investissements, en revanche, reculent de 10,6% pour s'établir à 891 millions de Fcfa contre 997 millions de Fcfa en 2000. Le secteur n'a pas entrepris de grands travaux qui nécessitent d'importantes dépenses, en dehors de la construction d'une usine de mélange de gaz de plongée à Port-Gentil.

Les peintures

La production de peintures reste soutenue en 2001. Elle s'accroît de 7,5%, s'établissant à 3596,8 tonnes contre 3344,8 tonnes en 2000. Cette embellie s'explique par le relèvement de la demande, suite à l'accroissement des besoins dans le bâtiment et l'industrie pétrolière (peintures anticorrosion).

Les gaz industriels

En 2001, la production des gaz industriels s'élève à 802 455,5 m³ contre 575 048,2 m³ en 2000, soit une augmentation de 39,5%. Cette performance de la sous-branche est liée à la forte utilisation des gaz par l'industrie pétrolière, qui a d'ailleurs favorisé la construction d'une usine de mélange de gaz de plongée à Port-Gentil.

Les lubrifiants

L'activité de la sous-branche évolue favorablement en 2001. Malgré la concurrence déloyale de l'informel, la production de lubrifiants passe de 6 115 tonnes en 2000 à 7 276,7 tonnes, soit une hausse de 19%, favorisée par la reconstitution des stocks chez les pétroliers et l'acquisition de nouvelles parts de marché dans la sous-région CEMAC.

II.3.5.2. Les matériaux de construction

Les activités de la sous-branche "matériaux de construction" concernent la production de ciment et des ouvrages en béton. La fabrication d'ouvrages en béton décline, pendant que la production de clinker et de ciment évolue favorablement, depuis la cession de la cimenterie aux norvégiens.

La quantité de clinker produite augmente de 13,9% en 2001, soit 176 168 tonnes contre 154 725 tonnes en 2000, celle de ciment croît de 44,4% pour se situer à 240 209 tonnes en 2001 contre 166 384 tonnes en 2000. L'expansion dans le bâtiment profite pleinement à la cimenterie qui a accru ses capacités de production, pour faire face à la hausse de la demande.

Le chiffre d'affaires de la branche augmente de 68,5% en 2001. Il passe de 11,468 milliards de Fcfa en 2000 à 19,324 milliards 2001, du fait de l'embellie des ventes de ciments, favorisée par la diversification des produits, l'ouverture de nouveaux points de vente dans les localités à forte demande (Port-Gentil, Oyem et Franceville) et la conquête des marchés dans la sous-région.

Activité nationale

Evolution de l'activité dans la branche "Matériaux de construction"

	1999	2000	2001	01/00
Production en tonnes				
- Ciments	161 781	166 384	240 209	44,4%
- Clinker	131 362	154 725	176 168	13,9%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	11 181	11 468	19 324	68,5%
Valeur ajoutée (en millions de Fcfa)	2 541	2 565	5 249	104,6%
Investissements (en millions de Fcfa)	-	480	1 805	276,0%
Effectifs (en nombre)	347	341	347	1,8%

Source : CIMGABON

II.3.5.3. La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux intègre la construction métallique et la transformation de l'aluminium.

En 2001, l'industrie de transformation de l'aluminium, où intervient principalement SOTRALGA, améliore ses performances. La production des tôles est en nette augmentation, elle se situe à 2 345,5 tonnes contre 1 908,7 tonnes en 2000, soit une hausse de 22,9%, qui s'explique par la poursuite des activités du BTP.

Le chiffre d'affaires connaît parallèlement une hausse de 23,9%, passant de 4,097 milliards de Fcfa en 2000 à 5,08 milliards de Fcfa.

II.3.6. Les Industries textiles

Les industries textiles se composent d'entreprises industrielles, d'ateliers semi-industriels et de plusieurs unités artisanales de confection.

On note en 2001 une baisse relative de l'activité, qui s'explique par la contraction de la demande des entreprises et des autres consommateurs.

La production diminue de 3,8%, passant de 584 000 pièces en 2000 à 562 000 pièces en 2001, le chiffre d'affaires progresse, cependant, de 1,4%, se situant à 2,193 milliards de Fcfa en 2001 contre 2,163 milliards en 2000.

Evolution de l'activité des Industries textiles

	1999	2000	2001	01/00
Production (milliers de pièces)	540	584	562	-3,8%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	1 953	2 163	2 193	1,4%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	698	868	784	-9,7%
Investissements (en millions de Fcfa)	214	170	135	-20,6%
Masse salariale (millions de Fcfa)	436	436	437	0,1%
Effectifs (nombre d'employés)	11	10	12	20,0%

Sources : MG, AFRIC CLASS

Activité nationale

La valeur ajoutée et les investissements décroissent respectivement de 9,7% et 20,6%, soit 784 et 135 millions de Fcfa en 2001 contre 868 et 170 millions en 2000. Les effectifs passent de 10 employés en 2000 à 12 employés en 2001 ; pendant que la masse salariale stagne à 437 millions de Fcfa.

II.3.7. L'imprimerie, l'édition et la presse

II.3.7.1. Imprimerie

On dénombre deux principales unités dans la branche "imprimerie" : Multipress et Gabimp qui détiennent plus de 80% des parts de marché. Les autres opérateurs de la branche exerçant dans l'informel.

Evolution de l'activité des Imprimeries

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	5 723	5 260	6 231	18,5%
Valeur ajoutée	1 900	1 680	2 836	68,8%
Investissements	379	470	760	61,7%
Masse salariale	2 024	1 744	1 476	-15,4%
Effectifs (nombre d'agents)	247	221	179	-19,0%

Sources : Multipress, Gabimp

En 2001, l'imprimerie réalise de bonnes performances. Le chiffre d'affaires global s'établit à 6,231 milliards de Fcfa en 2001 contre 5,260 milliards en 2000, soit une hausse de 18,5%. Parallèlement, la valeur ajoutée passe de 1,680 milliard de Fcfa en 2000 à 2,836 milliards en 2001, elle augmente de 68,8%.

L'expansion de l'activité dans la branche tient à plusieurs facteurs que sont :

- la bonne tenue du secteur commercial ;
- la tenue des élections qui a favorisé l'accroissement de la demande en affiches et autres documents pour la campagne.

II.3.7.1.2. Edition et Presse

La sous-branche "édition et presse" est dominée par la Société Nationale de Presse et d'Édition (SONAPRESSE) qui concentre son activité dans la publication de périodes, principalement le quotidien "l'Union" (80% du volume des ventes sur le marché national) .

La SONAPRESSE partage le segment "publicité" avec d'autres entités tel PUBLICOM. Ce dernier segment représente 40% du chiffre d'affaires de la branche.

En 2001, l'édition et la presse connaissent un regain d'activité. Le chiffre d'affaires de la sous-branche est en hausse 12,4%, il passe de 1,659 milliard de

Activité nationale

Fcfa en 2000 à 1,865 milliard en 2001. La valeur ajoutée progresse également dans les mêmes proportions, pour se situer à 175 millions de Fcfa en 2001 contre 156 millions en 2000. Ces performances s'expliquent par une politique commerciale adaptée aux besoins de la clientèle.

Les effectifs observent, cependant, un recul de 2,9%, soit 33 employés en 2001 contre 34 employés en 2000 ; pendant que la masse salariale passe de 225 millions de Fcfa en 2000 à 245 millions en 2001.

Evolution de l'activité de Sonapresse

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	00/99
Chiffre d'affaires	1 754	1 659	1 865	12,4%
Valeur ajoutée	470	156	175	12,2%
Investissements	2 043	2 043	200	-90,2%
Masse salariale	221	225	245	8,9%
Effectifs (nombre d'agents)	32	34	33	-2,9%

Source : SONAPRESSE

II.4. BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Trois types d'opérateurs interviennent dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics :

- les filiales de groupes internationaux,
- les entreprises moyennes, propriétés des privés nationaux ou expatriés,
- les petites entreprises individuelles.

Les activités du secteur consistent en la réhabilitation ou la construction de bâtiments et autres infrastructures, et en la mise en place des circuits de distribution d'eau, d'électricité ou de téléphone. Elles sont intimement liées à la politique des grands travaux de l'Etat, principal client.

Evolution de l'activité des BTP

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Production vendue	109 768	106 134	117 308	10,5%
- Lignes (eau, électricité, téléphone)	27 187	40 378	40 106	-0,7%
- Travaux publics, génie civil, bâtiments et aménagements	82 581	62 607	73 183	16,9%
- Ventes diverses	-	3 148	4 019	27,7%
Valeur ajoutée	45 205	31 667	42 811	35,2%
Investissements	1 034	2 902	13 225	355,7%
Masse salariale	15 732	12 300	13 537	10,1%
Effectifs permanents (nombre d'agents)	1 844	2 606	2 775	6,5%

Sources : Enelec, Sobea - Sogea - Satom, Seteg, Socoba, Vibec, Colas, Sogafic-Froid
Dragages Gabon, Egepc, Sogec, Seteg, Socoba-Edip, Brassette

Activité nationale

Après le déclin constaté au cours de l'année précédente, les prestations des entreprises du secteur génèrent un chiffre d'affaires de 117,3 milliards de Fcfa en 2001 contre 106,1 milliards en 2000, soit une augmentation de 10,5%, qui s'explique principalement, par le lancement, en dépit du contexte économique incertain qui prévaut en 2001, d'un vaste chantier de réhabilitation des voiries urbaines à Libreville, Franceville, Koula-Moutou, Lambaréné et Port-Gentil.

L'activité du secteur est également stimulée par le démarrage des travaux d'entretien et de bitumage du réseau routier national, s'étendant sur plus de 654 kilomètres de routes pour un coût initial d'environ 150 milliards de Fcfa, et par la construction de grands édifices publics (notamment l'immeuble des Eaux et Forêts) et le ravalement des façades de certains bâtiments administratifs.

La valeur ajoutée progresse de 35,2%, passant de 31,6 milliards de Fcfa en 2000 à 42,811 milliards en 2001 et ce, malgré la hausse du coût des consommations intermédiaires, en particulier le ciment dont le prix augmente de 4,7% pour le CPJ 45 et de 6,3% pour le CPJ 35.

Les investissements du secteur s'élèvent à 13,2 milliards de Fcfa en 2001 contre 2,9 milliards en 2000. Ils servent au renouvellement et à l'optimisation de l'outil de production, ainsi qu'à la réfection des bâtiments.

Le regain d'activité en 2001 s'est accompagné d'un recours à une main-d'œuvre supplémentaire. Cela se traduit par une hausse de 6,5% des effectifs qui passent de 2 606 travailleurs en 2000 à 2 775 travailleurs en 2001. La masse salariale augmente de 10,1%, soit 13,53 milliards de Fcfa en 2001 contre 12,3 milliards de Fcfa en 2000 ; et ce malgré la suppression et la nationalisation de certains postes dans l'encadrement et le recours accentué de la main-d'œuvre temporaire, plus flexible.

En dépit de son apparente bonne santé, le secteur du BTP est miné par l'épineux problème des arriérés de paiements sur les travaux effectués pour le compte de l'Etat. Cela occasionne de fortes tensions de trésorerie, notamment chez les PME locales qui sont nombreuses à déposer le bilan.

II.5. LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Le secteur des transports se compose de plusieurs branches :

- le transport terrestre,
- le transport ferroviaire,
- le transport aérien,
- le transport maritime et fluvial.

A ces principales branches, s'ajoutent les auxiliaires de transport.

Activité nationale

II.5.1. Le transport terrestre

Les activités de la branche des transports terrestres concernent :

- le transport de personnes, en zones urbaines par taxis, mini-bus ou bus (SOGATRA) ; sur les liaisons interurbaines à l'aide de véhicules de types break, pick-up ou car. On note d'une part, une amélioration du confort des passagers sur les trajets interurbains, suite à l'achèvement du bitumage de certains axes routiers; et d'autre part, le développement en zones périurbaines, voire urbaines, du transport de personnes par des véhicules de ville non déclarés (clandos) ;

- l'acheminement des marchandises à l'aide de véhicules pick-up, de camions ou attelages spécifiques ;

- la location de véhicules en tout genre.

La branche est dominée par des opérateurs indépendants, qui exercent majoritairement dans l'informel et qui ne tiennent pas de comptabilité. Ce qui rend difficile le suivi des activités de la branche.

Dans le but d'améliorer l'encadrement du transport de marchandises sur camions poids lourds, un syndicat (l'UNITAG) a vu le jour en 2000. Les entreprises affiliées à ce syndicat enregistrent une baisse de l'activité en 2001, du fait de la crise du secteur bois et de la concurrence de l'informel.

De même, l'activité de "location de Bus", assurée principalement par la société Transport Tankes et dans une moindre mesure par Mondial Location, est en recul ; les entreprises clientes préférant transporter, eux mêmes, leurs personnels.

Le transport structuré de marchandises et de personnes enregistre globalement une chute de 34,4% du chiffre d'affaires qui passe de 2,712 milliards de Fcfa en 2000 à 1,780 milliard de Fcfa en 2001, du fait de la montée du secteur informel, la crise du secteur bois et de la situation difficile que connaît la Société Gabonaise de Transport (SOGATRA).

Evolution de l'activité des Transports terrestres

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	2 522	2 712	1 780	-34,4%
Valeur ajoutée	909	245	9	-96,3%
Masse salariale	1 673	1 746	1 167	-33,2%
Investissements	231	440	25	-94,3%
Effectifs (nombre d'agents)	629	498	467	-6,2%

Sources : SOGATRA, EQUIABOIS, EQUATRA, TRMG

La valeur ajoutée de la branche passe de 245 millions de Fcfa en 2000 à 9 millions en 2001, à cause de la détérioration du compte d'exploitation de la SOGATRA qui enregistre une valeur ajoutée négative. Dans le même temps, les investissements du transport terrestre diminuent de 94,3%. Les effectifs passent

Activité nationale

de 498 employés en 2000 à 467 employés en 2001, soit une baisse de 6,2% ; entraînant une diminution de 33,2% de la masse salariale (1,167 milliard de Fcfa en 2001 contre 1,746 milliard de Fcfa en 2000).

II.5.2. Le transport ferroviaire

Le Transgabonais est le principal exploitant du réseau ferroviaire national, depuis la mise en concession de l'Office du Chemin de Fer Transgabonais (OCTRA), le 28 décembre 1999. La voie ferrée est également utilisée par la Comilog, pour l'acheminement du minerai de manganèse de Moanda au Port minéralier d'Owendo.

Evolution du trafic ferroviaire

(En tonnes)	1999	2000	2001	01/00
Grumes	932 852	1 060 912	969 258	-8,6%
Manganèse	1 716 402	1 885 120	1 736 467	-7,9%
Produits pétroliers	26 223	30 133	40 363	33,9%
Clinker	26 250	25 725	28 232	9,7%
Autres marchandises	119 700	139 599	178 464	27,8%
Passagers (nombre)	200 998	236 613	275 966	16,6%

Source : TRANSGABONAIS

En 2001, les principaux indicateurs du trafic ferroviaire sont en baisse : le volume de grumes transportées par train recule de 8,6%, passant de 1 060 912 tonnes en 2000 à 969 258 tonnes en 2001, du fait de la crise du secteur forestier ; et celui de manganèse s'établit à 1 736 467 tonnes en 2001 contre 1 885 120 tonnes en 2000, soit une diminution de 7,9% consécutive à la crise de l'industrie sidérurgique mondiale.

En revanche, le nombre de passagers augmente de 16,6%, passant de 236 613 voyageurs en 2000 à 275 966 voyageurs en 2001. Cette évolution s'explique par l'amélioration des conditions de transport, avec la réhabilitation de l'outil de production.

Le volume de produits pétroliers transporté passe, quant à lui, de 30 133 tonnes en 2000 à 40 363 tonnes en 2001, soit une hausse de 33,9%, qui s'explique par une offre tarifaire attractive, une qualité de service améliorée et par l'intensification des travaux d'aménagement des voiries à l'intérieur du pays.

Evolution des performances du Transgabonais

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	24 356	27 368	29 412	7,5%
Valeur ajoutée	5 379	10 500	14 508	38,2%
Masse salariale	8 588	7 985	9 635	20,7%
Investissements	3 353	28 653	5 614	-80,4%
Effectifs (nombre agents)	1 887	1 520	1 220	-19,7%

Source : TRANSGABONAIS

Activité nationale

La quantité de clinker transporté par train se chiffre à 28 232 tonnes en 2001 contre 25 725 tonnes en 2000, soit une hausse de 9,7%. La vigueur de l'activité de production de ciment explique cette tendance.

Ainsi, le chiffre d'affaires du Transgabonais, croît de 7,5% en 2001, se situant à 29,412 milliards de Fcfa contre 27,368 milliards en 2000. Cette augmentation du chiffre d'affaires global résulte de la hausse de 17% des recettes voyageurs et de celle de 27,8% des autres produits (produits conteneurisés, colis, bagages...). Les recettes sur les grumes, par contre, baissent de 10,4%.

La valeur ajoutée passe de 10,5 milliards de Fcfa en 2000 à 14,508 milliards en 2001, soit une augmentation de 38,2%.

Les investissements se chiffrent à 5,614 milliards de Fcfa en 2001 contre 28,653 milliards en 2000, soit une chute de 80,4%. Ils portent sur la réhabilitation des trains voyageurs et la restauration de la gare d'Owendo.

Les effectifs du Transgabonais au 31 décembre 2001 sont de 1 220 agents contre 1 520 au 31 décembre 2000, soit une baisse de 19,7%. La masse salariale se chiffre à 9,635 milliards de Fcfa en 2001 contre 7,985 milliards en 2000, soit un relèvement de 20,7%.

II.5.3. Le transport aérien

Le transport aérien est assuré par une douzaine de compagnies réparties en trois catégories :

- les compagnies installées au Gabon qui offrent des vols réguliers, à savoir :
 - Air Gabon, principal opérateur sur le réseau domestique, qui intervient également sur le réseau international et assure 60% du trafic à l'arrivée et au départ de Libreville ;
 - Air Inter Gabon et Air service Gabon qui font désormais face à la concurrence de Gabon Express, Transair, Avirex, Air Max, la Nationale et Equatorial sur le réseau domestique ;

Evolution du trafic aérien (Aéroport de Libreville)

(En nombre)	1999	2000	2001	01/00
Mouvements des avions commerciaux	27 536	26 916	27 152	0,9%
- Réseau domestique	19 577	18 581	17 782	-4,3%
- Réseau international	7 959	8 335	9 370	12,4%
Passagers	806 490	741 733	757 089	2,1%
- vols domestiques	432 947	417 607	401 884	-3,8%
- vols internationaux	373 543	324 126	355 205	9,6%
- en transit	8 944	8 855	11 062	24,9%
volume du fret (en tonnes)	14 959	14 833	17 731	19,5%
- Réseau domestique	1 566	1 640	1 722	5,0%
- Réseau international	13 393	13 193	16 009	21,3%

Source : ADL

Activité nationale

• Les compagnies d'affrètement et de location au nombre desquelles on trouve :

- Air Affaires Gabon et Air service Gabon qui travaillent à la demande et pour une clientèle particulière, principalement l'Etat ;

- Héli Gabon qui, basée à Port-Gentil, assure essentiellement le transport du personnel et du matériel des compagnies pétrolières vers les plates-formes.

• Les compagnies internationales étrangères telles que Air France, Swissair, Air Afrique, Royal Air Maroc, Camair et autres qui desservent les différentes liaisons entre le Gabon et le reste du monde.

En 2001, en dépit de la crise du transport international, liée aux attentats du 11 septembre, les indicateurs du trafic international s'améliorent, tandis que le trafic domestique connaît une évolution contrastée.

II.5.3.1. Le trafic aérien national

Malgré l'augmentation du nombre de compagnies aériennes sur le réseau national, le nombre de mouvements commerciaux d'avions sur les lignes domestiques régresse de 4,3%, il passe de 18 851 en 2000 à 17 782 en 2001. Le nombre de passagers domestiques baisse de 3,8%, soit 401 884 voyageurs en 2001 contre 417 607 en 2000.

En dépit de l'arrivée de plusieurs compagnies de troisième zone sur le marché, AIR GABON préserve ses parts de marché, grâce à une augmentation des fréquences vers les destinations les plus rentables (Port-Gentil, Franceville et Oyem).

II.5.3.2. Le trafic aérien international

En dépit des événements du 11 septembre 2001, les indicateurs du trafic international sont en hausse, tirés par le trafic sous-régional. Le nombre de mouvements commerciaux d'avions augmente globalement de 12,4%.

L'activité a été particulièrement intense sur les lignes sous-régionales, avec une hausse de 38,8% des mouvements d'avions commerciaux : 5 341 mouvements en 2001 contre 3 846 en 2000. Cette évolution est essentiellement le fait de CAMEROON Airlines et AIR GABON. Cette dernière compagnie a conquis de nouvelles parts de marché dans la sous-région, en raison des difficultés d'Air Afrique. Les mouvements vers le reste du monde, en revanche, baissent de 10,3%, avec un nombre qui s'établit à 4 029 en 2001 contre 4 489 en 2000.

Le nombre de voyageurs hors transit augmente de 9,6% se situant à 355 205 passagers en 2001 contre 324 126 en 2000. Celui des passagers en transit augmente de 24,9%, s'élevant à 11 062 en 2001 contre 8 855 en 2000.

Activité nationale

II.5.3.3. L'activité des compagnies

Le chiffre d'affaires des compagnies aériennes passe de 98,541 milliards de Fcfa en 2000 à 112,91 milliards en 2001, soit une progression de 14,6%. La valeur ajoutée augmente de 9,3%, elle s'élève à 29,441 milliards de Fcfa en 2001 contre 26,945 milliards en 2000.

Les investissements du secteur passent de 576 millions de Fcfa en 2000 à 3 138 millions en 2001. Ils consistent en l'acquisition d'automobiles et autres véhicules.

En 2001, les effectifs du secteur progressent de 1,8%, se situant à 1 334 employés contre 1 310 employés en 2000.

La masse salariale globale de la branche passe de 9,085 milliards de Fcfa en 2000 à 8,983 milliards en 2001, soit un recul de 1,3%, qui résulte du plan de restructuration mis en place au niveau d'AIR GABON.

Evolution de l'activité des compagnies aériennes

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	99 787	98 541	112 910	14,6%
Valeur ajoutée	26 229	26 945	29 441	9,3%
Masse salariale	11 357	9 085	8 963	-1,3%
Investissements	661	576	3 138	444,8%
Effectifs (nombre d'agents)	1 324	1 310	1 334	1,8%

Sources : Air Gabon, Air France, Air Afrique, Air Service, Swissair, Gabon express, HZi Gabon

II.5.4. Les transports maritime et fluvial

La branche des transports maritime et fluvial est constituée de plusieurs armements spécialisés dans des segments précis :

- COMARGA, Armement SECAM GABON et GETMA transportant des marchandises en direction de l'Europe et de l'Asie ;
- la Compagnie DELMAS (groupe S.D.V), qui assure les liaisons maritimes du Gabon avec la côte ouest-africaine et l'Europe ;
- la C.N.I (Compagnie de navigation intérieure), E.G.C.A (Antares), SODITRAM et SATRAM qui desservent les liaisons entre Libreville et Port-Gentil ;
- TOM (Transport de l'Ogooué-Maritime) et TRANSWOOD interviennent dans l'évacuation des billes d'Okoumé par l'Ogooué.

II.5.4.1. Le transport fluvial

Le réseau fluvial, avec ses 3300 kilomètres, joue un rôle capital dans l'acheminement par radeaux flottants d'une grande partie de la production de grumes. Le trafic se fait des zones d'abattage jusqu'aux ports d'Owendo, de Mayumba et de Port-Gentil.

Activité nationale

Le transport des personnes, sur les voies navigables de l'ogoué, du Fernand-Vaz et de la lagune Banio, est assuré principalement par les transporteurs indépendants, la CNI n'ayant assuré le trafic qu'au premier semestre, du fait de l'immobilisation de ses deux bateaux pour cause de panne .

Evolution de l'activité dans la branche Transport fluvial

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	1 088	1 483	1 051	-29,1%
Valeur ajoutée	422	607	369	-39,2%
Masse salariale	213	405	550	35,8%
Investissements	7 648	189	35	-81,5%
Effectifs (nombre d'agents)	74	75	70	-6,7%

Sources : CNI, TOM

En 2001, la crise du secteur forestier a eu pour effet : le ralentissement des activités des sociétés spécialisées dans le remorquage des grumes.

Les principaux indicateurs de la sous-branche sont en baisse : le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée chutent respectivement de 29,1% et 39,2%, à cause des difficultés d'exploitation qui occasionnent, par ailleurs, la perte de nombreux contrats, notamment à la CNI. Les investissements baissent de 81,5%, ils s'élèvent à 35 millions de Fcfa en 2001 contre 118 millions en 2000.

La masse salariale, en revanche, augmente de 35,8%, passant de 342 millions de Fcfa en 2000 à 550 millions en 2001.

II.5.4.2. Le transport maritime

L'activité des transports maritimes reste fortement dépendante des exportations de grumes, de mines et de pétrole aux ports d'Owendo et de Port-Gentil. On observe en 2001 une diminution du volume des principaux produits d'exportation, compensée, toutefois, par la hausse du volume des importations.

Aussi, l'ensemble des indicateurs d'activité des compagnies maritimes évolue positivement. Le chiffre d'affaires s'accroît de 2,0%, il se situe à 59,384 milliards de Fcfa en 2001 contre 58,220 milliards en 2000. La valeur ajoutée augmente de 7,6%, elle passe de 38,863 milliards de Fcfa en 2000 à 41,813 milliards en 2001.

Evolution de l'activité dans le Transport maritime

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	31 982	58 220	59 384	2,0%
Valeur ajoutée	24 903	38 863	41 813	7,6%
Masse salariale	10 491	10 487	11 887	13,3%
Investissements	2 470	2 597	2 985	14,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1 492	1 347	1 369	1,6%

Sources : Satram, Gelma, SDV, Soditram, Armement Secam Gabon, SAGA

Activité nationale

Les investissements du secteur s'établissent à 2,985 milliards Fcfa en 2001 contre 2,597 milliards de Fcfa en 2000, soit une progression de 14,9%.

Les effectifs sont en hausse de 1,6% et la masse salariale de 13,3%, du fait, entre autres, de la hausse des gratifications annuelles.

II.5.4.3. Les activités portuaires

La gestion des infrastructures portuaires du Gabon (Owendo, Port Môle et Port-gentil) est assurée par l'Office des Ports et Rades du Gabon (OPRAG).

Le port d'Owendo se caractérise en 2001 par une baisse de l'activité, liée à la crise des secteurs Bois et Mines. On note, par contre, à Port-Gentil et au Port-Môle une hausse des importations en provenance des pays de la sous-région.

II.5.4.3.1. Le Port d'Owendo

En 2001, le volume de marchandises manipulées au port d'Owendo est de 3,586 millions tonnes contre 3,981 millions de tonnes l'année précédente, soit une diminution de 9,9%. Cette baisse résulte principalement des contre performances des principaux produits d'exportation. Le volume de manganèse expédié se chiffre à 1 693 583 tonnes en 2001 contre 1 990 133 tonnes en 2000, soit une chute de 14,9%. Les expéditions de grumes s'élèvent, quant à elles, à 911 311 tonnes contre 1 147 402 tonnes en 2000, soit un recul de 20,6%.

Evolution de l'activité portuaire Owendo

	1999	2000	2001	01/00
Mouvements de bateaux (nombre)	1 284	1 385	1 202	-13,2%
Volume de marchandises (en tonnes)	3 644 174	3 980 703	3 585 851	-9,9%
- exportations de manganèse	1 821 509	1 990 133	1 693 583	-14,9%
- exportations de grumes	1 051 861	1 147 402	911 311	-20,6%
- autres marchandises	770 804	843 168	980 957	16,3%

Source : OPRAG Owendo

II.5.4.3.2 Le Port-Môle

Le trafic au Port Môle est lié principalement au cabotage sous régional. Le niveau de l'activité en 2001 augmente considérablement, même si le nombre des mouvements des bateaux stagne. La quantité de marchandises manipulées passe de 17 291 tonnes en 2000 à 23 379 tonnes en 2001, soit une progression de 35,2%, et le nombre de passagers est presque multiplié par trois, suite à la mise en œuvre d'une politique tarifaire plus attractive que celle des compagnies aériennes.

Le volume de poissons, par contre, chute de 38,8%, il est évalué à 1 414 tonnes en 2001 contre 2 311 tonnes en 2000. Ce repli est lié à la diminution du nombre de chalutiers, du fait du renchérissement des consommations intermédiaires

Activité nationale

et de la forte pression fiscale qui ne permettent pas de rentabiliser les investissements de la branche. Pour maintenir leur activité, certains opérateurs à l'instar d'OCEANE ont délocalisé leurs unités de production.

Evolution de l'activité au Port-M'™le

	1999	2000	2001	01/00
Mouvements de bateaux (en nombre)	453	509	510	0,2%
Volume de marchandises (tonnes)	11 186	17 291	23 379	35,2%
Volume de poissons (tonnes)	3 893	2 311	1 414	-38,8%
Nombre de passagers	706	1 812	3 835	111,6%

Source : OPRAG Port-M'™le

II.5.4.3.3 Le Port de Port-gentil

L'activité portuaire à Port-Gentil s'est considérablement dégradée, du fait d'une part, de la crise du bois, et d'autre part, de la chute des exportations de pétrole brut et ce, malgré la hausse continue du volume des importations.

Le volume de grumes baisse de 13,7%, soit 0,568 millions de tonnes en 2001 contre 0,658 millions de tonnes en 2000 ; celui des autres marchandises recule, pour leur part, de 5,4% passant de 0,367 millions de tonnes en 2000 à 0,347 millions de tonnes en 2001. La mise en production des champs marginaux a permis de ralentir la chute des expéditions de pétrole brut, qui est seulement de 1,1% en 2001.

Evolution de l'activité portuaire à Port-Gentil

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Mouvements de bateaux (nombre)	1 802	1 758	1 888	7,4%
Volume de marchandises (en millions de T)	14,925	13,428	13,185	-1,8%
- Pétrole brut	13,869	12,403	12,270	-1,1%
- Bois en grumes	0,490	0,658	0,568	-13,7%
- Autres marchandises	0,566	0,367	0,347	-5,4%

Source : OPRAG Port-Gentil

II.5.5. Les Auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe l'ensemble des entreprises dont les activités sont liées aux transports, on y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, ADL, ASECNA) ;
- Les agences de voyages (Mistral voyage, Eurafrique, Gabon contact...) ;
- Les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et de logistique maritime (SNAT, TTG, TAG...)

Activité nationale

En 2001, l'activité des auxiliaires de transport évolue favorablement. Certaines entreprises de la branche tirent profit du regain d'activité dans le transport aérien et le transport maritime (notamment à Port-Gentil).

Le chiffre d'affaires des auxiliaires passe de 47,66 milliards de Fcfa en 2000 à 54,12 milliards en 2001, soit une hausse de 13,6%. La valeur ajoutée progresse de 2,6%.

Cette forte activité ne s'est pas accompagnée d'une création d'emplois ; certains acconiers préférant acquérir des machines, plutôt que d'embaucher du personnel. Ainsi, les effectifs sont réduits de 5,9%, passant de 1 733 agents en 2000 à 1 631 en 2001 et la masse salariale diminue de 7,8%, se situant à 10,43 milliards de Fcfa en 2001 contre 11,31 milliards en 2000.

Evolution de l'activité des Auxiliaires de transport

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	42,61	47,66	54,12	13,6%
Valeur ajoutée	23,70	32,90	33,75	2,6%
Masse salariale	16,04	11,31	10,43	-7,8%
Investissements	3,47	2,14	2,02	-6,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1 669	1 733	1 631	-5,9%

Sources : ADL, OPRAG, SNAT, ASECNA, Mistral Voyage, Eurafrique, TTG, Fret-Tam
EGCASA, SOCOPAO, Saga Voyage, PANALPINA, SESAL, TAG, Gabon fret

Le niveau des investissements de la branche baisse de 6,0%, il se situe à 2,02 milliards de Fcfa en 2001 contre 2,14 milliards en 2000.

II.6. LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur est composé de plusieurs sociétés opérant sur divers segments. On dénombre principalement :

- Gabon poste et Gabon Télécom spécialisés respectivement dans les activités postale et de télécommunications. Ces deux entités sont nées de la scission de l'ancien Office des postes et télécommunications.

- Technique Représentation Radio Communication (TR2), société opérant dans la radio communication ;

- la Société Gabonaise de Télécommunication (GABTEL), spécialisée dans la vente des terminaux et la gestion des fréquences d'émission ;

Evolution du nombre d'abonnés (OPT)

	1999	2000	2001	01/00
Téléphone ordinaire	33 022	32 120	32 500	1,2%
Téléphone cellulaire	8 221	83 120	168 190	102,3%
Total abonnés	41 243	115 240	200 690	74,1%

Sources : OPT, CELTEL, TELECEL, LIBERTIS.

Activité nationale

- DHL et EMS DELTA + qui assurent l'acheminement du courrier express ;
- CELTEL, TELECEL et LIBERTIS exerçant sur le segment de la téléphonie mobile.

Evolution des autres indicateurs d'activité dans les TIZcommunications

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	69,583	88,080	120,581	36,9%
Valeur ajoutée	48,360	74,002	76,377	3,2%
Masse salariale	19,850	24,078	25,032	4,0%
Investissements	13,137	47,007	51,477	9,5%
Effectifs (nombre d'agents)	2 312	2 547	2 527	-0,8%

Sources : OPT, DHL, CELTEL, TELECEL, GABTEL, LIBERTIS

Le nombre d'abonnés du téléphone fixe passe de 32 120 en 2000 à 32 500 en 2001, soit une progression de 1,2%. Celui du téléphone cellulaire a plus que doublé, s'établissant à 168 190 contre 83 120 abonnés en 2000. L'expansion de la téléphonie mobile est rendue possible grâce à l'achèvement de l'interconnexion des différents opérateurs qui pratiquent des politiques commerciales dynamiques, en facilitant les conditions d'obtention des lignes.

Le chiffre d'affaires global du secteur passe de 88,08 milliards de Fcfa en 2000 à 120,581 milliards en 2001, soit une hausse de 36,9%. La valeur ajoutée augmente de 3,2%, elle se situe à 76,377 milliards de Fcfa en 2001 contre 74,002 milliards en 2000.

La masse salariale croît de 4,0%, en dépit d'une relative stabilité des effectifs qui s'élève à 2 527 employés en 2001 contre 2 547 en 2000.

Les investissements du secteur s'élèvent à 51,477 milliards de Fcfa en 2001 contre 47,007 milliards en 2000, soit une progression de 9,5%. Ils consistent en l'extension des réseaux.

II.7. LE COMMERCE

Groupement d'entreprises qui achètent pour revendre sans transformation, le secteur commerce se subdivise en cinq sous-groupes :

- Le commerce général structuré ;
- Le commerce des produits pétroliers ;
- Le commerce des produits pharmaceutiques,
- Le commerce des véhicules industriels ;
- Le commerce des ouvrages et autres journaux.

II.7.1. Le commerce général structuré

Le commerce général concerne les entreprises vendant des produits divers tels : la quincaillerie, l'alimentation, les cosmétiques, etc.

Activité nationale

On note en 2001 une croissance de l'activité. Les ventes s'établissent à 165,7 milliards de Fcfa contre 151 milliards en 2000, soit un accroissement de 9,7% qui tient aux facteurs suivants :

- l'amélioration de la qualité des produits ;
- la diversification de l'offre ;
- la reprise dans le secteur des B.T.P.

Evolution de l'activité dans le Commerce Général

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	139,84	151	165,7	9,7%
Valeur Ajoutée	20,05	21,98	23,4	6,5%
Investissements	2,17	2,69	0,7	-74,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 425	1 577	2 138	35,6%

Sources : Coca-Gadis, Mboho, Nestlé Gabon, Gabon Meca

La valeur ajoutée atteint 23,4 milliards de Fcfa contre 21,9 milliards l'année précédente, soit une progression de 6,5%. Les effectifs augmentent de 35,6%, ils passent de 1 577 employés en 2000 à 2 138 en 2001.

II.7.2. Le commerce des produits pétroliers

Le commerce des produits pétroliers est assuré par le Groupement Professionnel des Pétroliers (G.P.P) qui compte trois entreprises : Total-Fina-Elf, Mobil et Pizo Shell.

Au cours de l'exercice 2001, le chiffre d'affaires des entreprises du GPP s'élève à 140 milliards de Fcfa contre 125,9 milliards en l'an 2000, soit une augmentation de 11% qui s'explique essentiellement par :

- la hausse de la demande solvable ;
- l'ouverture de nouveaux points de vente ;
- l'amélioration de la qualité du service dans le réseau de distribution.

La valeur ajoutée, pour sa part, croît de 4,5%, s'établissant à 23,6 milliards de Fcfa contre 22,6 milliards en 2000.

Par contre, les effectifs régressent de 11,3% ; ils passent de 309 agents en 2000 à 274 en 2001 et les investissements enregistrent une baisse de 5%, se situant à 3,04 milliards de Fcfa en 2001 contre 3,2 milliards en 2000.

Evolution de l'activité dans le Commerce des produits pétroliers

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Ventes	105,9	125,9	140	11,2%
Valeur Ajoutée	22,1	22,6	23,6	4,5%
Investissements	3,5	3,2	3,04	-5,0%
Effectifs (nombre d'agents)	312	309	274	-11,3%

Source : GPP

Activité nationale

II.7.3. Le commerce des produits pharmaceutiques

L'approvisionnement en produits pharmaceutiques est assuré par deux unités agréées: Pharmagabon et Copharga qui alimentent la cinquantaine de pharmacies installées sur le territoire national.

Evolution de l'activité dans le Commerce des produits pharmaceutiques

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	17,89	20,69	21,38	3,3%
Investissements	1,2	1,04	0,70	-32,7%
Effectifs (nombre d'agents)	52	51	58	13,7%

Sources : Pharmagabon, Copharga

En 2001, la hausse des ventes des produits pharmaceutiques, constatée depuis un an, se poursuit avec un chiffre d'affaires qui passe de 20,69 milliards de Fcfa en 2000 à 21,38 milliards en 2001, soit une augmentation de 3,3%, liée à l'accroissement des consultations médicales. Les effectifs s'accroissent de 13,7%, s'établissant à 58 agents en 2001 contre 51 en 2000.

Les investissements, par contre, chutent de 32,7%, passant de 1,04 milliard en 2000 à 0,7 milliard en 2001.

II.7.4. Le commerce de véhicules

Le commerce des véhicules est assuré par des concessionnaires regroupés, pour la plupart, au sein de l'Union des Représentants des Automobiles industriels (URAI) et par des vendeurs de véhicules d'occasion.

En 2001, la distribution des véhicules a généré un chiffre d'affaires de 107,4 milliards de Fcfa contre 100,4 milliards en 2000, soit une hausse de 6,9%, due non seulement, à l'organisation des élections législatives qui a stimulé la demande de véhicules, mais aussi, au relèvement des prix de vente.

Evolution des ventes de véhicules neufs

(Nombre de véhicules)	1999	2000	2001	01/00
Peugeot	81	206	188	-8,7%
Renault	53	172	152	-11,6%
Mercedes	91	527	72	-86,3%
Isuzu	171	172	267	55,2%
Mazda	143	60	30	-50,0%
Mitsubishi	322	300	422	40,7%
Nissan	155	194	272	40,2%
Suzuki	69	240	86	-64,2%
Toyota	811	903	1 250	38,4%
Kia	30	34	33	-2,9%
Ssang yong	17	4	15	275,0%
TOTAL	1 943 0	2 812	2 787	-0,9%

Source : URAI

Activité nationale

Les investissements progressent de 11,8%, ils se chiffrent à 2,3 milliards de Fcfa en 2001 contre 2,1 milliards en 2000.

Evolution de l'activité dans le Commerce des véhicules

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	89,64	100,47	107,41	6,9%
Valeur Ajoutée	16,08	18,54	15,25	-17,8%
Investissements	2,40	2,12	2,37	11,8%
Effectifs (nombre d'agents)	736	712	630	-11,5%

Sources : Toyota, CFAO, GEANT 241, SHD Gabon, Tractafic, Service Auto, Sodim TP

La valeur ajoutée, en revanche, chute de 17,8%, se situant à 15,2 milliards de Fcfa en 2001 contre 18,5 milliards en 2000, et les effectifs diminuent de 11,5%, passant de 712 agents en 2000 à 630 en 2001.

II.7.5. La distribution des ouvrages et périodiques

La distribution des livres et journaux est réalisée par une dizaine de librairies et de vendeurs indépendants. La Société Gabonaise de Presse (SOGAPRESSE) détient le monopole de la distribution des journaux et dispose à cet effet, d'une centaine de points de ventes dans les principales villes.

En 2001, le chiffre d'affaires de la branche progresse de 0,7%, pour s'établir à 4,2 milliards de Fcfa contre 4,17 milliards en 2000. La valeur ajoutée croit substantiellement de 45,7%, s'élevant à 1,02 milliard de Fcfa contre 0,7 milliard en 2000.

Evolution de l'activité dans la Distribution des livres et journaux

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	00/99
Chiffre d'affaires	4,11	4,17	4,2	0,7%
Valeur Ajoutée	0,65	0,70	1,02	45,7%
Masse salariale	0,17	0,15	0,18	20,0%
Effectifs (nombre d'agents)	42	39	39	0,0%

Source : SOGAPRESSE

La masse salariale représente 180 millions de Fcfa en 2001 contre 150 millions de Fcfa l'année précédente, soit une hausse de 20%. Les effectifs, quant à eux, se stabilisent à 39 agents.

II.8. L'HOTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME

Le secteur "Hôtellerie, Restauration et Tourisme" est composé d'entreprises spécialisées dans :

- l'hébergement (hôtels, motels, auberges et pensions) ;
- la restauration (restaurants, snack-bars, cafés et cafétérias) ;

Activité nationale

- les loisirs (centres de loisirs, plages, villages de vacances, night-clubs, sites et réserves touristiques,...).

II.8.1. L'hôtellerie

La capacité d'accueil du parc hôtelier gabonais, tous les établissements confondus, est de 2000 chambres environ. Les différents établissements recensés sont classés en :

- hôtels de classe internationale, appartenant à l'Etat et gérés par des chaînes hôtelières internationales ;

- établissements de moyenne ou petite dimension, propriété de l'Etat ou de particuliers, auxquels s'ajoutent les auberges et cases de passage.

L'activité hôtelière reste soutenue en 2001, en raison de la tenue de plusieurs conférences, notamment celles de l'OMC, des Forces de police, et de l'organisation des élections législatives.

II.8.1.1. Les hôtels de classe internationale

Cette catégorie regroupe une dizaine d'établissements localisés à Libreville, Port-gentil et Franceville, du fait de l'importance de l'activité économique.

Evolution de l'activité dans la branche H^{te}tel

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	13 911	13 926	14 673	5,4%
Investissements	859	419	1 144	173,0%
Masse salariale	3 535	3 779	3 916	3,6%
Prix moyen d'une nuitée (en Fcfa)	41 030	42 157	38 149	-9,5%
Nombre de clients	nd	172 848	189 166	9,4%
Effectifs (nombre d'agents)	780	767	811	5,7%
Taux d'occupation	52,1%	49,2%	51,2%	+2,0 pts

Sources : Direction Générale du Contrôle des H^{te}tel,

H^{te}tel : Atlantique, Okoumè Palace, Rapontchombo, RZ Ndama, Mandji POG, LZoni Palace

Dans ces établissements, la nuitée varie entre 35 000 et 75 000 Fcfa. Pour l'année 2001, le prix moyen se situe à 38 149 Fcfa contre 42 157 Fcfa en 2000, soit une baisse de 9%.

Le nombre de clients passe de 172 848 visiteurs en 2000 à 189 166 en 2001, il augmente de 9,4%, pendant que le taux d'occupation des chambres gagne 2 points, s'établissant à 51,2% en 2001 contre 49,2% en 2000.

Le chiffre d'affaires des structures hôtelières de classe internationale, quant à lui, augmente de 5,4%, soit 14,673 milliards de Fcfa en 2001 contre 13,926 milliards en 2000. Cette hausse de l'activité s'accompagne d'une création d'emplois, soit un accroissement de 5% des effectifs qui passent de 767 agents en 2000

Activité nationale

à 811 en 2001. L'augmentation des effectifs entraîne une hausse de 3,6% de la masse salariale, celle-ci passe de 3,779 milliards de Fcfa en 2000 à 3,915 milliards en 2001.

Les investissements des hôteliers s'élèvent à 1,144 milliard de Fcfa en 2001, soit plus du double des 419 millions réalisés en 2000. Ils consistent principalement en opérations de réfection et de restauration des installations existantes.

II.8.1.2. Les établissements de faible capacité

Ce groupe se compose des hôtels, motels, auberges et cases de passage, implantés dans les chefs-lieux de province et dans la plupart des centres urbains. Les prix pratiqués par ces établissements varient entre 8 000 et 30 000 Fcfa la nuitée.

En 2001, l'activité des établissements de faible capacité est aussi bonne que celle des hôtels de taille et de standing plus élevés.

II.8.2. La Restauration

On y trouve trois types d'opérateurs :

- les restaurants des grandes unités hôtelières ;
- les restaurants indépendants ;
- les structures de petite taille qui évoluent dans l'informel (système des "cafétérias"...) ;

L'activité de restauration connaît une évolution favorable en 2001. Cette embellie concerne aussi bien les restaurants des grands établissements, que les restaurants indépendants et ceux exerçant dans l'informel. Le chiffre d'affaires de la restauration représente 35% de l'ensemble de la branche, soit 5,203 milliards de Fcfa.

II.8.3. Le Tourisme et les Loisirs

Le tourisme est entendu comme tout déplacement, d'une durée de 24 heures au moins, à plus de 50 kilomètres de son domicile, pour des motifs professionnels, ludiques, de santé, d'études et d'agrément.

La structure de la branche touristique se compose :

- des agences de tourisme (Gabon contacts, Gabon voyages, Global voyages...);
- des tours opérateurs ;
- des réceptifs (Crédits voyages, Services, Cigogne...);
- des centres de loisirs (Jardins de la Peyrie, Village de la Pointe Denis, des plages...);

Activité nationale

- des sites et des réserves touristiques (SAINTE ANNE, WONGA WONGUE, LA LOPE, LAC BLEU, PLATEAUX BATEKES, la SODEPAL avec son pont en câble de téléphérique...)

Le Gabon offre une panoplie de produits dans le domaine touristique. On distingue le tourisme gastronomique, le balnéaire, le religieux, le tourisme de découvertes, ainsi que le tourisme d'affaires qui demeure le plus pratiqué dans le pays.

Le pays dispose d'atouts favorables au développement du tourisme. La construction du complexe touristique " Front de mer " et l'introduction du tourisme comme matière d'enseignement et de recherche à l'Université Omar BONGO, pour la formation de Techniciens de haut niveau dans ce secteur d'activité, participent de la volonté du Gouvernement de promouvoir ce secteur. Il subsiste, cependant, plusieurs goulets d'étranglement qui gênent son développement, à savoir :

- les prix élevés du transport aérien qui rendent peu attractive " la destination Gabon " ;
- le mauvais état des routes qui ne facilite pas les déplacements vers l'intérieur du pays ;
- l'absence de télécommunications dans les sites touristiques.

II.9. AUTRES SERVICES

II.9.1. Les services rendus aux particuliers

La branche des services rendus aux particuliers regroupe des entreprises réalisant une diversité de prestations : services médicaux, radiodiffusion, télévision, prestations funèbres, studios photographiques, jeux et loisirs, auto-écoles, soins esthétiques, etc.

Evolution de l'activité dans la branche des services aux particuliers

(En millions de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	12 341	12 869	17 290	34,4%
Valeur ajoutée	5 243	5 389	5 346	-0,8%
Investissements	1 010	688	505	-26,6%
Effectifs (nombre d'agents)	726	686	667	-2,8%

Sources : Auto-Zoole Renaissance 2000, Labocolor, Africa n° 1, PMUG, SGJL, Gabosep, Cabinet de groupe, Gabon Thalasso, Clinique Chambrier

En 2001, le chiffre d'affaires de la sous-branche augmente ostensiblement de 34,4%, passant de 12,869 milliards de Fcfa en 2000 à 17,290 milliards en 2001. Les autres indicateurs connaissent une évolution négative.

La valeur ajoutée baisse de 0,8%, se situant à 5,346 milliards de Fcfa contre 5,389 milliards en 2000. Les investissements sont réduits de 26,6%, ils s'établissent

Activité nationale

à 505 millions de Fcfa en 2001 contre 688 millions en 2000. Les effectifs, quant à eux, passent de 686 agents en 2000 à 667 agents en 2001, soit une diminution de 2,8%.

II.9.2. Les services immobiliers

Les activités de la sous-branche des services immobiliers comprennent la promotion immobilière et les transactions sur les terrains et immeubles.

L'essentiel des services immobiliers est assuré par la Société Nationale immobilière (SNI) et quelques agences de taille variable.

Evolution de l'activité dans la branche des services immobiliers

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	4,508	7,001	5,079	-27,5%
Valeur ajoutée	1,928	2,610	2,275	-12,8%
Investissements	31,778	31,284	31,031	-0,8%
Effectifs (nombre d'agents)	65	66	66	0,0%

Sources : SNI, Cogefi, Alliance

L'activité immobilière connaît une nette décroissance en 2001. Le chiffre d'affaires baisse de 27,5%, se situant à 5,079 milliards de Fcfa contre 7,001 milliards en 2000. La valeur ajoutée passe de 2,610 milliards de Fcfa en 2000 à 2,275 milliards en 2001, soit une baisse de 12,8%. Les effectifs de la sous-branche stagnent à 66 agents, pendant que les investissements reculent de 0,8%.

II.9.3. Les services rendus aux entreprises

Cette sous-branche regroupe des entreprises ayant des spécialités diverses, à savoir :

- Les sociétés d'informatique, spécialisées dans la vente de matériel et de logiciel informatiques, la maintenance, la formation, le conseil, l'ingénierie, etc.
- les bureaux d'études, d'expertise, et de contrôle, spécialisés dans l'ingénierie, le contrôle technique, les études géotechniques de génie civil et diverses.
- Les cabinets comptables et juridiques qui interviennent notamment dans le conseil juridique et financier ainsi que dans la validation des comptes des sociétés

Evolution de l'activité dans la branche des services aux entreprises

(En milliards de Fcfa)	1999	2000	2001	01/00
Chiffre d'affaires	18,630	19,130	15,063	-21,3%
Valeur ajoutée	7,390	7,130	6,618	-7,2%
Investissements	0,431	0,486	0,293	-39,7%
Effectifs (nombre d'agents)	337	329	417	26,7%

Sources : Fidafica, Price, Bull, VZitas, SGA, Ernst&young, GBM, IBM

En 2001, l'activité de la branche est en recul. Le chiffre d'affaires diminue de 21,3%, il s'élève à 15,063 milliards de Fcfa en 2001 contre 19,1 milliards en 2000. La valeur ajoutée et les investissements baissent respectivement de 7,2% et 39,7%.

Activité nationale

Seuls les effectifs enregistrent une hausse (26,7%), ces derniers passent de 329 agents en 2000 à 417 agents en 2001.

II.10. LES INSTITUTIONS FINANCIERES

Conformément à la nomenclature officielle, les institutions financières sont :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBN) : Caisses Nationales d'Épargne ;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance.

II.10.1. Les banques commerciales et de développement

En 2001, le secteur bancaire est marqué par deux faits majeurs : la baisse du taux débiteur maximum qui passe de 22% en 2000 à 18%, et la mise en liquidation de la Banque Populaire et de la Banque Nationale du Crédit Rural (BNCR), ce qui ramène à cinq (5) le nombre d'établissements bancaires.

On observe, d'autre part, une hausse de l'encours des crédits à l'économie, une baisse du stock des dépôts collectés, une amélioration du produit net bancaire et un renforcement des fonds propres nets.

Les ressources

En 2001, le stock des dépôts collectés par les banques subit une contraction d'environ 3,2%, s'élevant à 455,5 milliards de Fcfa contre 470,5 milliards en 2000. Cette baisse des ressources bancaires s'explique, essentiellement, par le recul des dépôts de l'Etat auprès de certaines banques, consécutif au règlement des échéances de la dette extérieure ; mais aussi par l'augmentation des transferts par anticipation des conséquences de la mise en circulation de l'euro fiduciaire.

Les emplois

L'encours des crédits clients connaît une croissance de 13,5%, atteignant 396,4 milliards de Fcfa en 2001 contre 349,1 milliards l'année précédente. La hausse des crédits clients, résultant d'une politique attractive de crédit au profit des entreprises (notamment dans les secteurs BTP, Transport et Télécommunications, Bois et Industries) et des ménages, est plus marquée pour les crédits à court terme qui augmentent de 30,7%, passant de 134,6 milliards de Fcfa en 2000 à

Activité nationale

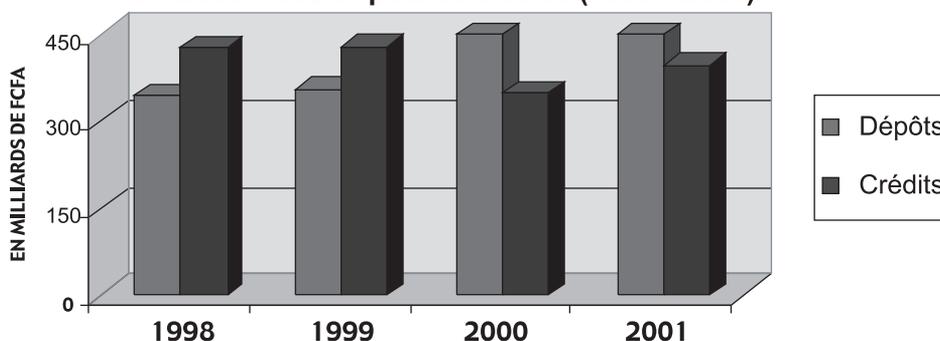
175,9 milliards en 2001 ; tandis que les crédits à moyen et long terme ne croissent que de 2,8%, s'élevant à 220,5 milliards de Fcfa contre 214,5 milliards en 2000.

Evolution des dépôts et crédits

(en milliards de Fcfa)	1998	1999	2000	2001	01/00
Dépôts	343,8	356,7	470,5	455,5	-3,2%
Crédits	426,6	428,7	349,1	396,4	13,5%
-CT	178,2	192,6	134,6	175,9	30,7%
-MLT	248,4	236,1	214,5	220,5	2,8%
Taux de couverture (D/C)	80,59%	83,21%	134,78%	114,91%	-14,7%

Sources : Etablissements bancaires

Evolution des dépôts et crédits (1998 - 2001)



Le poids des crédits à moyen et long terme dans l'encours total est en baisse, celui-ci passe de 61,0% en 2000 à 56,0% en 2001. Inversement, le poids des crédits à court terme est de 44,0% en 2001 contre 39,0% en 2000.

Répartition des crédits par terme (en milliards de Fcfa)

	1999	%	2000	%	2001	%
M et L terme	236,1	55%	214,5	61%	220,5	56%
Court terme	192,6	45%	134,6	39%	175,9	44%
Total	428,7	100%	349,1	100%	396,4	100%

Sources : Etablissements bancaires

Les effectifs

Le nombre d'employés dans le secteur bancaire croît de 5,7%, il atteint 1 247 salariés en 2001 contre 1 180 en 2000. L'accroissement des effectifs est surtout lié à l'extension progressive des réseaux d'agences et à la diversification des services à la clientèle, notamment par la BGFIBANK. Elle s'accompagne, en outre, d'une augmentation de 12,9% de la masse salariale, soit 18,4 milliards de Fcfa en 2001 contre 16,3 milliards en 2000.

Activité nationale

La rentabilité

En 2001, le produit net bancaire s'établit à 77,8 milliards de Fcfa contre 72,2 milliards en 2000, soit une hausse de 7,8%. Cette croissance est principalement due à l'augmentation des intérêts et commissions sur les opérations de la clientèle.

Le résultat net enregistre une diminution de 9,8%, passant de 25,4 milliards de Fcfa en 2000 à 22,9 milliards en 2001. Cette évolution est consécutive à l'augmentation des dotations pour provisions sur créances douteuses.

La rentabilité des Fonds propres nets s'établit à 15,5% en 2001 contre 21,6%, observé en 2000, soit un recul de 6 points.

Les investissements

Les investissements des établissements bancaires augmentent de 27,7%, ils passent de 5,4 milliards de Fcfa en 2000 à 6,9 milliards en 2001 et permettent le renouvellement du matériel informatique et l'extension des réseaux d'agences.

La BICIG et la BGFIBANK contribuent pour 90,6% aux investissements du secteur en 2001.

II.10.2. Les établissements financiers

Le secteur se compose de sept établissements dont la principale activité porte sur le crédit-bail, le crédit automobile ou le crédit-équipement. Le niveau de l'activité du secteur s'améliore en 2001 du fait de la hausse de la consommation des ménages.

Les ressources

Les ressources atteignent 51 milliards de Fcfa en décembre 2001 contre 31,3 milliards en décembre 2000, soit une progression de 62,9% qui s'explique, principalement, par l'accroissement de 88,9% des capitaux propres ; les dettes bancaires n'augmentant, pour leur part, que de 49,3%.

Les emplois

Evolution des ressources et emplois des établissements financiers

(en milliards de Fcfa)	1999	2000	00/99	2001	01/00
Ressources	29,2	31,3	7,2%	51,0	62,9%
Capitaux propres	11,4	10,8	-5,3%	20,4	88,9%
Dettes bancaires	17,8	20,5	15,2%	30,6	49,3%
Emplois	27,1	29,6	9,2%	33,7	13,9%
Crédits bail	11,7	17,9	53,0%	21,9	22,3%
Crédit à court terme	12,9	10	-22,5%	9,6	-4,0%
Titre de participation	2,5	1,7	-32,0%	2,2	29,4%

Sources : Déclarations des établissements financiers

Activité nationale

Les emplois s'améliorent de 13,9% en 2001, s'établissant à 33,7 milliards de Fcfa contre 29,6 milliards en 2000. Cette embellie est due à l'évolution favorable des titres de participation et des opérations de crédit-bail.

II.10.3. Les compagnies d'assurance

Le marché des assurances regroupe quatre compagnies (OGAR, AXA, ASSINCO et ANG) dont les activités s'articulent autour de deux produits :

- l'Assurance dommages, portant sur le transport, l'incendie, l'Automobile et les Risques divers (TIARD) ;
- l'Assurance vie, couvrant le décès et la vie (retraite, invalidité).

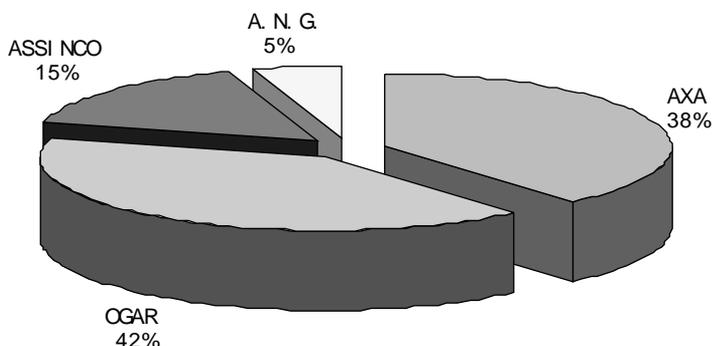
Evolution du marché des assurances

(en milliards de Fcfa)	1999	2000	00/99	2001	01/00
TIARD	30,3	31,5	4,0%	36,8	16,8%
Vie, Capitalisation	3,6	3,5	-2,8%	5,7	62,9%
TOTAL	33,9	35,0	3,2%	42,5	21,4%

Sources : Déclarations des compagnies d'assurance

En 2001, le chiffre d'affaires du secteur croît de 21,4%, passant de 35 milliards de Fcfa en 2000 à 42,5 milliards en 2001. Cette progression résulte de l'amélioration conjuguée des performances des deux branches. Le chiffre d'affaires de la branche Vie s'accroît de 62,8%, il passe de 3,5 milliards de Fcfa en 2000 à 5,7 milliards en 2001, du fait de l'évolution favorable des contrats de prévoyance et des contrats groupes ; celui de la branche TIARD enregistre une hausse 16,8%, en raison de la bonne tenue de l'assurance automobile, des risques divers et de l'immobilier, soit 36,7 milliards de Fcfa en 2001 contre 31,5 milliards en 2000.

Rpartition du marché des assurances (d cembre 200



Activité nationale

II.10.4. Le Marché monétaire

Le marché monétaire de la B.E.A.C, créé en 1994, vise à soutenir l'activité des institutions financières éligibles, confrontées à une crise passagère de liquidité.

Les interventions de la Banque Centrale

1. Injection de liquidités (Appels d'offres positifs)

Les opérations d'injections de liquidités concernant les capitaux à court terme se passent au niveau du Guichet A, tandis que le Guichet B enregistre les opérations portant sur des capitaux à moyen terme.

1-1- Le Guichet A

Au cours de l'année 2001, le refinancement des banques gabonaises par la BEAC, est resté très faible. Le volume moyen des adjudications s'est élevé à 100 millions de Fcfa en février 2001, contre 200 millions en décembre 2000. Sur le reste de l'année, aucune banque gabonaise n'a soumissionné et ce, malgré les multiples appels d'offres.

De même, la BEAC n'a effectué aucun concours au titre des avances exceptionnelles, garanties par des certificats de placement ou des avances à des taux de pénalité, ni à celui des interventions ponctuelles. Par contre, la BEAC a dû consentir des prises en pension, les tirages effectués au titre de cette facilité ont dépassé le milliard de Fcfa en décembre 2001.

Ce ralentissement des interventions de la Banque Centrale est dû à la bonne surface financière des banques qui se trouvent en situation de surliquidité, et à la décélération du rythme d'octroi de crédits à l'économie.

1-2- Le Guichet B

Du fait de la bonne santé du système bancaire national, l'activité du Guichet B se caractérise par une atonie des interventions de la Banque centrale.

2. Ponction de liquidités (Appels d'offres négatifs)

Les placements de liquidité des banques gabonaises chutent en 2001. En effet, l'encours moyen des placements bancaires se situe à 2,7 milliards de Fcfa en décembre 2001 contre 27,5 milliards en décembre 2000.

Le compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire régresse en 2001. Malgré les pics observés en août (9,6 milliards de Fcfa) et en septembre (4,7 milliards), le volume des

Activité nationale

transactions entre les banques se situe à 2,5 milliards de Fcfa à fin décembre 2001 contre 4 milliards en décembre 2000.

Les taux d'intérêt appliqués à ces opérations varient entre 6,5% et 8%.

II.10.5. Les organismes publics de refinancement

Les organismes de refinancement ont été créés par l'Etat en vue de promouvoir le financement des activités à caractère économique ou social, vitales pour le développement du pays. On distingue le Compte de Refinancement de l'Habitat au Gabon (CRH Gabon), le Fonds d'Expansion des Petites et Moyennes Entreprises (Fodex) et le Fonds d'Aide et de Garantie (FAGA)

II.10.5.1. Le Compte de refinancement de l'habitat (CRH-Gabon)

Cette structure, assure le refinancement à long terme des crédits acquéreurs accordés par les banques agréées et dont l'objectif principal est de favoriser l'accès au logement de type social.

En 2001, l'activité du CRH- GABON reste marquée par une baisse notable de la dotation de l'Etat et des difficultés de recouvrement des créances sur les portefeuilles B.N.C.R. et Populaire.

Les ressources

En 2001, la dotation de l'Etat en faveur du CRH-Gabon se situe à 750 millions de Fcfa contre 1,575 milliard de Fcfa en 2000, soit une contraction de 52,4%.

Les recouvrements atteignent 2,466 milliards de Fcfa en 2001 contre 108,8 millions de Fcfa en 2000, ils sont en hausse de 2,357 milliards de Fcfa et renforcent la capacité de refinancement du CRH-GABON.

Les emplois

L'encours des crédits pour 2001 se chiffre à 3,9 milliards contre 2,023 milliards en 2000, soit un accroissement de 93%. Le nombre de crédits distribués passe de 164 en 2000 à 88 en 2001, à cause de l'insuffisance des ressources, consécutive aux difficultés de recouvrement des créances sur les portefeuilles BNCR et la Populaire, d'où le gonflement de l'encours qui n'a aucun effet bénéfique sur la trésorerie de la structure.

Le refinancement en 2001 concerne l'autoconsommation pour 18 prêts contre 38 en 2000, et la promotion immobilière à concurrence de 70 prêts contre 113 prêts en 2000.

Activité nationale

II.10.5.2. Le Fonds d'Expansion des Petites et Moyennes Entreprises (FODEX)

Le Fodex a pour missions : promouvoir les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Petites et Moyennes Industries (PMI) ; et favoriser la création d'emplois.

En 2001, le Fodex enregistre une baisse de l'activité qui se traduit par un recul du montant global des prêts octroyés. La liquidation de la Banque Populaire et de la Banque Nationale du Crédit Rural a eu un effet négatif sur la trésorerie de l'établissement.

Les ressources

Les ressources du Fodex, constituées essentiellement des remboursements effectués par les banques, se chiffrent à 14 milliards en 2001.

Les emplois

En 2001, le refinancement concerne 20 projets, répartis comme suit :

- 10 prêts de développement ;
- 6 prêts de micro-projets ;
- 4 prêts participatifs.

Le montant total du refinancement s'élève à 900 millions de Fcfa contre 1,1 milliard de Fcfa en 2000, soit une baisse de 18,18%. La réduction du montant des refinancements, amorcée depuis 1999, s'explique par l'insuffisance de ressources, alors que la structure doit faire face aux remboursements du prêt BAD. La province de l'Estuaire, du fait de la forte concentration de l'activité économique, se trouve au premier rang des provinces bénéficiaires des prêts Fodex, avec 80% du total des prêts octroyés en 2001.

Les principaux secteurs bénéficiaires des prêts sont : les services (27% du montant des crédits), l'élevage et les activités annexes (17%), la restauration et l'hôtellerie (19%).

II.10.5.3. Le Fonds d'aide et de garantie (FAGA)

Le fonds d'aide et de garantie (FAGA) est un établissement public, créé par la loi n°1/18 du 8 juin 1981 et placé sous la tutelle du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, des Petites et Moyennes Industries. Sa principale mission est de faciliter l'accès au financement des PME/PMI.

Les ressources

En 2001, le FAGA a reçu de l'Etat, principal pourvoyeur de fonds, une dotation de 150 millions de Fcfa contre 100 millions de Fcfa en 2000.

Activité nationale

Les emplois

Depuis l'année 2000, aucune PME/PMI n'a sollicité une intervention en garantie ni en cautionnement du FAGA, ce qui traduit la faible implication des banques locales dans le processus de financement des PME/PMI.

La seule session de la Commission d'examen des demandes, tenue en 2001, a permis de traiter 22 dossiers au titre des aides directes pour un montant total de 233 millions de Fcfa contre 42 dossiers en 2000 pour un montant de 541 millions de Fcfa.

La répartition des projets par secteur d'activité fait apparaître une nette prédominance du secteur commercial (30% en 2001 contre 38,1% en 2000), confirmant ainsi l'engouement des nationaux pour les activités de négoce et de distribution.

Troisième partie

**Grandeurs
macro-économiques**

Tableau de bord de l'économie

III. GRANDEURS MACRO-ECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

Grandeurs	Unités	2000	2001	01/00
PIB en volume (au prix de 1991)	Mds de Fcfa	1692,8	1 729,5	2,2%
PIB en valeur	Mds de Fcfa	3 606,9	3 454,1	-4,2%
PIB hors pétrole	% du PIB	53,8	59,7	
PIB pétrole	% du PIB	47,2	40,3	
Importations en valeur	Mds de Fcfa	1 193,4	1 336,6	12,0%
Importations/PIB	%	33,1	38,7	
Total Ressources	Mds de Fcfa	4 799,7	4 790,7	-0,2%
Consommation totale en valeur	Mds de Fcfa	1 667,8	1 756,0	5,3%
publique	Mds de Fcfa	490,5	537,2	9,5%
privée	Mds de Fcfa	1 177,3	1 218,8	3,5%
Consommation/PIB	%	46,2	50,8	
Investissement total en valeur	Mds de Fcfa	807,8	1053,4	30,4%
Public	Mds de Fcfa	180,1	240,7	33,6%
Public/Investissement total	%	22,3	22,8	
Privée	Mds de Fcfa	627,7	812,7	29,5%
dont pétrole	Mds de Fcfa	308,9	455,3	47,4%
Investissements/PIB	%	22,4	30,5	
dont pétrole	%	8,6	13,2	
Exportations	Mds de Fcfa	2 324,0	1 981,5	-14,7%
Exportations/PIB	%	64,4	57,4	
Absorption	Mds de Fcfa	2 475,6	2 747,2	11,0%
Solde biens et services non-facteur/PIB	%	31,4	18,7	
Taux de couverture (Export/Import)	%	194,7	148,2	
Emploi	Effectif	107 334	108 407	1,0%
Public	Effectif	50 452	50 346	-0,2%
dont MONP	Effectif	6 618	6 582	-0,5%
Public/Emploi Total	%	47	46,4	
Privée	Effectif	56 882	56 061	-1,4%
Masse salariale	Mds de Fcfa	647,86	672,81	3,9%
Public	Mds de Fcfa	230,70	237,23	2,8%
Privée et parapublic	Mds de Fcfa	417,16	435,58	4,4%
Masse monétaire (M2)	Mds de Fcfa	523,8	567,8	8,4%
Vitesse de circulation		6,88	6,08	-11,6%
Prix de détail	Indice des 125	175,4	179,0	2,1%
Indicateurs de convergence et de surveillance multilatérale (CEMAC)				
Crit res	Unités	Résultats 2001	Observations	
Taux de couverture extérieure (�� 20%)	%	17,0	Non Respecté	
Solde budgétaire primaire (�� 0)	Mds de Fcfa	415,4	Respecté	
Variation des arriérés (�� 0)	Mds de Fcfa	87,3	Non Respecté	
Variation de la masse salariale de l'Etat (�� A)	%	1,4	Non Respecté	
• Variation des recettes budgétaires (A)	%	-2,8		

Source : DDE

Grandeurs macro-économiques

III.1. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

Après avoir montré des signes de reprise en 2000, l'activité économique connaît un net frémissement en 2001. Cette embellie provient essentiellement de la bonne tenue des secteurs d'activité tournés vers le marché intérieur, lesquels bénéficient d'une demande vigoureuse.

Ainsi, après une réduction du taux de décroissance entre 1999 et 2000, l'économie renoue avec une croissance réelle positive de 2,2 %, quoique inférieure au rythme de progression annuel moyen de la population (2,4%).

(En %)	1999	2000	2001
PIB total	-8,9	-1,9	2,2
Pétrole	-11,70	-12,9	-5,4
Hors pétrole	-7,8	2,4	4,7

Source : DGE

III.1.1. Le Pib par secteurs d'activité

La croissance de l'activité économique en 2001 reflète l'évolution positive des secteurs secondaire et tertiaire, contrairement au secteur primaire qui régresse.

En effet, le secteur primaire qui inclut les principaux produits d'exportation, enregistre en 2001 un repli de l'activité, se traduisant par une baisse de 3,0 % de son PIB réel. L'activité du secteur a surtout souffert de la baisse de la production et des cours du pétrole, ainsi que de la contraction de la demande de bois en grumes et de manganèse.

Le recul de la production pétrolière à 12,89 millions de tonnes s'explique par le déclin rapide du champ Rabi (avec un débit réduit oscillant entre 60000 et 70000 barils/jour), le vieillissement de plusieurs autres champs et l'absence de découvertes importantes depuis plus d'une décennie.

L'exploitation forestière affiche une modeste croissance réelle de l'activité en 2001, soit près de 2,0 % contre 13,0 % en 2000. Cette situation tient d'une part, à la crise sur le marché asiatique (abondance des stocks en Chine), amorcée en juin et qui s'est amplifiée jusqu'à la fin de l'année, et d'autre part, à la concurrence de pays frontaliers (Congo et Guinée Equatoriale). La production et les exportations chutent respectivement de 18,0% et 12,1% en 2001, en dépit des mesures prises par le Gouvernement pour juguler la crise, notamment la semi-libéralisation des ventes de l'Okoumé et de l'Ozigo.

Dans les mines, même si les exportations de manganèse ont fortement baissé en 2001 du fait de la mauvaise conjoncture du marché mondial de la sidérurgie, la production est stimulée par la mise en route du Complexe industriel de Moanda. Ce qui se traduit par un accroissement de 5,1% du PIB réel minier.

Grandeurs macro-économiques

Le secteur secondaire connaît une activité particulièrement vigoureuse en 2001. La quasi-totalité des branches contribue à l'accroissement du PIB du secteur, à l'exception du Raffinage, à cause de l'arrêt momentané de la production pour travaux d'entretien et de la panne d'électricité intervenue au courant de l'année ; et de quelques industries alimentaires (huiles et corps gras, et eau minérale) confrontées à des difficultés structurelles. La croissance réelle du secteur se situe à 10,3 %.

Evolution du PIB par secteurs d'activité de 1999-2001

(Valeur en milliards de Fcfa)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 1991)				
	1999	2000	2001	00/99	01/00	1999	2000	2001	00/99	01/00
Produit intérieur brut	2 871,0	3 606,4	3 454,1	25,6%	-4,2%	1 726,0	1 693,0	1 729,5	-1,9%	2,2%
PIB marchand	2 583,1	3 315,7	3 161,0	28,4%	-4,7%	1 499,1	1 465,5	1 501,3	-2,2%	2,4%
Secteur primaire	1 310,6	1 973,0	1 660,1	50,5%	-15,9%	645	587,4	569,9	-8,9%	-3,0%
Agriculture, Élevage, pêche	134,9	138,3	143,9	2,5%	4,0%	97,4	99,4	102,9	2,1%	3,5%
Exploitation forestière	74,5	85,9	76,2	15,3%	-11,3%	39,5	44,7	45,5	13,2%	1,8%
Pétrole brut	1 049,4	1 702,0	1 390,6	62,2%	-18,3%	483,2	420,9	398	-12,9%	-5,4%
Mines	51,8	46,8	49,4	-9,7%	5,6%	24,9	22,4	23,5	-10,0%	4,9%
Secteur secondaire	300,3	281,0	333,7	-6,4%	18,8%	280,4	271,3	299,2	-3,2%	10,3%
Industries agro-al., boissons	40,1	39,6	45,1	-1,2%	13,9%	41,8	40,6	45,2	-2,9%	11,3%
Industries du bois	21,9	15,6	21,1	-28,8%	35,3%	11,4	8,1	10,8	-28,9%	33,3%
Autres industries	73,7	79,2	91,2	7,5%	15,2%	57,3	60,4	68,5	5,4%	13,4%
Raffinage	13,0	15,0	15,4	15,4%	2,7%	49,1	53,4	47,8	8,8%	-10,5%
Électricité, Eau	32,9	33,6	37,0	2,1%	10,1%	37,2	37,7	40,2	1,3%	6,6%
BTP	76,8	53,9	79,8	-29,8%	48,1%	54,9	41,5	57,1	-24,4%	37,6%
Services pétroliers	41,9	44,1	44,1	5,3%	0,0%	28,7	29,6	29,6	3,1%	0,0%
Secteur tertiaire	972,2	1 061,7	1 167,2	9,2%	9,9%	573,7	606,8	632,2	5,8%	4,2%
Transport & Communication	160,7	165,8	185,7	3,2%	12,0%	114,1	117,7	121,4	3,2%	3,1%
Service	379,9	391,7	450,5	3,1%	15,0%	259,8	267,2	278,9	2,8%	4,4%
Commerce	232,5	238,7	256,9	2,7%	7,6%	113,7	116,7	119,3	2,6%	2,2%
DTI et TVA	181,0	246,9	255,0	36,4%	3,3%	65,3	84	90,9	28,6%	8,2%
Banques et assurance	18,1	18,6	19,1	2,8%	2,7%	20,8	21,2	21,7	1,9%	2,4%
Service Non marchands	287,9	290,7	293,1	1,0%	0,8%	226,9	227,5	228,2	0,3%	0,3%

Source : DGE

La performance de la branche des BTP en 2001 est remarquable, soit une hausse de 37,3% de la valeur ajoutée réelle, après deux années de crise aiguë. Cette reprise découle du redémarrage des travaux d'entretien et d'aménagement du réseau routier, ainsi que de l'exécution de gros travaux de construction tant pour l'Administration que pour le secteur privé.

Les industries du bois enregistrent également une croissance notable de 33,3%, après un recul de 28,9% en 2000. Cette progression résulte essentiellement des effets combinés de la politique d'industrialisation de la filière bois et, dans une moindre mesure, de la mévente du bois gabonais, suite à la crise asiatique.

La bonne tenue du secteur secondaire a largement contribué au raffermissement des activités du tertiaire en 2001. Celles-ci enregistrent globalement une croissance réelle de 4,2 %, quoique modérée, comparativement à 2000. Les branches motrices dans ce secteur demeurent les services (4,4%) et les " transports et télécommunications" (3,1%).

Grandeurs macro-économiques

III.1.2. Le Pib par la demande

La consolidation de la croissance économique en 2001 est soutenue en grande partie par l'augmentation en volume de 9,6% de la demande intérieure. Cette dernière bénéficie non seulement du renforcement de l'investissement des sociétés et quasi-sociétés non financières (39,7% et 12,3%, respectivement dans le secteur pétrolier et hors-pétrole), mais également du maintien de la consommation des ménages (1,4%) et du relèvement considérable des dépenses en capital des administrations (27,9%).

Evolution de la demande intérieure de 1999 à 2001

(Valeur en milliards de Fcfa)	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 1991)				
	1999	2000	2001	00/99	01/00	1999	2000	2001	00/99	01/00
Demande intérieure	2 312,2	2 475,6	2 809,4	7,1%	13,5%	1 430,3	1 508,2	1 652,6	5,4%	9,6%
Consommation totale	1 595,3	1 667,8	1 756,0	4,5%	5,3%	1 030,5	1 067,4	1 099,1	3,6%	3,0%
Publique	482,0	490,5	537,2	1,8%	9,5%	350,5	349,0	370,5	-0,4%	6,2%
Privée	1 113,3	1 177,3	1 218,8	5,7%	3,5%	680,0	718,4	728,6	5,6%	1,4%
Investissement total	716,9	807,8	1 053,4	12,7%	30,4%	399,8	440,8	553,5	10,3%	25,6%
Dont : pétrole	256,1	308,9	455,3	20,6%	47,4%	144,9	171,1	239,0	18,1%	39,7%
Hors pétrole*	193,9	241,9	277,1	24,8%	14,6%	103,8	126,6	142,3	22,0%	12,4%
Administration	195,7	180,1	240,7	-8,0%	33,6%	111,5	101,1	129,3	-9,3%	27,9%

Source : MEGA/DGE

*non compris investissement des ménages et des institutions financières

La consommation

L'évolution de la consommation finale des ménages s'inscrit dans un contexte de croissance de revenus (+6,4%), liée à la vigueur de l'activité dans le secteur hors-pétrole, avec pour corollaire une amélioration effective du niveau de l'emploi.

Cette évolution reste, toutefois, modérée (1,4 % contre 5,6 % en 2000, en volume), en raison de la légère tension observée sur les prix de biens et services (+2,1 % en 2001 contre 0,5 % en 2000).

La consommation de l'administration augmente, quant à elle, de 6,2 % après une quasi-stagnation en 2000.

L'investissement

L'investissement total enregistre une forte accélération : 25,6 % en 2001 contre 10,3% en 2000, du fait de l'accentuation de la recherche et des efforts de développement des puits existants dans l'industrie pétrolière, en vue de freiner le déclin de la production.

Cette accélération résulte également de la confiance retrouvée des opérateurs économiques, dans un contexte de visibilité à court et moyen terme de la politique économique. Le taux d'investissement atteint ainsi 30,5 % en 2001 contre 22,4% l'année précédente.

Grandeurs macro-économiques

III.2. LE BUDGET DE L'ETAT

L'amélioration de la conjoncture internationale a conduit le Gouvernement à modifier le budget de l'Etat pour l'exercice 2001 par une loi de finances rectificative : le prix du baril de pétrole gabonais prévu initialement à 22 dollars US a été porté à 24 dollars US. Le dollar US a été prévu à 715,0 Fcfa contre 707,3 Fcfa dans la loi de finances initiale.

III.2.1. L'équilibre budgétaire

Le budget révisé de l'Etat, en hausse de 10,7%, est établi à 1356,7 milliards de Fcfa en ressources et en emplois. Ce qui s'est traduit par un accroissement des ressources propres de 5,6 %. Cependant, en dépit de l'accord de rééchelonnement de la dette publique obtenu auprès des créanciers du Club de Paris en décembre 2000, le besoin de financement de l'Etat s'accroît de 86,9 %.

Budget prévisionnel de l'Etat

(En milliards de Fcfa)	LFI 2001	PLFR 2001	Variation PLFR/LFI
Nature des ressources			
Recettes propres	1148,1	1212,8	5,6%
Pétrole	760	790	3,9%
Hors pétrole	388,1	422,8	8,9%
Ressources à rechercher	77	143,9	86,9%
Total des ressources	1225,1	1356,7	10,7%
Nature des charges			
Service de la dette	595,1	722,6	21,4%
Fonctionnement	455	474,6	4,3%
Investissement	150	125	-16,7%
Prêts et avances	25	34,5	38,0%
Total des charges	1225,1	1356,7	10,7%

Source : Direction Générale du Budget

III.2.1.1. Les ressources

Les ressources propres révisées s'établissent à 1212,8 milliards de F CFA, grâce à l'augmentation de 3,9% et de 8,9% respectivement des recettes pétrolières et non pétrolières.

L'amélioration des recettes est favorisée par l'augmentation de l'impôt sur le revenu (8,9%), des revenus du domaine et des participations financières (16,7%), des taxes sur biens et services (15,9%) et des droits et taxes douanières (6,3%).

Les ressources d'emprunt sont estimées à 143,9 milliards de Fcfa.

III.2.1.2. Les emplois

Malgré la poursuite des efforts de maîtrise des dépenses budgétaires initiée en 1999, la révision à la hausse des recettes budgétaires a conduit à des arbitrages ayant entraîné un relèvement de certaines dotations des dépenses publiques.

Grandeurs macro-économiques

Les dépenses publiques ont été réaménagées principalement au profit des prêts et avances (+38,0%), du service de la dette publique (+21,4%), et dans une moindre mesure des dépenses de fonctionnement (+4,3%). Par contre, les dépenses d'investissement chutent de 16,7%, avec pour conséquence la réduction du soutien à l'économie et aux secteurs sociaux.

La dotation du service de la dette publique est fixée à 722,6 milliards de Fcfa et constitue la charge la plus importante, soit 53,3 % des dépenses totales contre 48,6 % dans la loi de finances initiale.

III.2.2. L'exécution du budget

En 2001, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire de 415,4 milliards de Fcfa, en diminution de 34,4% comparativement à 2000 et représentant 12% du PIB. Cet excédent s'explique essentiellement par un meilleur recouvrement des recettes non pétrolières (+7,1%). Par contre, les dépenses totales hors dette publique augmentent de 32,1%, soit un écart de 184,2 milliards de Fcfa par rapport à 2000.

Evolution du budget de l'Etat

(En milliards de Fcfa)	1997	1998	1999	2000	2001	01/00
Recettes pétrolières	643,9	498,3	368,6	814,8	752,9	-7,6%
Recettes non pétrolières	386,0	413,8	445,0	392,8	420,7	7,1%
Recettes totales	1029,9	912,1	813,6	1207,6	1173,6	-2,8%
Dépenses de fonctionnement	438,6	717,2	464,7	462,7	556,7	20,3%
Dépenses d'investissement	349,6	362,8	118,9	105,1	163,6	55,7%
Prêts nets				6,2	37,9	511,3%
Dépenses totales	788,2	1080	583,6	574	758,2	32,1%
Solde primaire	241,7	-167,9	230,0	633,6	415,4	-34,4%
Solde base caisse	44	-251,5	38,5	145,4	164,5	13,1%
Solde base engagement	49,9	-369,6	34,1	421,6	111,7	-73,5%

Sources : DGB, Trésor

Le solde base engagement est en baisse de 73,5%, en raison de l'expansion des dépenses courantes.

Par contre, le solde base caisse enregistre un excédent en progression de 14,4 %, pour s'établir à 166,3 milliards de Fcfa (4,8% du PIB), nonobstant l'apurement par l'Etat d'arriérés sur les intérêts à hauteur de 54,7 milliards de Fcfa.

III.2.2.1. Evolution des recettes budgétaires

Le budget en recettes a été exécuté à hauteur de 95 % des prévisions et s'établit à 1173,6 milliards de Fcfa ; en retrait de 2,8 % par rapport à l'année 2000. Cette

Grandeurs macro-économiques

réduction provient des recettes pétrolières qui ont subi les effets combinés du déclin de la production et de la baisse des cours. Les recettes budgétaires représentent 34 % du PIB en 2001.

Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières s'établissent à 752,9 milliards de Fcfa en 2001, soit une baisse de 7,6 % par rapport à 2000. Elles représentent 54,1 % du PIB pétrolier. Cette évolution est liée à la chute des recettes au titre de l'impôt sur les sociétés pétrolières (-20,1%) et de la redevance (-27,5%). Par contre, les recettes provenant des contrats de partage (+81,4 milliards de FCFA) et les autres recettes (+29,5 milliards de FCFA) connaissent une nette amélioration.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de Fcfa)	1997	1998	1999	2000	2001	01/00
Impôts sur les sociétés	337,8	272,3	172,3	553,3	441,9	-20,1%
Redevances	199,8	132,0	165,8	222,6	161,3	-27,5%
Contrats de partage	5,9	3,5	9,1	7,1	88,5	1146,5%
Autres	100,4	90,5	21,4	31,7	61,2	93,1%
Total des recettes	643,9	498,3	368,6	814,7	752,9	-7,6%
en % du PIB pétrolier	50,5	69,8	35,1	47,9	54,1	
PIB pétrolier (moyenne)	1 274,4	713,8	1 049,4	1 702,0	1 390,6	-18,3%

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

Les recettes non pétrolières

Les recettes non pétrolières augmentent de 7,1% atteignant 420,7 milliards de Fcfa en 2001. Elles représentent 20,4% du PIB hors pétrole. L'amélioration des recettes non pétrolières provient d'un meilleur recouvrement des recettes douanières (1,7%), des impôts directs (17,9 %), des recettes non fiscales (122,9 %) et des autres recettes fiscales (+112,9%).

Evolution des recettes non pétrolières

(En milliards de Fcfa)	1997	1998	1999	2000	2001	01/00
Droits de douanes	190,9	214,5	164,6	214,6	218,4	1,8%
dont DTI	168,3	200,8	146,7	186,1	187,8	0,9%
Taxes sur biens et services	72,5	72,8	58,2	80,2	70,8	-11,7%
dont TVA	62	57,0	44,4	71,9	60,7	-15,6%
Autres recettes fiscales	2,9	1,2	98	7,7	16,4	113,0%
Impôts directs	100,3	107,6	91,6	81,9	96,6	17,9%
Autres recettes	19,4	17,7	32,6	8,3	18,5	122,9%
Total des recettes	386,0	413,8	445,0	392,7	420,7	7,1%
en % du PIB hors pétrole	21,0	21,4	24,4	20,6	20,4	
PIB hors pétrole (moyenne)	1 834,7	1 931,2	1 821,6	1 904,3	2 063,5	8,4%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

Grandeurs macro-économiques

L'accroissement sensible des importations en liaison avec le maintien de l'activité dans le secteur hors pétrole justifie la stabilité relative du rendement observé sur les droits et taxes à l'importation.

Cependant, malgré le maintien d'activité dans le secteur hors pétrole en 2001, les recettes au titre de la taxe sur la valeur ajoutée sont en diminution de 15,6%, avec pour corollaire une baisse des taxes sur biens et services (-11,7%). La TVA a en effet rapporté 60,7 milliards de Fcfa de recettes contre 71,9 milliards en 2000.

III.2.2.2. Evolution des dépenses publiques

Les dépenses publiques hors dette exécutées en 2001 augmentent de 32,1 %, malgré la politique budgétaire restrictive entreprise ces dernières années par le Gouvernement. Elles s'établissent à 758,2 milliards de FCFA contre 574,0 milliards de FCFA en 2000. Cette évolution provient concomitamment de la hausse des dépenses de fonctionnement (+20,3 %) et d'investissement (+55,8 %), ainsi que celle des prêts nets (+511,3%).

Les dépenses publiques représentent 21,9 % du PIB de 2001.

Evolution des dépenses publiques

(En milliards de Fcfa)	1997	1998	1999	2000	2001	01/00
Fonctionnement	438,6	717,2	464,7	462,7	556,7	20,3%
Salaires	195,7	204,9	214,0	216,6	219,6	1,4%
Biens et services	140,1	204,2	124,2	128,3	177	38,0%
Transferts et subventions	102,8	308,1	126,5	117,8	160,1	35,9%
Investissements	349,6	362,8	118,9	105,0	163,6	55,8%
Ressources propres	295,8	333,9	89,7	82,3	154,3	87,5%
Finex	53,8	28,9	29,2	22,7	9,3	-59,0%
Prêts nets				6,2	37,9	511,3%
Total des dépenses	788,2	1080,0	583,6	573,9	758,2	32,1%
PIB Total (moyenne)	3109,1	2645,0	2871,0	3606,3	3454,0	-4,2%
en % du PIB						
Fonctionnement	14,1	27,1	16,2	12,8	16,1	
Investissements	11,2	13,7	4,1	2,9	4,7	

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à 556,7 milliards de Fcfa contre 462,7 milliards de Fcfa l'année précédente, soit une augmentation de 20,3%, due essentiellement à la hausse des dépenses de "transferts et subventions" (+35,9%) et des "biens et services" (+38%).

Grandeurs macro-économiques

L'effort de maîtrise des dépenses publiques (application stricte des mesures administratives touchant la masse salariale et visant l'assainissement du fichier solde) est perceptible à travers la faible augmentation des dépenses relatives au poste Traitements et salaires. Ces dépenses s'établissent, en effet, à 219,6 milliards de Fcfa en 2001 contre 216,6 milliards l'année précédente, soit une hausse de 1,4%.

En outre, l'assistance à la restructuration des entreprises parapubliques a conduit à un relèvement du montant des prêts nets qui s'établissent à 37,9 milliards de Fcfa en 2001 (+31,7 milliards de Fcfa par rapport à 2000).

Les dépenses d'investissements

En 2001, les dépenses d'investissement, en progression de 55,5 % par rapport à 2000, ont été exécutées à 163,6 milliards de Fcfa. Celles-ci sont financées à hauteur de 94,3 % par les ressources propres qui augmentent de 87,3 %. A contrario, le financement extérieur des projets se réduit de 59,2 %, pour s'établir à 9,3 milliards de FCFA contre 22,7 milliards de FCFA en 2000.

La dette publique

En 2001, l'Etat à honoré ses engagements pour un montant de 594,3 milliards de Fcfa, dont 79,4 % des paiements alloués aux créanciers extérieurs, soit 471,8 milliards de Fcfa. Les règlements au titre de la dette gérée par le Trésor Public s'élèvent à 28,6 milliards de Fcfa.

Evolution du règlement de la dette publique

(En milliards de Fcfa)	1997	1998	1999	2000	2001	01/00
Dette extérieure	218,5	121,7	80,6	247,9	471,8	90,3%
Multilatérale	46,1	25,1	38,1	77,8	87,6	12,6%
Bilatérale	157	83,7	39,3	144,9	368,7	154,5%
Bancaire	15,4	12,9	3,2	25,2	15,5	-38,5%
Dette intérieure	110	58,8	19,8	121,0	122,5	1,2%
Total	328,5	180,5	100,4	368,9	594,3	61,1%

Sources : DGCP, Trésor

*y compris 22,8 milliards de Fcfa relatifs à la dette du Trésor

Les paiements au titre de la dette publique représentent 50,6 % des recettes propres et 41,2 % des exportations globales. Par rapport au service prévisionnel de l'année (627 milliards) ces paiements représentent 94,8%.

Le paiement au titre de la dette extérieure, en hausse de 90,3 %, a essentiellement concerné la dette bilatérale dont le montant a plus que doublé par rapport à l'année 2000. Celle-ci représente 83,4 % de la dette extérieure globale. Par contre, le montant payé au titre de la dette intérieure augmente de 1,2 % par rapport à l'année 2000.

Grandeurs macro-économiques

Le stock de la dette publique au 31 décembre 2001 se situe à 2310,1 milliards de Fcfa contre 2274,3 milliards en 2000. Celui-ci augmente de 1,6%, en raison d'une hausse de 5,7 % sur l'encours extérieur. L'encours sur la dette intérieure, quant à elle, a baissé de 29,1%.

Evolution du stock de la dette publique

(En milliards de Fcfa)	1997	1998	1999	2000	2001	01/00
Dette extérieure	2022,2	1993,1	2079,9	2001,8	2116,8	5,7%
Multilatérale	324,7	321,8	357,1	336,4	308,5	-8,3%
Bilatérale	1 638	1623,9	1668,1	1 627,2	1 781,6	9,5%
Bancaire	59,5	47,4	54,7	38,2	26,7	-30,1%
Dette intérieure	180,7	389,1	363	272,5	193,3	-29,1%
Total	2202,9	2382,2	2442,9	2274,3	2310,1	1,6%

Sources : DGCP, Trésor

III.3. MONNAIE ET CREDIT

La situation monétaire en 2001 est marquée par :

- une amélioration de la masse monétaire (M2) et un net recul des ressources extra-monétaires ;
- un abaissement des taux d'intérêt, une hausse du crédit à l'économie et une hausse de la Position Nette du Gouvernement ;
- un effondrement des avoirs extérieurs nets et du solde du compte d'opérations ;

III.3.1. Les Ressources du système monétaire

En 2001, les ressources du système monétaire augmentent de 5,2 %, s'établissant à 703,4 milliards de Fcfa contre 668,8 milliards en décembre 2000.

III.3.1.1. La masse monétaire (M2)

La masse monétaire croît de 8,4 %, passant de 523,8 milliards de Fcfa en décembre 2000 à 567,8 milliards en décembre 2001. Cette augmentation résulte d'une création monétaire due à des facteurs endogènes à l'économie nationale (une forte hausse des créances nettes sur l'Etat ainsi qu'une augmentation notable des crédits à l'économie...). Les deux composantes de la masse monétaire, les disponibilités monétaires et la quasi-monnaie connaissent une expansion.

Les disponibilités monétaires

Les disponibilités monétaires représentent 58,4 % de la masse monétaire en 2001, elles s'établissent à 331,2 milliards de Fcfa en décembre 2001 contre 316,2 milliards

Grandeurs macro-économiques

en décembre 2000, soit une augmentation de 4,7 % qui résulte de la hausse conjuguée de la monnaie fiduciaire (10,2 %) qui passe de 116,2 milliards de Fcfa en 2000 à 128,1 milliards en 2001, et de la monnaie scripturale (1,6 %) qui se situe à 203,1 milliards de Fcfa en 2001 contre 200 milliards en 2000.

Ces évolutions sont, en outre, dues au regain de l'activité économique notamment dans le secteur hors pétrole.

Situation monétaire consolidée

(En milliards de Fcfa)	Džc. 1998	Džc. 1999	Džc. 2000	Džc. 2001	Džc. 00/ Džc. 99	Džc. 01/ Džc. 00
Masse monétaire	456,3	448,8	523,8	567,8	16,7%	8,4%
Disponibilités monétaires	283,4	270,4	316,2	331,2	16,9%	4,7%
- monnaie fiduciaire	124,7	105,2	116,2	128,1	10,5%	10,2%
- monnaie scripturale	158,7	165,2	200,0	203,1	21,1%	1,6%
Quasi monnaie	172,9	178,4	207,6	236,6	16,4%	14,0%
Ressources extra-monétaires	162,6	151,6	145	135,6	-4,4%	-6,5%
Total ressources	618,9	600,4	668,8	703,4	11,4%	5,2%
Avoirs extérieurs nets	-48,7	-46,5	173,7	-11,5	-273,5%	-106,6%
Crédit intérieur	667,6	646,9	495,1	714,9	-23,5%	44,4%
- créances sur l'économie	364,5	357,4	401,4	471,7	12,3%	17,5%
- créances nettes sur l'Etat	303,1	289,5	93,7	243,2	-67,6%	159,6%
Total contrepartie	618,9	600,4	668,8	703,4	11,4%	5,2%

Source : BEAC

La quasi-monnaie

La quasi-monnaie, composée des dépôts à terme et des dépôts d'épargne auprès du système bancaire, augmente de 14% et se chiffre à 236,6 milliards en décembre 2001 contre 207,6 milliards un an plus tôt.

Le taux de couverture des crédits à l'économie par la quasi-monnaie baisse de 51,7% en 2000 à 50,1% en 2001, alors que la couverture du crédit intérieur passe de 41,9% en 2000 à 33,1% en 2001.

Le taux de liquidité de l'économie (M2/PIB) est de 16,5% en 2001 contre 14,7% en 2000

III.3.1.2. Les ressources extra-monétaires

Elles comprennent les emprunts extérieurs à moyen et long terme, les fonds propres du système bancaire, les allocations de DTS et les autres postes nets (comptes exigibles après encaissement, valeurs immobilisées nettes, comptes de résultats, titres et opérations inter-bancaires).

Les ressources extra-monétaires reculent de 6,5 %, s'établissant à 135,6 milliards en décembre 2001 contre 145 milliards en décembre 2000. Cette régression résulte de la forte baisse des autres postes nets (-244,3 %) qui passent de 16,7

Grandeurs macro-économiques

milliards de Fcfa en 2000 à -24,1 milliards en 2001, annihilant ainsi l'effet de la hausse de 24,5 % des fonds propres du système bancaire (159,7 milliards de Fcfa en 2001 contre 128,3 milliards en 2000).

III.3.2. Les contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire, composées des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur, enregistrent une hausse de 5,2%.

III.3.2.1. Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système monétaire large se dégradent fortement et atteignent leur niveau le plus bas en décembre 2001. En effet, ils se chiffrent à -11,5 milliards en décembre 2001 contre 173,7 milliards en décembre 2000, soit une chute de 106,6%. Ce fort repli des AEN s'explique par la diminution des recettes d'exportation et le désengagement progressif de l'Etat vis à vis de l'extérieur. Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs s'établit en moyenne à 47,4 % contre 45,3 % en 2000.

Les AEN de la Banque Centrale enregistrent une chute de 163,4 % pour s'établir à -46,1 milliards de Fcfa en décembre 2001 contre 72,7 milliards en décembre 2000. Cela contribue à la baisse de 95,4 % du solde du Compte d'Opérations qui se chiffre à 6,1 milliards de Fcfa en décembre 2001 contre 132,9 milliards en décembre 2000.

Les banques commerciales voient également leurs AEN baisser substantiellement de 63,7%, passant de 104,4 milliards de Fcfa en décembre 2000 à 37,9 milliards en décembre 2001, du fait essentiellement de la réduction de leurs avoirs extérieurs ; les engagements extérieurs connaissant, pour leur part, une relative stabilité.

III.3.2.2. Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est accru de 44,4 %, se chiffrant à 714,9 milliards de Fcfa en 2001 contre 495,1 milliards en 2000. Cette augmentation du crédit intérieur résulte de la hausse concomitante des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie.

Les créances nettes sur l'Etat

Les créances nettes sur l'Etat ont augmenté de 159,6%, passant de 93,7 milliards en décembre 2000 à 243,2 milliards un an plus tard. Compte tenu du poids de la dette extérieure et des contraintes liées à son remboursement, l'Etat a tiré sur les ressources locales pour financer ses besoins, d'où un recours accru aux avances de la Banque

Grandeurs macro-économiques

Les créances sur l'économie

Le léger frémissement de l'activité économique observé au cours de l'année 2001, notamment dans les télécommunications et le BTP, a eu pour conséquence une hausse des crédits à l'économie qui passent de 401,4 milliards en 2000 à 471,7 milliards en 2001, progressant ainsi de 17,5%.

III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2001, la balance des paiements présente une aggravation du déficit du solde global. Cette détérioration résulte à la fois de la réduction de l'excédent commercial et de la persistance du déficit des mouvements de capitaux.

III.4.1. La balance des transactions courantes

Le solde des transactions courantes reste positif bien qu'étant en nette diminution. Il s'établit à 17,0 milliards de Fcfa en 2001 (0,8 % du Pib) contre 712,8 milliards de Fcfa en 2000 (19,8% du Pib). Cette tendance s'explique à la fois par la contraction de l'excédent commercial et par l'aggravation du déficit des balances des services et des transferts..

III.4.1.1. La Balance commerciale

En 2001, l'excédent de la balance commerciale baisse de 29 % pour s'établir à 1 274,3 milliards de Fcfa. Cette baisse tient à la diminution de 20,6 % des exportations et à la progression de 5,8 % des importations.

Evolution de la balance commerciale

(En milliards de Fcfa)	2000	2000	2001	01/00
Exportations (fob)	1 538,5	2 364,2	1 875,5	-20,7%
Importations (fob)	560,6	568,2	601,2	5,8%
Balance commerciale	977,9	1 796,0	1 274,3	-29,0%
Taux de couverture (%)	274,4	416	311,9	

Source : BEAC

Le recul de la valeur des exportations, soit 1 875,5 milliards de Fcfa en 2001 contre 2364,2 milliards en 2000, provient à la fois de la chute du volume exporté et du prix du pétrole brut, ainsi que de la contraction des ventes de bois et de manganèse.

La hausse de la valeur des importations, qui s'établissent à 601,2 milliards de Fcfa en 2001 contre 568,2 milliards en 2000, est liée à l'intense activité dans le secteur hors pétrole et au renforcement des opérations de recherche et de développement dans le secteur pétrolier.

Grandeurs macro-économiques

III.4.1.2. La Balance des services

Le déficit de la balance des services s'accroît de 16,5 % en 2001, il se situe à 1210,1 milliards de Fcfa contre 1038,3 milliards en 2000. Cette dégradation tient à l'accroissement des flux négatifs au niveau des services facteurs et non-facteurs.

Le solde des services facteurs, dont le déficit passe de 554,4 milliards de Fcfa en 2000 à 674,6 milliards en 2001 est affecté par la charge des intérêts sur la dette et la rémunération des investissements privés qui augmentent respectivement de 38,8 % et 13,6 %.

Les dépenses des services non facteurs connaissent une progression sensible, en raison de l'effet de change sur le dollar et du regain d'activité dans le secteur hors pétrole.

III.4.1.3. La Balance des transferts sans contrepartie

La reprise de l'activité dans le secteur hors-pétrole (3,9% de croissance) a favorisé les sorties de capitaux au titre d'économies sur salaires. De ce fait, le solde de la balance des transferts sans contrepartie a connu une aggravation de son déficit qui passe de 44,9 milliards de Fcfa en 2000 à 47,3 milliards en 2001, soit une hausse de 5,3%.

III.4.2. La Balance des capitaux

En raison du niveau élevé des remboursements au titre de la dette publique, le déficit de la balance des capitaux en 2001 se situe à 135,2 milliards de Fcfa. Ce déficit est cependant en recul par rapport à celui enregistré en 2000, du fait de l'amointrissement du déséquilibre observé au niveau des autres investissements, dont le solde négatif passe de 620,8 milliards de Fcfa en 2000 à 186,3 milliards en 2001.

III.4.3. La Balance globale

Le déficit du solde global de la balance des paiements s'accroît en 2001. Il passe de 67,8 milliards en 2000 à 124,7 milliards en 2001 et représente 3,6% du PIB. Ce déficit a été financé à concurrence de 107,7 milliards par les réserves officielles, 59,9 milliards par l'accumulation d'arriérés au titre de la dette publique et 17 milliards par l'allègement de dette.

L'alourdissement du service de la dette fait suite au report par le Club de Paris d'une grande partie des obligations de l'année 2000 sur 2001, avec pour conséquence une détérioration du ratio du service de la dette sur les exportations des biens (29,2% en 2001 contre 18,1% en 2000).

Grandeurs macro-économiques

Evolution de la balance globale

En milliards de Fcfa	1999	2000	2001	01/00
1. Transactions courantes	243,2	712,8	16,9	-97,6%
A. Biens et services	269,6	757,7	64,2	-91,5%
a. Biens	977,9	1 796	1 274	-29,0%
b. Services	-708,3	-1 038,3	-1 210,1	-16,5%
B. Transferts sans contreparties	-26,4	-44,9	-47,3	-5,3%
2. Mouvement des capitaux	-202,1	-677,1	-135,2	80,0%
3. Erreurs et Omissions	-65,3	-103,4	-6,5	93,7%
4. Balance globale	-251,2	-67,7	-124,8	-84,3%

Source : BEAC

III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1. L'emploi

Les indicateurs sur le marché du travail se sont améliorés, en raison du maintien de l'activité des secteurs orientés vers le marché intérieur. Cependant, le chômage reste préoccupant avec un taux qui se situerait au dessus de 20%.

Evolution des effectifs salariés du secteur moderne

(Nombre d'employés)	1999	2000	2001	01/00
Sociétés	55 979	56 882	58 061	2,1%
Parapublique	15 530	15 375	15 129	-1,6%
Privés	40 449	41 507	42 932	3,4%
Secteur public	50 650	50 452	50 346	-0,2%
Fonction publique	40 004	39 944	39 874	-0,2%
MONP	6 756	6 618	6 582	-0,5%
Libreville	3 912	3 774	3 738	-1,0%
Intérieur	2 844	2844	2844	0,0%
Coll. Locales	3 890	3 890	3 890	0,0%
Total des salariés	106 629	107 334	108 407	1,0%

Sources : DGB, DPG, DGE

Les effectifs salariés du secteur moderne, en légère hausse de 1 %, passent de 107 334 employés en 2000 à 108 407 en 2001. Ce relèvement provient des sociétés alors que les effectifs des administrations se contractent sensiblement.

III.5.1.1. L'emploi dans le secteur public

Les effectifs de l'administration, en baisse de 0,2 %, s'établissent à 50 346 agents en 2001. Cette diminution provient essentiellement de la fonction publique (-0,2 %) et de la main d'œuvre non permanente (-0,5 %).

Grandeurs macro-économiques

La réduction des effectifs dans la fonction publique émane des secteurs administrations générales (-4,1%), autres administrations (-3,6%) et pouvoirs publics (-1,6%).

Les autres administrations enregistrent, par contre, des flux positifs. Il s'agit principalement des administrations sociales (6,6 %), économiques (1,6 %) et de développement (1,1 %).

Les personnels des collectivités locales stagnent à 3 890 agents.

Evolution de l'emploi public

(Nombre de salariés)	1999	2000	2001	01/00
Fonction publique	40 004	39 944	39 874	-0,2%
Pouvoirs publics	14 443	11 984	11 791	-1,6%
Adm. Générale	4 113	6 288	6 029	-4,1%
Adm. Economiques	2 980	2 995	3 043	1,6%
Adm. du Développement	1 845	1 889	1 910	1,1%
Adm. des Transports	423	383	386	0,8%
Adm. de l'Education	12 215	12 324	12 367	0,3%
Adm. Sociales	3 967	4 053	4 321	6,6%
Autres	18	28	27	-3,6%
MONP	6 756	6 618	6 582	-0,5%
Libreville	3 912	3 774	3 738	-1,0%
Intérieur	2 844	2 844	2 844	0,0%
Coll. Locales	3 890	3 890	3 890	0,0%
Total des salariés	50 650	50 452	50 346	-0,2%

Sources : DGB, DPG, DGE

III.5. 1.2. L'emploi dans les sociétés

En 2001, les effectifs des sociétés progressent de 2,1% (58 061 salariés contre 56 882 en 2000), en raison du dynamisme observé dans le secteur hors-pétrole.

La hausse du niveau de l'emploi provient notamment des secteurs BTP (+6,5 %), services (5,9 %), bois (4,5 %), agriculture (3,1 %), et commerce (2,2 %). Toutefois, cette évolution a été atténuée par la baisse des effectifs dans les industries agro-alimentaires (-16,7 %), le pétrole (-5,8 %), l'électricité et le raffinage (-0,1 %) et dans les autres industries (-6,1 %).

Par ailleurs, la baisse de l'emploi au niveau des entreprises parapubliques s'inscrit dans le cadre de la poursuite des réformes structurelles.

Les secteurs dominants dans la distribution des effectifs des sociétés sont: les services, avec un poids de 21 % ; le bois (19 %) ; les transports et télécommunications (17 %) ; ainsi que le commerce et les BTP qui représentent chacun 10% du total des effectifs.

Grandeurs macro-économiques

Evolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

(Nombre de salariés)	1999	2000	2001*	01/00	Poids du secteur en 2001
Agriculture	2 168	2 190	2 258	3,1%	3,9%
Pétrole	1 581	1 511	1 424	-5,8%	2,5%
Mines	1 419	1 464	1 453	-0,8%	2,5%
Bois	9 232	10 404	10 871	4,5%	18,7%
Industries agro - Alimentaire	3 163	2 919	2 432	-16,7%	4,2%
Autres industries	2 281	2 053	1 927	-6,1%	3,3%
Eau, Électricité et raffinage	1 921	1 892	1 890	-0,1%	3,3%
Bâtiment et travaux publics	5 365	5 253	5 595	6,5%	9,6%
Transports et télécom	9 494	9 589	9 765	1,8%	16,8%
Services	11 498	11 670	12 360	5,9%	21,3%
Commerce	5 867	5 926	6 056	2,2%	10,4%
Banques et Assurances	1 990	2 010	2 030	1,0%	3,5%
Total	55 979	56 881	58 061	2,1%	100,0%

Sources : DGSEE, DGE

*Estimations pour l'année 2001

III.5.2. Le chômage

En 2001, le nombre de demandeurs d'emplois recensés par l'Office National de l'Emploi (ONE) baisse de 38,2 %, soit 3 165 dossiers. Les offres reculent pour leur part de 25,6 %, soit 539 postes vacants, recensés auprès de 187 employeurs.

Environ 14,2 % de demandeurs d'emplois inscrits en 2001 ont pu bénéficier d'un traitement social du chômage par l'Office National de l'Emploi.

Le nombre des embauches s'élève à 270, en augmentation de 15 % grâce au Fonds d'insertion et de réinsertion. Le nombre de dossiers retenus pour diverses formations se situe à 137.

III.5.3. Les salaires

L'accroissement de 3,9% de l'ensemble des rémunérations en 2001, soit 672,81 milliards de Fcfa, est imputable à la fois au secteur privé (4,4%) et aux administrations (2,8%).

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(En milliards de Fcfa)	1998	1999	2000	2001	00/99
Sociétés	420,18	399,15	417,15	435,58	4,4%
Privés	315,25	296,01	315,25	332,55	5,5%
Parapublique	104,93	103,14	101,91	103,03	1,1%
Administrations	216,63	228,12	230,70	237,23	2,8%
Fonction publique	185,05	194,79	197,60	203,62	3,0%
Coll. Locales	14,00	14,00	14,10	14,21	0,8%
MONP	17,58	19,33	19,00	19,4	2,1%
Total Général	636,81	627,27	647,85	672,81	3,9%

Sources : DGB, DGE (pour le secteur privé et les collectivités locales)

Grandeurs macro-économiques

III.5.3.1. La masse salariale du secteur public

Les traitements et salaires versés dans les administrations passent de 230,7 milliards de Fcfa en 2000 à 237,2 milliards en 2001. Cette progression provient essentiellement de la fonction publique, dont la masse salariale s'accroît de 3,0% sous l'effet des glissements catégoriels. Celle-ci s'établit à 203,6 milliards Fcfa en 2001 contre 197,6 milliards en 2000.

III.5.3.2. La masse salariale des sociétés

La masse salariale des sociétés privées et parapubliques augmente de 4,4 % en 2001, en liaison avec la conjoncture économique de l'année, caractérisée par le regain de l'activité dans le secteur hors pétrole.

Les traitements versés par les sociétés s'élèvent à 435,58 milliards de Fcfa contre 417,15 milliards en 2000. Cette augmentation est le fait essentiellement des sociétés privées (5,5 %), en raison de la création d'emploi dans les branches des BTP, du bois, de l'agriculture, ainsi que dans le secteur tertiaire.

La masse salariale des sociétés parapubliques progresse, quant à elle, faiblement (1,1%), à cause de la mise en œuvre du programme des privatisations qui gèle les effectifs de certaines sociétés.

III.5.4. Les prix

En 2001, l'indice général des prix à la consommation s'établit en moyenne à 477 contre 467,1 en 2000, soit une inflation de 2,1 % en moyenne annuelle.

Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation de 1999 à 2001

Regroupements	Pondérations	1999	2000	2001	01/00
INDICE GENERAL	1000	464,8	467,1	477,0	2,1%
PRODUITS LOCAUX	656	428,0	432,3	446,4	3,3%
PRODUITS IMPORTES	344	534,9	533,3	535,1	0,3%
ALIMENTATION	547	447,0	449,2	471,5	5,0%
Produits à base de céréales	38	321,6	317,6	314,1	-1,1%
Tubercules	108	370,6	396,5	434,4	9,6%
Fruits et légumes	18	340,6	293,7	299,5	2,0%
Epicerie	75	312,5	306,1	298,4	-2,5%
Viandes et poissons	184	620,1	619,3	669,8	8,2%
Restaurant	5	266,7	276,2	283,0	2,5%
Boissons et tabacs	119	397,1	397,2	392,0	-1,3%
HABILLEMENT	175	379,6	377,1	364,8	-3,3%
HABITATION	130	390,5	393,7	399,8	1,5%
Logement	23	538,9	540,1	544,9	0,9%
Energie - Entretien	14	331,8	351,1	368,5	5,0%
Equipelement	93	362,7	363,9	368,6	1,3%
HYGIENE - SOINS	19	627,9	623,5	600,6	-3,7%
TRANSPORTS	63	708,4	729,4	729,8	0,1%
LOISIRS - DIVERS	66	705,3	702,8	695,2	-1,1%

Sources : DGSEE, DGE

Grandeurs macro-économiques

Cette hausse du niveau général des prix est surtout le fait des produits locaux dont les prix s'accroissent de 3,3 %, pendant que ceux des produits importés connaissent une augmentation modérée (0,3 %).

Les produits d'alimentation contribuent fortement à la hausse de l'indice général des prix à la consommation (5,0%) alors que l'habitation et les transports enregistrent des taux de croissance plus faibles, respectivement 1,5 et 0,1 %. Les autres groupes de produits subissent une baisse des prix.

Le niveau élevé de l'inflation dans les produits alimentaires s'explique essentiellement par l'accroissement des prix des tubercules (9,6%), des viandes et poissons (8,2%). Les autres produits alimentaires enregistrent une progression des prix relativement faible, sinon négative (produits à base de céréale, l'épicerie, boissons et tabacs).

Les prix de l'habitation ont augmenté sous l'effet notamment de l'accroissement du coût de l'énergie et l'entretien dont l'indice passe de 351,1 en 2000 à 368,5 en 2001.

Quatrième partie

**Politique économique
du Gouvernement
en 2001**

Tableau de bord de l'économie

IV. POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2001

Dans un contexte marqué par la poursuite de la baisse de la production pétrolière, la politique du gouvernement en 2001 a visé le renforcement du soutien aux secteurs de production, dans l'optique de la diversification de l'économie. Des avancées ont été réalisées dans le cadre du programme des réformes structurelles qui vise essentiellement à accroître l'attractivité de l'environnement économique national. Sur le plan budgétaire, l'assainissement des finances publiques demeure parmi les orientations prioritaires du gouvernement. De même, une solidarité accrue a été manifestée par les pouvoirs publics envers les groupes vulnérables.

IV.1. LA POLITIQUE BUDGETAIRE

En 2001, le gouvernement poursuit l'effort de redressement engagé depuis 1999, ayant conduit à la signature d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) le 23 octobre 2000.

La loi de finances initiale et le collectif budgétaire énoncent les trois volets de la politique de redressement des finances publiques que sont : l'optimisation des recettes fiscales, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et la gestion de la dette.

L'optimisation des recettes fiscales

En matière de recettes, les mesures du gouvernement ont consisté essentiellement en l'abaissement du seuil d'exemption des entreprises à la TVA et le renforcement des services des administrations douanières et fiscales.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement

Dans l'effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement, le gouvernement met l'accent en 2001 sur les mesures d'économies portant sur les traitements et salaires, ainsi que sur les dépenses de service public.

La réduction de la masse salariale concerne, notamment, la systématisation des départs à la retraite des agents atteints par la limite d'âge, tandis que l'ajustement des dépenses de service public porte, principalement, sur la fixation d'un quota de consommation mensuelle de téléphone par administration et la suspension des appels vers les téléphones mobiles.

La gestion de la dette publique

Le poids du service de la dette dans le budget de l'Etat demeure une préoccupation pour le gouvernement. Son allègement passe nécessairement par un nouvel examen de la situation financière particulière du Gabon par la Communauté financière internationale.

Politique économique du Gouvernement en 2001

Dans cette optique, un accord de rééchelonnement de la dette de la République gabonaise envers l'Allemagne a été signé le 8 octobre 2001. Le montant rééchelonné, au titre du Club de Paris, s'élève à 145 millions de DM (80 millions d'euros), soit environ 52,480 milliards de Fcfa, remboursables en 12 ans avec un différé de cinq ans.

IV.2. LES REFORMES STRUCTURELLES

IV.2.1. Le désengagement de l'Etat

Dans le cadre du programme des privatisations des entreprises publiques et parapubliques, les textes relatifs à la réorganisation et à la réglementation du secteur des Postes et Télécommunications ont été adoptés en Conseil des ministres le mardi 13 mars 2001, après les amendements du Parlement, il s'agit :

- du projet de loi portant réorganisation et réglementation du secteur des Postes et du secteur Télécommunications ;
- du projet de loi portant réglementation du secteur des Postes ;
- du projet de loi portant réglementation du secteur des Télécommunications en République gabonaise.

Ces trois textes ont également fait l'objet d'une adoption définitive au Parlement en mai 2001.

En ce qui concerne la société Agrogabon, l'Etat et la Société Industrielle Malaise du Gabon ont signé en 2001 un contrat de mandat de gestion d'une durée de trois ans à l'issue de laquelle sera lancé un appel d'offres international pour la privatisation de la société.

IV.2.2. La réforme administrative

Au titre du Programme national de réforme administrative, l'ensemble des mesures et orientations de réformes ont été approuvées en Conseil des ministres le 13 mars 2001.

Ledit programme se situe dans le cadre de la refondation de l'Etat dont il est un des piliers principaux, il doit permettre la traduction dans les faits et le renforcement des principes contenus dans la constitution, à savoir : la garantie des droits humains fondamentaux et imprescriptibles ainsi que la nécessité de s'appuyer sur l'administration et la force publique pour garantir lesdits droits.

Aussi, l'activité de l'administration devra se fonder sur les besoins spécifiques des populations en matière de services publics, elle doit également produire le plus de valeur possible au moindre coût.

Politique économique du Gouvernement en 2001

Les mesures et orientations approuvées par le Gouvernement concernent :

Dans le domaine des structures de l'administration :

- la fixation des règles de création, d'organisation, de fonctionnement et de gestion des services de l'Etat ;
- la réorganisation des services de l'Etat et la mise en place des tableaux des emplois pour chacun des services ainsi que l'organe de gestion des structures et des emplois des services de l'Etat ;
- le rattachement et la répartition des services publics de l'Etat entre le Président de la République, le Premier ministre et les autres membres du gouvernement.

Ces orientations visent la rationalisation, l'harmonisation et la maîtrise des structures et du fonctionnement de l'administration.

Dans le domaine des Ressources humaines,

d'abord l'élaboration

- du statut particulier des fonctionnaires civils de l'Etat, qui remplace l'actuel Statut général des fonctionnaires. Les agents publics vont être regroupés dans trois fonctions publiques à savoir : la fonction publique de l'Etat, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière avec possibilité de mobilité entre les trois fonctions publiques. Aussi, la loi portant statut particulier des fonctionnaires de santé a été adoptée par le Parlement le 27 juin 2001 ;

- du nouveau statut général de la Fonction publique, lequel devient une loi-cadre fixant les règles d'emploi des agents publics ;

- d'une loi fixant les conditions d'emplois des agents contractuels et vacataires ;

ensuite la mise en place

- d'un outil intégré de gestion des ressources humaines (HRACCESS), afin d'automatiser et de standardiser la gestion des ressources humaines ;

- d'un corps de gestionnaires de ressources humaines, de façon à professionnaliser cet aspect du fonctionnement des administrations ;

et enfin la réorganisation des écoles de formation des agents de l'Etat en prévoyant dans chaque service un programme d'appui formation pour faciliter les réadaptations et les reconversions rendues nécessaires par la réforme.

Politique économique du Gouvernement en 2001

Dans le domaine des finances publiques,

d'une part, l'élaboration

- des lois sur le budget et la comptabilité publique, en vue de mettre en place un véritable système de programmation des dépenses publiques ;
- d'un nouveau code des marchés publics pour mettre en place une véritable politique d'achats et d'approvisionnement en biens et services de l'Etat ;

et d'autre part, la mise en place

- d'un outil de gestion financière intégrée pour soutenir et faciliter la programmation des dépenses publiques.

Dans le domaine des pratiques opérationnelles,

l'élaboration

- de la Charte gabonaise du service public pour réaffirmer les droits des usagers des services publics ainsi que les obligations des agents publics vis-à-vis du service public et des usagers ;
- d'un code de déontologie pour réaffirmer les grands principes éthiques devant guider les comportements des agents publics ;

l'élaboration systématique

- des projets de service, de manière à fixer clairement les objectifs et les responsabilités ainsi que le moyens de chaque service ;
- des manuels de procédures dans les services de manière à fixer les rôles et les interactions entre les agents en service ;

et la mise en place

- d'un organe d'évaluation et de suivi des politiques publiques pour faire le point sur l'efficacité et la pertinence des actions des services publics ;
- d'une véritable politique immobilière en faveur des services de l'Etat pour loger ces derniers dans des locaux décentes et normalisés pour l'ensemble de l'administration ;
- d'un organe assurant l'informatisation des services et l'automatisation des processus et procédures de travail.

Dans le domaine de la déconcentration :

- élaboration d'une nouvelle loi sur l'administration du territoire pour notamment redéfinir les compétences des différents chefs de circonscriptions administratives ;
- réorganisation et rationalisation des administrations déconcentrées pour les adapter aux nouvelles missions ;

Politique économique du Gouvernement en 2001

- harmonisation du découpage territorial pour mieux affirmer l'autorité des chefs de circonscriptions ;

mise en place

- de budgets consolidés au niveau territorial ;

- d'un corps préfectoral pour professionnaliser la gestion des services déconcentrés ;

- de l'administration électronique pour améliorer la qualité et accroître la vitesse des prestations rendues par les services déconcentrés.

Dans le domaine de la décentralisation :

- adaptation de la loi sur la décentralisation pour prendre en compte les missions de service public, définir les évolutions de compétences et redéfinir les missions de chaque type de collectivité locale ;

- élaboration d'un statut particulier des fonctionnaires territoriaux pour professionnaliser la gestion des services locaux ;

- création d'un Institut des collectivités locales pour former les agents territoriaux et les élus locaux et pour servir de conseil aux collectivités locales ;

- permettre le regroupement de communes ou de départements qui le souhaitent, dans le but de rendre certains services disponibles et faciliter leur accès aux différents usagers ;

- adopter une loi sur les finances des collectivités locales pour faciliter la mise à disposition de ressources financières stables et suffisantes pour le bon fonctionnement des services publics décentralisés.

IV.2.3. L'attractivité de l'environnement économique

La suppression de la parafiscalité

Dans un souci d'attractivité de l'environnement économique national et de réduction du coût de la vie, un projet de décret, portant suppression des taxes parafiscales et de tout prélèvement de même effet non prévu par une loi de finances appropriée, a été adopté en Conseil des ministres le 16 février 2001.

La bonne gouvernance

Dans le cadre du renforcement de l'Etat de droit, deux projets de loi relatifs à la répression et la prévention de la corruption en République gabonaise ont été adoptés en Conseil des ministres le 27 mars 2001 et transmis au Parlement pour examen.

Politique économique du Gouvernement en 2001

IV.3. LA POLITIQUE SECTORIELLE

IV.3.1. La pêche

Dans le but d'accroître la contribution de la pêche artisanale dans la formation du Pib, il a été procédé à la pose de la première pierre pour la construction d'un Centre d'appui à la pêche artisanale à Port-Gentil le 16 juillet 2001. Ce projet, d'un coût global de 5 milliards de Fcfa, est financé par la coopération japonaise.

IV.3.2. L'industrialisation de la filière bois

En 2001, la loi portant Code forestier en République a été adoptée au Parlement, elle a été promulguée la même année, sous le numéro 16/2001 du 31 décembre 2001.

IV.3.3. Le secteur des mines

Le Code minier a été amélioré par une ordonnance rectificative adoptée par le gouvernement le 13 août 2001. Celle-ci apporte une meilleure compréhension du terme " Convention minière ", et ajoute deux nouveaux chapitres relatifs : au règlement des litiges pouvant naître de l'application du Code et au cas de force majeure pouvant perturber les travaux miniers.

IV.3.4. Le développement des infrastructures

Le programme de construction et de réhabilitation des édifices publics s'est poursuivi en 2001 avec l'achèvement de la réfection et l'extension des hôpitaux dans les chefs lieu de province, et ce malgré de fortes tensions dans la trésorerie de l'Etat. Par ailleurs, deux plans d'urgence concernant la réhabilitation des voiries de Libreville et Port-Gentil ont été adoptés en Conseil des ministres le 27 mars 2001. Le problème des voiries urbaines, participant d'une réflexion d'ensemble pour tout le pays, est traité dans le cadre d'une politique constante qui nécessite un effort budgétaire chaque année.

IV.4. LA POLITIQUE SOCIALE

Au titre de la Solidarité nationale, deux projets de décrets ont été adoptés en Conseil des ministres le 20 avril 2001. Ces projets de décrets concernent :

- l'institution d'une Journée nationale de la Solidarité au cours de laquelle, la Nation, à travers ses diverses composantes, manifeste sa solidarité envers les personnes en difficulté par des dons de toute nature ou par toutes autres actions bénévoles ;
- la création, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale sur les indigents et assimilés, chargée, dans le cadre de la

Politique économique du Gouvernement en 2001

réforme du système de protection sociale, de rechercher les voies et moyens tendant au renforcement de la protection des droits des indigents et assimilés.

De même le gouvernement a adopté au courant de l'année 2001, un projet de décret fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Comité national d'insertion des personnes handicapées.

Dans le domaine de la Formation professionnelle, deux textes de loi ont été adoptés au parlement le 27 juin 2001. Ils portent respectivement sur :

- l'orientation générale de la formation professionnelle ;
- et la création du Fonds national de formation professionnelle.

En outre, dans le but de résorber le déficit chronique de l'habitat social, un projet de décret, portant création et organisation du Programme national de construction de logements des agents civils de l'Etat, a été adopté en Conseil des ministres le 5 octobre 2001.

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Sida, des négociations entamées par le Président de la République avec les grandes firmes pharmaceutiques mondiales ont permis d'aboutir, au courant de l'année 2001, à une réduction du prix des antiviraux du Sida qui sont désormais accessibles à la plupart des malades.

IV.5. LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2001, la politique monétaire mise en œuvre par les autorités de la Banque Centrale soutient les efforts réalisés par le gouvernement, en vue d'aboutir à la relance de l'activité économique et à l'assainissement des finances publiques.

La politique des taux d'intérêt

Dans un contexte de surliquidité bancaire, la Banque Centrale a revu certains de ses taux à la baisse. Ainsi, le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) recule à 6,5 %, celui de prise en pension (TIPP) à 8,5 % et le taux débiteur maximum (TDM) à 18 %. Les autres taux sont restés inchangés.

Taux d'intervention de la BEAC et conditions bancaires

	TIAO	TIPP	TPB	TDM	TCM	TATN	TDS
d2c 98	7,00%	9,00%	15,0%	TPB+7%	4,75%	7,00%	2,15%
d2c 99	7,60%	9,60%	15,0%	TPB+7%	5,00%	7,60%	3,15%
d2c.00	7,00%	9,00%	15,0%	TPB+7%	5,00%	7,00%	3,30%
sept. 01	6,50%	8,50%	15,0%	TPB+3%	5,00%	6,50%	3,60%
d2c. 01	6,50%	8,50%	15,0%	TPB+3%	5,00%	6,50%	3,60%

Source : BEAC

Politique économique du Gouvernement en 2001

L'objectif de refinancement bancaire

Le refinancement bancaire est l'un des instruments utilisés par la BEAC pour gérer et contrôler la liquidité au sein de l'économie. En 2001, son plafond a été revu une seule fois à la baisse au mois d'Avril. Celui-ci est passé de 8 à 4 milliards de Fcfa, suite à la diminution de la demande des opérateurs économiques, compte tenu de la situation de surliquidité du système bancaire national.

Cinquième partie

Perspectives

2002-2003

Tableau de bord de l'économie

V. PERSPECTIVES 2002-2003

V.1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2002

V.1.1. La situation internationale

L'année 2002 serait marquée par une amélioration progressive de l'environnement économique international, rendue possible par la coordination des politiques économiques des principaux pays industrialisés et le raffermissement de la confiance après les évènements tragiques du 11 septembre 2001.

Les cours des principales matières premières amorceraient une remontée significative en 2002, exception faite du pétrole brut, du sucre, du café et du fer.

V.1.1.1. L'activité

La croissance mondiale devrait atteindre 2,6 % en 2002 et 4 % en 2003. Ce regain d'activité proviendrait essentiellement du rebond prévisible de l'économie américaine qui croîtrait de 2,3 % en 2002 et 3,4 % en 2003.

Dans la zone euro, les signes de démarrage restent encore tenus, la croissance serait de 1,4 % en 2002 et 2,9 % en 2003.

Au Japon, le PIB baisserait de 0,7 % en 2002 avant de croître de 0,3 % à partir de 2003. Les autres pays d'Asie, n'ayant pas trop souffert du ralentissement conjoncturel en 2001, verraient leurs économies se raffermir, sous l'effet d'un redressement des investissements dans les secteurs de haute technologie. En Chine la croissance passerait de 7,0 % en 2002 et à 7,4 % en 2003.

Au Moyen-Orient, la croissance déclinerait à 3,1 % en 2002 après les 4,5 % enregistrés en 2001. L'évolution de l'économie dans cette région est liée à celle des cours du pétrole brut. Pour l'année 2003, la hausse du PIB serait de 4,4 %.

En Amérique Latine, la croissance économique resterait assez faible dans l'ensemble, celle-ci se maintiendrait à 0,7 % en 2002 et serait portée à 3,7 % en 2003. Cette morosité de l'activité économique s'expliquerait par la crise en Argentine où, le PIB baisserait de 12,5 % en 2002 avant de croître de 1,5 % dès 2003.

En Afrique, malgré la baisse de la contribution au commerce international, le potentiel de croissance serait préservé. Le PIB du continent augmenterait de 3,4 % en 2002 et de 4,2 % en 2003.

V.1.1.2. L'inflation

En 2002, les tensions inflationnistes demeureraient faibles dans les pays industrialisés, suite au ralentissement de l'activité économique observé en 2001 et grâce aux

Perspectives 2002-2003

moindres hausses des salaires, en raison de la poursuite, dans ces pays, des négociations entrepreneurs-salariés.

Le taux d'inflation dans les principaux pays industrialisés pourraient se situer, en moyenne, à 1,1 % en 2002.

Aux Etats-Unis, la hausse du niveau général des prix serait de 1,4 % en 2002, elle serait de 1,9 % dans la zone euro.

Au Japon le niveau général des prix baisserait pour la quatrième année consécutive en 2002 (-1,1 %). En Chine, l'inflation resterait globalement contenue à un niveau proche de zéro.

En Afrique, l'inflation est inégalement maîtrisée selon les pays, celle-ci serait portée à 9,3 % en 2002.

La modération de l'inflation devrait s'estomper progressivement, dès le début de l'année 2003, au fur et à mesure que la reprise de l'activité économique se préciserait au niveau mondial.

V.1.1.3. Le chômage

La baisse de l'activité économique mondiale, ayant occasionné en 2001 des fermetures d'usines et des licenciements massifs, conduirait à une dégradation du marché du travail dans la plupart des pays industrialisés.

Aux Etats-Unis, le taux de chômage se situerait à 6 % en 2002 et 5,8 % en 2003.

Dans la zone euro, la persistance de la morosité économique nécessiterait un ajustement de l'emploi, avec un taux de chômage qui se situerait à 8,4 %. Pour la France, les chômeurs représenteraient 9,1 % de la population active en 2002.

Au Japon, la chute continue de la croissance a conduit à la restructuration de plusieurs entreprises, ce qui porterait le taux de chômage à 6% en 2002.

V.1.2. L'évolution des marchés mondiaux

V.1.2.1. Le pétrole

Le manque de vigueur dans la reprise de la croissance mondiale en 2002 déprimerait les cours du pétrole brut. La moyenne annuelle du prix du Brent se situerait à 24 dollars le baril à en 2002 contre 24,7 dollars en 2001, soit une baisse de 2,8 %.

Pour l'année 2003, malgré les prévisions de hausse de l'offre mondiale de pétrole, la consolidation de la croissance économique mondiale et la persistance des tensions politiques au Proche-Orient porterait le prix moyen du Brent à 25,5 dollars le baril, cela représenterait une hausse de 6,25 % par rapport à l'année 2002.

V.1.2.2. Les bois tropicaux

En 2002, le marché international des bois tropicaux serait caractérisé par une augmentation des échanges de produits finis et semi-finis. La déprime des cours observée depuis l'année 2001 pourrait, cependant, se poursuivre en 2002, malgré les mesures de soutien des cours adoptées dans certains pays producteurs.

Le prix moyen d'importation en France du mètre cube Fob d'Okoumé qualité Loyal et Marchand se situerait à 213 euros en 2002 contre 218,06 euros en 2001, soit une baisse de 2,3 %. La moyenne annuelle des prix d'importation en France du mètre cube Fob de sciages africains (Sipo) et du mètre cube Caf de sciages asiatiques baisseraient respectivement de 0,09 % et 5,1 %, passant, respectivement, de 594,55 euros et 509,23 dollars Us en 2001, à 594 euros et 483,13 dollars Us en 2002.

Seul le prix moyen du mètre cube Fob de Kevazigo qualité B et mieux serait en hausse de 9,6 %, soit 334,36 euros en 2002 contre 304,9 euros en 2001.

Les cours internationaux des bois tropicaux africains sont plombés par l'afflux massif de bois bon marché en provenance du Sud-est Asiatique, de Nouvelle Zélande et de Russie. Les perspectives du marché ne sont guère encourageante pour l'année 2003.

V.1.2.3. Le cacao

Les opérations spéculatives sur les places boursières et le tarissement apparent des exportations ivoiriennes et ghanéennes sont autant de facteurs à l'origine de la tendance haussière du marché du cacao. Celle-ci pourrait se poursuivre sur une bonne partie de l'année 2002.

La moyenne annuelle du prix de la tonne de cacao pourrait se situer à 1 270,59 DTS la tonne en 2002, ce qui représenterait une augmentation de près de la moitié par rapport à l'année 2001.

Malgré les prévisions d'une nouvelle récolte favorable en Afrique de l'Ouest pour la campagne 2002/03, les cours du cacao pourraient demeurer assez élevés en 2003 avec une moyenne annuelle qui serait portée à 1 296 DTS la tonne, en hausse de 2 % par rapport à l'année 2002.

V.1.2.4. Le café

La politique de rétention de l'offre, adoptée par l'Association des pays producteurs de café (APPC), s'est révélée inefficace. Cette dernière a été abandonnée officiellement par les 14 pays membres de l'APPC le 24 septembre 2001 à Londres.

Le marché mondial du café souffrirait en 2002 de l'inexorable déclin des cours de l'Arabica et du Robusta. La moyenne des prix de ces deux produits se

Perspectives 2002-2003

situerait à 44,22 cents la livre pour l'Arabica et à 27,87 cents la livre pour le Robusta, soit une baisse de 13,1 % pour l'Arabica et une hausse de 1,9 % pour le Robusta. La morosité du marché du café s'expliquerait par une abondance de l'offre mondiale par rapport à la demande.

La faiblesse des cours pourrait provoquer, à moyen terme, une chute des productions qui favoriserait une remontée des prix dès 2003, avec des moyennes annuelles se situant à 44,88 cents la livre pour l'Arabica et 28,57 cents la livre pour le Robusta, soit des hausses respectives de 1,5 % et 2,5 % par rapport à l'année 2002.

V.1.2.5. Le sucre

Pour l'année 2002, les perspectives sur le marché du sucre seraient assez sombres. Celui-ci a déjà intégré la réduction des intentions d'achats des principaux pays consommateurs (Russie et Chine). En outre, l'abondante récolte prévisible au sud du Brésil, estimée entre 270 et 280 millions de tonnes, ne laisse guère d'espoir au marché de se redresser.

La moyenne annuelle du cours journalier de l'Organisation internationale du sucre (OIS) pourrait se situer à 6,57 cents la livre en 2002 contre 8,62 cents en 2001, soit une baisse de 24 %.

En 2003, La moyenne annuelle des cours du sucre serait portée à 6,63 cents la livre en 2003, soit une augmentation de 1 % par rapport à l'année 2002.

V.1.2.6. L'huile de palme

Le cours de l'huile de palme brute connaîtrait une nette ascension en 2002 avec une moyenne annuelle qui se situerait à 368,18 dollars la tonne contre 279,96 dollars en 2001, soit une hausse de 31,5 %.

Pour l'année 2003, la meilleure visibilité du marché tonifierait la demande, portant la moyenne annuelle du prix de l'huile de palme brute à 372,2 dollars la tonne en 2003, en hausse de 3 % par rapport à 2002.

V.1.2.7. Le caoutchouc naturel

Pour l'année 2002, la hausse de la demande pour les besoins du nouvel an chinois (défilé de lumières à base de gomme naturelle) et le début de la période d'hivernage (diminution significative de la production) pourraient occasionner une raréfaction de l'offre sur le marché international qui pousserait les cours vers le haut.

Le marché international du caoutchouc naturel présenterait de bonnes perspectives d'évolution en 2002. La moyenne annuelle du prix du RSS1 à Kuala-Lumpur se

Perspectives 2002-2003

situerait à 279,07 cents malais le kilogramme contre 227,82 cents en 2001, soit une hausse de 22,5 %.

Pour l'année 2003, le mouvement à la hausse des cours pourrait se poursuivre, avec une moyenne annuelle du prix du RSS1 qui atteindrait 298,6 cents malais le kilogramme, en augmentation de 7% par rapport à 2002.

V.1.2.8. Le phosphate

Les cours internationaux du minerai de phosphate en 2002 demeureraient inférieurs à ceux observés en 2001, avec une moyenne annuelle du prix d'importation en France prévue à 56,83 euros la tonne de phosphate contre 62,13 euros en 2001, soit une baisse de 8,5 %.

En 2003, le cours moyen du minerai de phosphate pourrait être porté à 54,18 euros la tonne, cela représenterait un recul de 4,6 % par rapport à 2002.

V.1.2.9. Le manganèse

En 2002, la hausse prévisible du volume des transactions sur le marché international du manganèse porterait le cours moyen annuel de ce minerai à 91,41 euros la tonne contre 71,06 euros en 2001, soit une hausse de 28,6 %.

Pour l'année 2003, le cours moyen du minerai de manganèse amorcerait un recul de 11,9 % et se situerait à 80,5 euros la tonne.

V.1.2.10. L'or

En 2002, on observerait un retournement favorable de la tendance par rapport à l'année 2001, en raison, d'une part, de la multiplication des interventions sur les marchés de l'or, compte tenu de la méfiance des investisseurs face aux systèmes bancaires (notamment au Japon) et d'autre part, de la crainte de l'effondrement des principales valeurs boursières dans le contexte actuel de réduction globale de la croissance. Le cours annuel moyen de l'once serait ainsi porté à 305,24 dollars Us l'once en 2002 contre 271,4 dollars Us en 2001, soit une hausse de 12,4 %.

Pour l'année 2003, le métal jaune pourrait, à son tour, subir la méfiance des investisseurs et perdre son rôle de valeur refuge. Cela entraînerait le cours moyen annuel de l'or à environ 300 dollars l'once.

V.1.2.11. Le fer

La légère hausse du prix en 2001 relèvent plus des ententes entre principaux intervenants du marché (contrats mensuels de livraison), l'équilibre consensuel qui prévaut

Perspectives 2002-2003

sur le marché international du fer reste fragile, sa rupture pèserait lourdement sur les cours en 2002.

De ce fait, les cours internationaux du minerai de fer connaîtraient une baisse continue en 2002, avec une moyenne annuelle du prix d'importation du minerai de fer en France qui se situerait à 24,23 euros la tonne en 2002 contre 24,67 euros en 2001, soit une baisse de 1,8 %.

Le cours moyen du minerai de fer se situerait à 22,70 euros en 2003, en baisse de 6,3 % par rapport à 2002.

V.2. LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1. L'activité sectorielle

V.2.1.1. Le pétrole

La baisse de la production de pétrole, amorcée en 1998, se poursuivrait en 2002, avec un taux de déclin de 4,7 % par rapport à 2001. Cela situerait le volume de la production nationale à 12,281 millions de tonnes en 2002. Le taux de décroissance de la production pétrolière serait, ainsi, maintenu en dessous des 5 %, grâce à l'intensification des travaux de développement.

En 2003, il est prévu une production de pétrole d'environ 11,294 millions de tonnes, soit un retrait de 8,04 % par rapport à 2002.

Les prix moyens annuels en 2002 seraient de 24,7 \$US/bbl pour le Brent et de 23,33 \$ US/bbl pour le brut gabonais, ils seraient portés respectivement à 22,5 \$US/bbl et à 20,83 \$US/bbl en 2003.

Le dollar américain amorcerait un repli en 2002, avec une moyenne annuelle qui se situerait à 694,9 Fcfa contre 733,11 Fcfa en 2001, soit une dépréciation de 1,8 %. Pour l'année 2003, la devise américaine pourrait s'échanger à 660,9 Fcfa.

V.2.1.2. Le manganèse

La perspective d'une reprise dans l'industrie sidérurgique mondiale, notamment aux USA, devrait accroître l'activité de la Comilog en 2002. Aussi, est-il prévu une augmentation de 10 % de la production totale. Celle-ci représenterait un volume de 1,970 millions de tonnes. Les ventes croîtraient de 17,8 %, soit 1,960 millions de tonnes en 2002.

En 2003, la production de manganèse (minerai et agglomérés) serait de 2,167 millions de tonnes et le volume des ventes atteindrait 2,145 millions de tonnes.

Perspectives 2002-2003

La hausse du prix de la tonne de minerai se poursuivrait en 2002 et avoisinerait une moyenne annuelle de 44 064 Fcfa. En 2003, le prix moyen passerait à 46 161 Fcfa la tonne, soit une augmentation de 4,8 %.

La Comilog prévoit pour l'année 2002 des investissements pour un montant qui se chiffrerait à 5 Milliards de Fcfa, destinés essentiellement au renouvellement du matériel de sécurité sur le site industriel.

V.2.1.3. Le bois

La contraction de la demande asiatique en bois gabonais, au profit des pays voisins possédant les mêmes essences (Congo, Guinée Equatoriale), laisse présager la poursuite du déclin de la production et des exportations en 2002.

Le développement de l'industrialisation de la filière, qui se poursuivrait avec la création de nouvelles unités de transformation, notamment dans les domaines du déroulage et du sciage, pourrait également influencer les exportations de grumes à la baisse. Ces dernières s'établiraient en 2002 à 2,08 millions de m³, dont 1,181 million de m³ pour l'Okoumé, 55601 m³ pour l'Ozigo et 842950 m³ pour les bois divers, puis à 1,764 millions de m³ en 2003, dont 1,004 millions de m³ pour l'Okoumé, 47 260,85 m³ pour l'Ozigo et 716 533 m³ pour les bois divers, soit une baisse de 15,2 % du volume des exportations totales de grumes par rapport à 2002.

Les prix à l'exportation devraient globalement diminuer. Ainsi, le mètre cube de grumes s'exporterait à 95 818 Fcfa pour l'Okoumé (-1,04%), 100 000 Fcfa pour les bois divers (-12,5%) et 71260 Fcfa pour l'Ozigo (+5,2%). Pour l'année 2003, les prix moyens desdites essences se situeraient, respectivement, à 96 815 Fcfa, 112 500 Fcfa et 74 798 Fcfa le mètre cube.

V.2.1.4. L'agriculture et la pêche

V.2.1.4.1 Les cultures maraîchères

IGAD

La contribution de l'Etat au budget de l'IGAD pourrait être ramenée à 50 millions de Fcfa en 2002, elle serait en baisse de 66,7% par rapport à son niveau de 2001. Des financements additionnels proviendraient de l'Agence Française de Développement (AFD), en accord avec le Ministère de l'Economie et des Finances, pour la période 2002-2003. Ces fonds contribueraient, dans le cadre du Projet d'appui au développement de l'agriculture périurbaine (PADAP), au renforcement des activités de formation, de conseil et d'encadrement des producteurs agricoles.

Perspectives 2002-2003

L'IGAD envisage de développer un département de recherche d'accompagnement qui va principalement travailler sur la gestion agro-écologique des sols et les systèmes de cultures pour sédentariser l'agriculture dans les zones périurbaines.

AGRIPOG

En 2002, la société poursuivrait son programme de redressement en vue d'améliorer ses résultats. Toutefois, l'avenir d'Agripog dépend de la décision attendue du tribunal, en septembre 2002. En cas d'absence d'acquéreur, la société AGRIPOG pourrait être liquidée.

V.2.1.4.2 Les cultures de rente

Le cacao et le café

Les cultures du cacaoyer et du caféier poursuivraient leur déclin. Celui-ci devrait, cependant, être corrigé à la faveur des mesures initiées par la Caisse de Stabilisation et de Péréquation, dès l'année 2000, en vue d'améliorer le rendement et la qualité des produits (suivi des planteurs cibles, voyages d'études à l'étranger, distribution de produits phytosanitaires, amélioration du prix d'achat aux planteurs...).

Ces mesures auraient pour effet de porter la production en 2002 à 400 tonnes pour le cacao et à 200 tonnes pour le café. Les prévisions pour 2003 seraient, respectivement, de 450 et 250 tonnes.

L'hévéa

La production d'hévéa en 2002 est estimée à 9 000 tonnes. Le plan de restructuration de la société, qui nécessiterait en 2002 une assistance de l'Etat estimée à 5,7 milliards de Fcfa, devrait se traduire, à moyen terme, par le retour à l'équilibre financier.

Ainsi, l'appel d'offres pour la privatisation d'HEVEGAB serait lancé au plus tard en août 2002, pour une cession qui interviendrait en septembre 2002.

V.2.1.4.3 La pêche

Le programme de développement de la pêche artisanale et de la pisciculture, initié par le gouvernement depuis quelques années et qui consiste, principalement, à doter les principaux centres de production de structures d'accueil, de vente et de conservation des produits, se poursuivrait en 2002 avec la signature d'un accord de pêche d'un montant de 420 millions de Fcfa entre le Gabon et la Chine, pour la réhabilitation du Centre de pêche d'Owendo ainsi que par l'obtention d'un droit d'exportation des produits halieutiques vers les marchés européens.

Perspectives 2002-2003

V.2.1.5 Les industries agroalimentaires

V.2.1.5.1 La production de farine

Dans la branche meunière et avicole, on enregistrerait une hausse de l'activité, avec une production de farine qui se situerait à 48 670 tonnes en 2002 et à 49 400 tonnes en 2003.

Le montant des investissements annuels s'élèverait à 400 millions de Fcfa sur la période 2002-2003. Ces investissements seraient destinés à l'acquisition d'emballages des produits avicoles.

V.2.1.5.2 Les huiles et corps gras

A la faveur du contrat de gestion signé en 2001, les activités, en déclin depuis plusieurs années, pourraient être relancées. La société AGROGABON déploie des efforts en vue d'aboutir à une extension des surfaces cultivables. On enregistrerait en 2002 un relèvement de la production de régime de palme à 50 000 tonnes en 2002 et à 82 000 tonnes en 2003, grâce à la réhabilitation des anciennes plantations.

Au niveau de l'usine, la production de l'huile brute s'élèverait à 15 340 tonnes en 2002 et à 16 000 tonnes en 2003. Le volume de la production d'oléine pourrait avoisiner 9 200 tonnes en 2002 et 9 840 tonnes en 2003 ; celui du savon atteindre 4 602 tonnes en 2002 et 4 800 tonnes en 2003. Les acides gras passeraient de 767 tonnes en 2002 à 800 tonnes en 2003.

Les investissements se chiffreraient à 2,87 milliards de Fcfa en 2002, puis baisseraient à 1,075 milliard de Fcfa en 2003. Ils seraient destinés à la réhabilitation de la raffinerie en vue d'accroître sa capacité de production de 50t/jour à 100 t/j.

V.2.1.5.3 Le sucre

La production de sucre se stabiliserait à 25 660 tonnes sur la période 2002-2003.

V.2.1.5.4 L'eau minérale

En 2002, la production d'eau minérale amorcerait une remontée qui se poursuivrait en 2003, du fait de l'entrée en production de la nouvelle chaîne d'embouteillage. Les quantités produites en 2002 seraient de 166 667 cartons de 12 bouteilles de 1,5 litre et 27 750 cartons de 24 bouteilles de 0,5 litre. Pour l'année 2003, elles se situeraient respectivement à 250 000 et 41 667 cartons.

Le chiffre d'affaires de la société EAULECO serait en augmentation en 2002, du fait de la hausse prévisible de la production d'eau minérale et du lancement de celle d'eau gazeuse et du soda.

Perspectives 2002-2003

V.2.1.5.5. L'industrie du tabac

La production de tabac avoisinerait 20 millions de paquets de cigarettes en 2002, elle baisserait de 20 % en 2003, soit 16 millions de tonnes. Le fléchissement de la production en 2003 s'expliquerait par l'arrêt des exportations de cigarettes vers le Congo Brazzaville et la suppression de l'abattement de 40 % sur la base taxable du droit d'accises.

Les investissements réalisés en 2002 s'établiraient à 1,4 milliard de Fcfa, affectés à l'acquisition des installations de préparation du tabac. Le montant des investissements pourrait baisser en 2003.

V.2.1.5.6. La transformation du bois

En 2002, l'industrialisation de la filière bois devrait se poursuivre avec la création de nouvelles unités de transformation, notamment dans les domaines du déroulage et du sciage.

V.2.1.5.7. Le raffinage

En 2002, le volume de brut traité serait en augmentation de 35,3 %, soit 824 000 tonnes, réparties comme suit :

- 724 000 tonnes pour compte propre ;
- 100 000 tonnes pour compte tiers.

Ce volume total passerait à 806 400 tonnes métriques en 2003.

Le chiffre d'affaires de la Sogara se situerait à 111,614 milliards de Fcfa en 2002, en baisse de 1,6% par rapport à 2001. Il déclinerait une seconde fois en 2003 (-2,0 %), atteignant 109,4 milliards de Fcfa.

Les investissements prévisionnels seraient en augmentation de 13 % en 2002, soit 7,1 milliards de Fcfa destinés à l'achat d'un groupe électrogène de secours, la réfection du réseau incendie, l'installation d'un pipeline de huit (8) pouces et à l'aménagement du bac spécifique pour le mélange du brut, en vue d'améliorer les rendements.

Les effectifs, quant à eux, passeraient à 387 agents en 2002, avec l'embauche de 25 agents en emploi-formation, en vue d'assurer la relève du personnel spécialisé dans la production.

V.2.1.5.8. La production de l'eau et de l'électricité

Le secteur Energie consoliderait ses performances en 2002 et 2003. La production d'eau connaîtrait une croissance d'environ 7,9 % en 2002, soit 58,4 millions de m³, avant d'être portée à 63,6 millions de m³ en 2003, augmentant de 9 % par rapport à 2002. Le renforcement des installations avec la mise en marche de la

Perspectives 2002-2003

centrale de NTOUM 6 vers la fin de l'année 2002 et la couverture des zones demeurées longtemps inaccessibles (dans le cadre des travaux relatifs aux fêtes tournantes de l'indépendance) contribuerait à l'augmentation de la production de l'eau.

La production d'électricité évoluerait également à la hausse. Elle se situerait à 1 257,7 Gwh en 2002, en hausse de 5,1 % par rapport à 2001 ; et à 1.333,1 Gwh, en 2003, soit une augmentation annuelle de 6,0 %. L'expansion de la production d'électricité s'expliquerait par l'accroissement du nombre d'abonnés, la bonne tenue de l'activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics et des sociétés telles que Comilog, Cim-Gabon et Sobraga.

Les ventes d'eau et d'électricité se situeraient respectivement à 48,5 millions de m³ et 1040,2 Gwh en 2002, puis à 51,8 millions de m³ et 1102,6 Gwh en 2003, soit des hausses annuelles respectives de 6,8 % et 5,9 %.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes d'eau se monterait à 12,63 milliards de Fcfa en 2002, il passerait à 13,4 milliards de Fcfa en 2003, soit une progression de 6,1%. Celui des ventes d'électricité atteindrait 59,7 milliards de Fcfa en 2002 et augmenterait de 4,8% en 2003, se situant à 62,6 milliards de Fcfa. Ainsi, le chiffre d'affaires global de la SEEG s'élèverait à 72,33 milliards de Fcfa en 2002, puis à 76 milliards de Fcfa en 2003, soit une croissance de 5,1 %.

Les investissements pour l'année 2002 représenteraient une enveloppe globale de 28 milliards de Fcfa, destinés pour moitié à l'achèvement des opérations engagées en 2001

Les effectifs de la société devraient connaître une légère progression pour répondre aux besoins de l'exploitation, notamment la mise en service de nouvelles agences et la création de nouveaux corps de métiers.

V.2.1.5.9. La production de ciment

La production de ciment se consoliderait en se situant à 260 000 tonnes en 2002 et à 293 913 tonnes en 2003, soit une augmentation annuelle de 13 %. Les investissements seraient portés à 1,9 milliard de FCFA en 2003. Ils concerneraient l'ouverture de nouveaux dépôts de ciment dans les localités à forte demande telles que Port-Gentil, Oyem, Franceville et Mouila.

CIM-GABON envisage de céder ses enseignes à d'autres distributeurs afin d'atteindre une plus grande clientèle dans les zones rurales.

V.2.1.5.10. Le BTP

En dépit du ralentissement du programme d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement du réseau routier, les travaux liés à la tenue des fêtes tournantes de l'indépendance,

Perspectives 2002-2003

entraîneraient un accroissement de l'activité dans le secteur. Cela se traduirait par une augmentation de l'ordre de 9,3 % de la production vendue en 2003, soit 147,3 milliards de Fcfa contre 134,8 milliards en 2002.

Le niveau des investissements se situerait à 13,2 milliards de Fcfa en 2002, avant de décliner de 31,8 % pour se situer à 9 milliards de Fcfa en 2003. Ces investissements serviraient à l'entretien et au renouvellement du matériel.

Le lancement des différents chantiers entraînerait un recours massif à la main d'œuvre temporaire et intérimaire. Le nombre de travailleurs saisonniers progresserait ainsi d'environ 30% en 2002, au détriment de la main d'œuvre permanente qui resterait constante.

V.2.1.5.11. Le transport terrestre

A la faveur de l'acquisition de nouveaux bus, la SOGATRA espère réaliser en 2002, un chiffre d'affaires de 1,095 Md de Fcfa contre 634 millions de Fcfa en 2001, soit une hausse de 72,7 %.

V.2.1.5.12. Le transport ferroviaire

Le trafic ferroviaire serait en hausse sur la période 2002-2003, sous l'effet combiné de la hausse de la production de grumes et la bonne tenue du secteur Mines. Globalement, le volume des produits transportés passerait de 3 009 627 tonnes en 2002 à 3.074.070 tonnes en 2003, soit une progression de 2,1 %.

Le transport des passagers, en revanche, serait en retrait de 2,7 %, suite au renchérissement du billet depuis l'introduction de la TVA en juin 2002. On dénombrait ainsi 267 300 voyageurs sur les trains en 2002 et 260.000 voyageurs en 2003.

V.2.1.5.13. Le transport aérien

Les indicateurs du transport aérien évolueraient faiblement sur la période 2002-2003. Le nombre des mouvements commerciaux d'avions passeraient de 27 920 en 2002 à 28 180 en 2003, soit une progression de 0,9 %. Celui de passagers suivrait la même évolution, s'élevant à 768.882 voyageurs en 2002, puis 772 060 en 2003, soit une hausse annuelle de 0,4%.

V.2.1.5.14. Le transport maritime

Le volume de marchandises manipulées dans les principaux ports du Gabon s'établirait à 477 6330 tonnes en 2002, avant d'augmenter de 1,7 % en 2003 pour se situer à 4 856 729 tonnes.

Perspectives 2002-2003

V.2.1.5.15. Les télécommunications

La vigueur de la branche du téléphone mobile se poursuivrait en 2002 et 2003. On prévoit 210 000 abonnés au GSM en 2002. Leur nombre passerait à 235 000 en 2003. Cette évolution s'expliquerait par l'extension du réseau à l'intérieur du pays.

Le téléphone fixe enregistrerait, par contre, une baisse du nombre d'abonnés. Ces derniers passeraient de 32 500 en 2002 à 31 200 abonnés en 2003.

V.2.1.5.16. Le commerce

Les performances du secteur commerce se raffermiraient sur la période 2002-2003.

Le chiffre d'affaires généré par les ventes des produits pétroliers se situerait à 153,9 milliards de Fcfa en 2002 ; il passerait à 159,74 milliards de Fcfa en 2003, soit une hausse annuelle de 3,8 % qui s'explique par l'ouverture de nouveaux points de vente et par la vigueur des BTP. Les investissements de la branche distribution des produits pétroliers s'élèveraient à 3,74 milliards en 2002 et à 4 milliards en 2003.

La branche des produits pharmaceutiques réaliserait en 2002 un chiffre d'affaires de 22,17 milliards de Fcfa. Ce chiffre passerait à 23 milliards de Fcfa en 2003, soit une progression de 3,7%. Le montant des investissements de la branche serait estimé à 368 millions de Fcfa en 2002 et pourrait atteindre 370 millions de Fcfa en 2003.

Les ventes de véhicules porteraient sur un chiffre d'affaires de 110,4 milliards de Fcfa en 2002 et de 100 milliards en 2003, en baisse de 9,4 %. Les investissements des concessionnaires s'élèveraient à 2,5 milliards de Fcfa en 2002 et à 2,1 milliards de Fcfa en 2003, soit une baisse de 16%.

V.2.1.5.17. L'hôtellerie et le tourisme

La branche de l'hôtellerie et du tourisme poursuivrait son expansion en 2002 et 2003. Le chiffre d'affaires des établissements hôteliers se situerait à 15,8 milliards de Fcfa en 2002. Grâce à l'organisation du Festival International de la Mode Africaine (FIMA), le chiffre d'affaires serait porté à 16,12 milliards de Fcfa en 2003, en hausse de 2,0 %. Le taux d'occupation des chambres se consoliderait, passant de 53% en 2002 à 55% en 2003.

V.2.1.5.18. Les services immobiliers

La Société Nationale Immobilière (SNI) enregistrerait un recul de l'activité en 2002, suivi d'une reprise en 2003. Son chiffre d'affaires s'établirait à 2,8 milliards de Fcfa en 2002 et à 4,16 milliards de Fcfa en 2003, soit une augmentation de

Perspectives 2002-2003

48,6 %. Les investissements de la société se chiffraient à 8,54 milliards de Fcfa en 2002 et à 6,78 milliards en 2003, soit une baisse de 20,6 %.

V.2.2. Prévisions macro-économiques 2002-2003

V.2.2.1. L'évolution du PIB

L'économie gabonaise pourrait décroître successivement de 1,2 % en 2002 et de 2,1 % en 2003 après la hausse de 2,2 % du PIB réel enregistrée en 2001. Le recul de l'activité prévu pour les deux prochaines années s'expliquerait essentiellement par la baisse de la production pétrolière qui passerait de 12,89 millions de tonnes en 2001 à 12,3 millions de tonnes en 2002 et 11,3 millions de tonnes en 2003.

Le déclin de la production pétrolière affecterait les performances de l'ensemble du secteur primaire, mais aussi celles des activités du tertiaire, pendant que le secteur secondaire maintiendrait un niveau élevé de l'activité.

Le prix moyen du baril de pétrole gabonais serait de 23,33 dollars US en 2002 et 20,83 dollars US en 2003 contre 22,77 dollars US en 2001. Le dollar s'échangerait à 694,9 Fcfa en 2002 et 660,9 Fcfa en 2003; son cours étant de 733,1 Fcfa en 2001.

V.2.2.1.1. La formation du PIB prévisionnel en 2002

Le PIB nominal s'inscrirait en baisse de 2,9 % en 2002. Ce nouveau recul résulterait de la contribution négative du secteur primaire à la croissance. L'activité de ce secteur serait singulièrement affectée par la contraction de la valeur ajoutée de la branche pétrole confrontée notamment aux effets combinés du déclin de la production et de la baisse des cours du brut.

Les autres activités du primaire enregistreraient une hausse sensible de la valeur ajoutée.

Le secteur secondaire, tiré principalement par les industries du bois, celles de transformation et les BTP, afficherait en 2002 un taux de croissance nominal de 8,8% de la valeur ajoutée.

En effet, la branche des industries du bois consoliderait ses performances à la faveur de la politique d'industrialisation intensive de la filière.

Le regain d'activité dans les BTP résulterait de la poursuite des grands travaux d'infrastructures entrepris par l'Etat (dans le cadre des fêtes tournantes); ce regain devrait tirer l'activité des industries de transformation.

La croissance du secteur tertiaire en 2002 serait négative de 3,3% en nominal, souffrant notamment de la baisse d'activité dans le commerce (avec le repli des

Perspectives 2002-2003

exportations de grumes et des ventes de véhicules industriels notamment). A contrario, l'activité des services, ainsi que du transport et des télécommunications resterait relativement tonique.

Les prévisions du PIB par secteur

(En Milliards de Fcfa)	2001	2002	02/01	2003	03/02
Produit intérieur brut	3 453,9	3 354,4	-2,9%	3 080,8	-8,2%
Pib marchand	3 160,8	3 061,3	-3,1%	2 788,0	-8,9%
Secteur primaire	1 660,1	1 569,7	-5,4%	1 285,4	-18,1%
Agriculture, Élevage, pêche	143,9	147,5	2,5%	155,6	5,5%
Exploitation forestière	76,2	77,9	2,2%	77,9	0,0%
Pétrole brut	1 390,6	1 289,3	-7,3%	992,8	-23,0%
Mines	49,4	55	11,3%	59,1	7,5%
Secteur secondaire	333,6	362,6	8,7%	352,3	-2,8%
Industries agro-alimentaires et boissons	45,1	46	2,0%	48,5	5,4%
Industries du bois	21,1	25,7	21,8%	31	20,6%
Autres industries	91,1	93,5	2,6%	96,4	3,1%
Raffinage	15,4	15,4	0,0%	16,4	6,5%
Électricité	37	37,8	2,2%	38,6	2,1%
BTP	79,8	99,7	24,9%	106,8	7,1%
Recherche, services pétroliers	44,1	44,5	0,9%	14,6	-67,2%
Secteur tertiaire	1 167,1	1 129,0	-3,3%	1 150,3	1,9%
Transport & Communications	185,7	190,5	2,6%	197,4	3,6%
Services	450,4	475,3	5,5%	506,7	6,6%
Commerce	256,9	208	-19,0%	191,4	-8,0%
DTI et TVA	255	236,1	-7,4%	235,2	-0,4%
Service bancaires, assurances	19,1	19,1	0,0%	19,6	2,6%
Services non marchands	293,1	293,1	0,0%	292,8	-0,1%

Source : DGE (Estimations et projections du modèle MEGA)

V.2.2.1.2. Les emplois du PIB prévisionnel en 2002

La baisse de 7,6 % de la valeur des exportations de biens et services non-facteurs en 2002, résultant de la contraction des exportations de pétrole brut, contribuerait fortement à la régression du PIB nominal, compte tenu de la faiblesse de la croissance de la demande intérieure en 2002 (1,4 %).

Evolution des principales composantes de la demande

(En Milliard de Fcfa)	2001	2002	02/01	2003	03/02
Demande intérieure	2 809,4	2 848,8	1,4%	2 843,1	-0,2%
Consommation totale	1 756,0	1 788,9	1,9%	1 814,4	1,4%
Privée	1 218,8	1 268,9	4,1%	1 320,0	4,0%
Publique	537,2	520,0	-3,2%	494,4	-4,9%
Investissement total	1 053,4	1 059,9	0,6%	1 028,7	-2,9%
dont pétrole	455,3	468,0	2,8%	410,1	-12,4%
Hors pétrole*	277,1	274,2	-1,0%	291,5	6,3%
Administration	240,7	232,9	-3,2%	238,5	2,4%
Exportations	1 981,3	1 846,7	-6,8%	1 565,1	-15,2%

Source : DGE (Estimations et projections du modèle MEGA)

* net d'investissements des ménages et des institutions

Perspectives 2002-2003

La demande intérieure pâtirait de l'atonie de l'activité dans le secteur hors pétrole dont la valeur ajoutée nominale stagnerait (0,1 %) pendant que les investissements seraient en baisse de 1,0 %.

La baisse de la consommation et des investissements publics (-3,2%) participerait également à la réduction de l'effet, sur la demande intérieure, de la hausse de 2,8 % des investissements du secteur pétrolier et de 4,1 % de la consommation finale des ménages.

V.2.2.1.3. Les prévisions budgétaires

Les perspectives budgétaires s'inscriraient dans le cadre de la poursuite du programme d'assainissement des finances publiques, avec pour objectifs fondamentaux : l'optimisation des recettes fiscales et la maîtrise des dépenses de fonctionnement. Malgré cette politique d'optimisation des ressources envisagées, les recettes pétrolières connaîtraient un recul, du fait de la baisse conjuguée de la production pétrolière et des cours sur le marché international, prévue en 2002 et 2003 (malgré l'effort de développement de certains champs marginaux). Par contre la relance du secteur hors pétrole occasionnerait une forte amélioration des recettes issues des activités dudit secteur.

L'excédent du solde primaire se réduirait encore de 20,4% en 2002 et 2,6% en 2003 ; il s'établirait respectivement à 330,7 milliards de Fcfa et 322,0 milliards contre 415,5 milliards de Fcfa en 2001.

V.2.2.1.4 Les recettes

Les recettes budgétaires s'évalueraient à 999,6 milliards de Fcfa en 2002 et 943,7 milliards en 2003. Elles seraient en recul de 14,8 % par rapport à l'année 2001 et 5,6% par rapport à l'année 2002, et représenteraient 29,8 % du PIB en 2002 et 30,5 % en 2003, contre 34,0 % en 2001.

Prévisions des recettes de l'Etat

(en milliards de Fcfa)	2000	2001	2002 LFR	2003 PLF	02/01	03/02
Recettes pétrolières	814,8	752,9	510	448,1	-32,3%	-12,1%
Recettes hors pétrole	392,8	420,7	489,6	495,6	16,4%	1,2%
Total des recettes	1 207,6	1 173,6	999,6	943,7	-14,8%	-5,6%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la privatisation

Les recettes pétrolières, en baisse de 32,3% par rapport à l'année 2001, se situeraient à 510,0 milliards de Fcfa en 2002 et 448,1 milliards de Fcfa en 2003. Cette situation, liée à la chute de la production du brut et des incertitudes sur le prix du baril, proviendrait principalement d'un repli du recouvrement des recettes issues de l'impôt sur les sociétés pétrolières, la redevance pétrolière et les dividendes.

Perspectives 2002-2003

Le secteur hors pétrole connaissant une reprise progressive de l'activité, les recettes y relatives seraient de 489,6 milliards de Fcfa en 2002. Ces recettes connaîtraient ainsi une amélioration de 16,4% redevable aux recettes douanières, aux recettes d'impôts directs et indirects. Cette tendance pourrait se poursuivre en 2003, où les recettes non pétrolières s'établiraient à 495,5 milliards de Fcfa, malgré la chute de 5,6% observée dans le rendement des recettes douanières particulièrement. Toutefois, il est envisagé une révision du dispositif fiscal, en vue d'une amélioration du rendement fiscal.

V.2.2.1.5. Les dépenses

Les dépenses budgétaires, hors dette publique, atteindraient 668,9 milliards de Fcfa en 2002 et 621,7 milliards de Fcfa en 2003. Elles diminueraient de 11,8% par rapport à 2001 et de 7,0% par rapport à 2002. La réduction de la dépense publique en 2002 résulterait essentiellement de la contraction de 14,5 % des dépenses de fonctionnement, de 1% de l'investissement et de 18,2% des prêts nets.

Cette tendance pourrait se poursuivre en 2003 avec l'effort de redressement annoncé des finances publiques.

(En milliards de Fcfa)	2000	2001	2002 LFR	2003 PLF	02/01	03/02
Fonctionnement	462,7	556,7	476,0	456,7	-14,5%	-4,1%
Salaires et traitements	216,6	219,6	217,0	215	-1,2%	-0,9%
Biens et Services	128,3	177,0	132,1	125,8	-25,4%	-4,8%
Transferts et Subventions	117,8	160,1	126,9	115,9	-20,7%	-8,7%
Investissements	105,2	163,6	161,9	165,0	-1,0%	1,9%
Ressources propres	82,4	154,3	138,5	119	-10,2%	-14,1%
Finex	22,8	9,3	23,4	25,1	151,6%	7,3%
Prêts nets	6,2	37,9	31,0		-18,2%	
Total dépenses	574,1	758,2	668,9	621,7	-11,8%	-7,1%

Source : Ministère de l'Économie, des finances, du Budget et de la Privatisation

La réduction des dépenses de fonctionnement découlerait principalement de la maîtrise des différents postes, à savoir : les traitements et salaires, la consommation d'eau, d'électricité et de téléphone, les transports et déplacements, l'entretien administratif et les bourses, dans la limite des dotations inscrites.

Cette maîtrise serait liée cependant à une application effective et rigoureuse des dispositions réglementaires contenues dans la loi de finances rectificative 2002.

Par contre, la réduction de 1% des dépenses d'investissement résulterait du recul des ressources propres (-10,2%), pendant que le financement extérieur augmenterait de 151,6% en 2002. Ce financement extérieur vise les projets prioritaires axés sur le développement des infrastructures et la lutte contre la pauvreté.

Perspectives 2002-2003

V.2.2.2. La dette publique

Le service de la dette publique serait évalué à 591,9 milliards de Fcfa dans la loi de finances initiale 2002, contre 654,7 milliards de Fcfa dans la loi de finances rectificative 2002, soit une hausse de 10,6%.

Prévision du service de la dette publique

(En milliards de Fcfa)	2001	2002 (LFI)	2002 (LFR)	2003 (PLF)
Dette extérieure	520,7	370,9	416,8	543,9
Intérêts	251,4	139,1	128,5	117,9
Principal	269,3	231,8	228,3	215,6
Arriérés	0,0	0,0	60	210,4
Dette intérieure	106,4	221,0	237,9	211,8
Intérêts	14,1	13,7	17,8	10,3
Principal	92,3	86,5	88,4	77,8
Arriérés			12,5	
Autres		120,8	119,2	123,7
Total	627,1	591,9	654,7	755,7

Source : DGCP

Toutefois, la contrainte financière de l'Etat demeurant forte, le règlement intégral du service de la dette ne saurait être possible en l'absence d'un traitement efficace de la dette publique en accord avec les créanciers extérieurs.

Pour l'année 2003, le service prévisionnel de la dette publique se situerait à 755,7 milliards de Fcfa, à raison de 543,9 milliards de Fcfa pour la dette extérieure et 211,8 milliards de Fcfa pour la dette intérieure. L'augmentation de 15,4 % de la dette publique en 2003 résulterait de la hausse du montant des arriérés sur la dette extérieure.

V.2.2.3. La balance de paiements prévisionnelle

En 2002, le solde global de la balance des paiements se détériorerait de 75%. Le déficit global s'établirait à 218,1 milliards de Fcfa, soit 6,9% du PIB. Cette aggravation résulterait essentiellement de la nette dégradation du solde des transactions courantes, et cela malgré l'amélioration du solde des mouvements des capitaux.

V.2.2.3.1. La balance des transactions courantes

Le solde de la balance courante deviendrait négatif en 2002 (-262,4 milliards de Fcfa contre 17 milliards en 2001). Ce déficit courant représenterait 8,3% du PIB et résulterait de la réduction de l'excédent commercial.

La balance commerciale

L'excédent commercial se réduirait de 34,5% en 2002, en raison essentiellement de la baisse des exportations.

Perspectives 2002-2003

Les exportations totales en valeur diminueraient de 23,1%, pour s'établir à 1441,6 milliards de Fcfa en 2002. Cette contraction serait due à la baisse des quantités exportées de pétrole, du cours du dollar et du prix du baril. Les importations connaîtraient une légère hausse de 0,8% (606,3 milliards), aggravant ainsi le repli du solde global. Cette variation des importations serait liée à l'investissement dans les secteurs agricole, forestier, industriel et commercial.

La balance des services et des transferts

Le solde négatif de la balance des services reculerait (13%) en 2002 et se situerait à 1047,4 milliards. Cette amélioration proviendrait notamment de la réduction du déficit des revenus (-521,8 milliards en 2002 contre -674,6 milliards en 2001), en raison de la baisse des intérêts dus au titre de la dette publique et de la rémunération des capitaux privés. Le déficit de la balance des transferts quant à lui progresserait de 6%.

Prévision des soldes caractéristiques de la balance des paiements

(En milliards de Fcfa)	2000	2001	2002	02/01
1. Transactions courantes	712,8	16,9	-262,3	-1652%
A. Biens et services	757,7	64,2	-212,1	-430,4%
a. Biens	1 796	1 274,3	835,3	-34,5%
b. Services	-1 038,3	-1 210,1	-1 047,4	13,4%
B. Transferts sans contreparties	-44,9	-47,3	-50,2	-6,1%
2. Mouvement de capitaux	-677,1	-135,2	44,3	132,8%
3. Erreurs & Omissions	-103,4	-6,5	0,0	100,0%
4. Balance globale	-67,8	-124,7	-218,1	-74,9%

Source : BEAC

V.2.2.3.2 La balance des capitaux

En 2002, les mouvements de capitaux devraient être positifs, ils se solderaient par une entrée nette de capitaux de 44,3 milliards de Fcfa (1,4% du PIB) contre une sortie de 135,2 milliards en 2001.

Le secteur public enregistrerait une meilleure mobilisation des capitaux auprès de la communauté financière internationale, tout en maintenant l'effort de remboursement sur la dette publique extérieure. Le secteur privé devrait poursuivre ses efforts d'investissement.

V.2.2.4. L'emploi, les salaires et les prix

V.2.2.4.1. L'emploi

En 2002, le marché du travail serait marqué par une stagnation du niveau général de l'emploi, due au tassement de l'activité dans la quasi-totalité des branches de

Perspectives 2002-2003

l'économie. Le chômage demeurerait préoccupant avec un taux qui se situerait au dessus de 20 %.

Les effectifs salariés du secteur moderne augmenteraient de 0,7 % par rapport à 2001. Cette évolution résulterait de la hausse de 8,1 % du nombre d'agents dans les administrations et de la baisse de 5,6 % du nombre des emplois dans le secteur privé.

V.2.2.4.2. Les salaires

La masse salariale globale du secteur moderne baisserait de 2,9 % en 2002, en raison de la réduction de 3,1 % des rémunérations versées dans le secteur privé où, la morosité économique occasionnerait des pertes d'emplois. Dans le secteur public, les traitements et salaires reculeraient de 2,5 % conformément à la politique du gouvernement orientée vers la maîtrise des dépenses publiques et ce, malgré la hausse des effectifs qui interviendrait dans l'administration centrale.

V.2.2.4.3 Les prix

La faiblesse de l'activité en 2002 (taux de croissance de -1,2 %) serait accompagnée d'une inflation modérée (1 % contre 2,1 % en 2001). Cette inflation rampante serait notamment liée à la faible augmentation des prix des produits locaux (1,4 %) et à la quasi-stagnation de ceux des produits importés (0,4 %). Elle traduirait également le recul du niveau de l'activité économique dans un contexte de contraction de la demande intérieure.

V.2.2.5. La monnaie et le crédit en 2002

La situation monétaire en 2002 se caractériserait par :

- une progression de la masse monétaire (M2) et des ressources extra-monétaires ;
- un repli du crédit intérieur ;
- une amélioration de la Position Nette du Gouvernement ;
- une forte reconstitution des avoirs extérieurs nets et du solde du compte d'opérations ;

Le total des ressources du système monétaire large pourrait augmenter de 11,9 % en 2002, en raison de la hausse de 12,9 % de la masse monétaire prévue pour la même année. Les évolutions de la quasi-monnaie (13,4 %) et des disponibilités monétaires (12,6 %, du fait de la hausse de 19,5 % de la monnaie scripturale) participent au relèvement de la masse monétaire. Les ressources extra-monétaires augmenteraient, quant à elles, de 7,8 %.

La hausse des contreparties de la monnaie résulterait de la forte reconstitution des avoirs extérieurs qui atteindraient 105,1 milliards de Fcfa en

Perspectives 2002-2003

2002 contre une position négative de 11,5 milliards de Fcfa en 2001, et de l'augmentation de 4,5 % des créances sur l'économie. Les créances nettes sur l'Etat pourraient baisser de 22,2 % en 2002, en raison de la poursuite du désengagement de l'Etat par le remboursement de la dette intérieure.

V.3. LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT

La politique économique, financière et sociale du gouvernement en 2002 tiendrait compte de la structure de l'économie gabonaise, marquée par une forte dépendance vis à vis des produits d'exportation et une charge excessive de la dette publique; elle vise ainsi, à diversifier l'économie, en accentuant l'effort d'industrialisation dans les secteurs de la forêt, de l'agriculture, de la pêche et des mines. Il s'agira également de développer les services et de poursuivre le désengagement de l'Etat du secteur productif, l'amélioration de la gestion des finances publiques, tout en accélérant les réformes structurelles, en vue d'atteindre les objectifs énoncés le 12 mars 2002, lors de la déclaration de politique générale du Premier Ministre à l'Assemblée Nationale. La politique du gouvernement est inspirée du Pacte national de solidarité et de développement (PNSD) proposé aux gabonais par le Président de la République lors du scrutin présidentiel de décembre 1998 ; elle est, en outre, enrichie par l'idée de la refondation de l'Etat.

L'action du gouvernement, dans la perspective de la signature d'un nouveau programme avec le FMI, sera orientée principalement vers la recherche d'une croissance soutenue et durable de l'économie afin d'en assurer une répartition plus équilibrée des fruits, par un niveau d'emploi stable, un logement décent, une meilleure couverture sanitaire et un système éducatif mieux adapté et efficace.

Cette action s'articule autour de la restauration des grands équilibres macroéconomiques, l'accélération des réformes structurelles et l'adoption des mesures sectorielles adéquates. Les différentes mesures préconisées par le gouvernement concerneront la politique budgétaire, la politique sociale, la politique sectorielle et le programme des réformes structurelles.

V.3.1. La politique budgétaire

La politique budgétaire du gouvernement en 2002 a été renforcée à travers une loi de finances rectificative, tout en réaffirmant les orientations contenues dans la loi de finances initiale. Il s'agira, dans ce domaine, de maintenir l'effort d'assainissement des finances publiques par l'amélioration du rendement fiscal, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et l'efficacité des dépenses d'investissement. La politique budgétaire du gouvernement consiste également en la recherche des solutions au lancinant problème de la dette publique.

Perspectives 2002-2003

L'amélioration du rendement fiscal

La baisse continue des recettes pétrolières appelle de la part du gouvernement la mise en place des mesures visant à améliorer les recettes non pétrolières. Ces mesures porteront sur la dynamisation du recouvrement, l'élargissement de l'assiette fiscale, la modification de certaines dispositions fiscales.

Dans le cadre de l'amélioration du recouvrement des impôts et taxes, le gouvernement prévoit :

- la mise en place du précompte TVA dans toutes les agences comptables,
- l'élaboration d'une stratégie de recouvrement des arriérés d'impôt en particulier la TVA et l'IS,
- le rétablissement du mécanisme d'indexation des produits pétroliers qui permettra un meilleur rendement de la taxe et l'équilibre de l'outil de production,
- la réorganisation des services fiscaux, la mise en réseau des services ordonnateur et liquidateur avec la Direction générale des services du Trésor et la mobilisation des moyens humains et matériels qui permettra la cohésion de l'ensemble des services fiscaux,

En ce qui concerne l'élargissement de l'assiette fiscale, l'action du gouvernement se traduira par :

- la suppression de l'exonération dont bénéficie la Banque gabonaise de développement, tout en maintenant l'exonération sur les prêts immobiliers ne dépassant pas 70 millions de Fcfa,
- une restriction du champ d'application des mesures d'exonération fiscales sur les investissements touristiques aux seuls investissements hôteliers dont le montant est supérieur à 1,8 milliard de Fcfa hors taxes ;

La modification de certaines dispositions fiscales concerne : le relèvement des droits d'accises sur la bière, le vin et les cigarettes, la révision de la fiscalité applicable en matière d'exportation d'Okoumé et d'Ozigo en grumes, le rétablissement à 5% du droit de sortie sur les bois sciés.

La maîtrise des dépenses

Dans ce volet, les efforts du gouvernement concerneront la réduction de tous les postes de dépenses : services publics, transports et déplacements, fournitures spécifiques, masse salariale, transferts et subventions. Ces efforts consisteront essentiellement en :

- l'application stricte des mesures de gestion relatives au recensement des fonctionnaires, aux recrutements, aux promotions à titre exceptionnel et à la mise à la retraite ; afin de contenir les dépenses de traitement et salaires dans la limite des crédits ouverts ;

Perspectives 2002-2003

- une plus grande rigueur dans la gestion des bourses et accessoires de bourses, notamment par la réduction du nombre de boursiers à l'étranger, l'application stricte des critères d'octroi des bourses d'études ;

- une réduction des interventions de l'Etat auprès des entreprises publiques et parapubliques en poursuivant le programme de désengagement pour un coût arrêté à 35,4 milliards de Fcfa en 2002 ;

- une concentration des dépenses d'investissements sur des projets prioritaires, afin d'éviter la dispersion des ressources disponibles ;

- la poursuite des mesures de bonne gouvernance : amélioration du système d'information intégré, redéfinition des rôles des directions générales du contrôle financier, du budget et de la comptabilité publique, création d'un pôle dette et renforcement des moyens et de la capacité institutionnelle de la Cour des comptes; et de transparence : respect de l'orthodoxie financière par l'amélioration de la préparation, la présentation et la transparence du budget.

Le désendettement de l'Etat

Dans le cadre de sa politique de gestion de la dette publique, les efforts du gouvernement visent notamment, la réduction des engagements vis à vis des créanciers intérieurs et extérieurs, ce qui se traduit par une baisse de l'encours de la dette publique consécutive au respect des règlements à échéance.

Pour l'année 2002, compte tenu du niveau élevé du ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires (45%), un traitement adéquat du stock de la dette extérieure est rendu nécessaire.

La date butoir, fixée à 1986 pour le Gabon, réduit le montant des encours éligibles au réaménagement dans le cadre du Club de Paris. L'assistance des créanciers comme complément aux efforts d'ajustement du Gouvernement devrait permettre de réduire le service de la dette.

V.3.2. Les politiques sectorielles

En vue de relancer la croissance, le gouvernement entend accélérer la diversification de l'économie. Il s'agit d'accroître l'efficacité du système productif en mettant l'accent sur des secteurs créateurs de forte valeur ajoutée tels : la forêt, la pêche, l'agriculture, les mines et le tourisme.

La forêt

La politique gouvernementale en matière de forêt s'articule autour de trois axes :

- la gestion durable des forêts :

Dans ce domaine, les mesures concernent : la mise en œuvre des plans d'aménagement dont les études de faisabilité couvrent actuellement 3 millions d'hectare, la délimitation

Perspectives 2002-2003

des forêts communautaires dans les zones rurales dont l'exploitation garantirait un revenu aux populations villageoises, le suivi des exploitations forestières qui nécessiterait des contrôles réguliers.

- l'industrialisation de la filière bois :

Dans le but de promouvoir une industrie performante et diversifiée de transformation du bois, la dérogation partielle au monopole détenu par la SNBG sur la commercialisation de l'Okoumé et de l'Ozigo, décidée en août 2001, est maintenue en 2002.

- La préservation des écosystèmes forestiers

Afin de préserver la biodiversité, il est prévu de classer 4 millions d'hectares en aires protégées sur les 20 millions que compte le pays.

La pêche

Conscient des atouts du Gabon dans le domaine de la pêche, le gouvernement poursuivra le programme d'industrialisation et de développement de la pêche artisanale dont les actions concernent : l'implantation d'une unité industrielle à Owendo pour la production de poisson fumé, salé et de conserves ; la création d'un centre de formation professionnelle en pêche artisanale ; l'élaboration d'un code de pêche qui prend en compte les contraintes et les politiques édictées par les instances internationales, notamment la gestion durable et responsable des ressources halieutiques.

L'objectif des pouvoirs publics étant d'améliorer l'approvisionnement du marché national en produits de la pêche et d'accroître la contribution de ce secteur au produit intérieur brut, il est prévu pour l'année 2002, l'actualisation du plan directeur de développement de la pêche industrielle au Gabon et la mise en place d'un service de contrôle de la qualité et d'inspection sanitaire des produits de pêche. Ce service devra, entre autres missions, assurer la mise aux normes sanitaires du Gabon en matière d'exportation des produits de la pêche vers l'Union Européenne.

L'agriculture

Les actions du gouvernement dans le domaine agricole visent la réduction de la dépendance du pays vis à vis de l'extérieur pour l'approvisionnement en produits alimentaires. A cet effet, une stratégie de développement rural a été élaborée avec l'appui de la Banque Mondiale et du PNUD. Cette stratégie prévoit un programme de relance des activités du secteur agricole sur cinq ans (2001-2005), avec pour objectifs principaux :

- l'accroissement rapide de la production alimentaire pour réduire les importations ;
- la fourniture d'une alimentation suffisante et bon marché ;
- l'amélioration de la production des cultures de rente ;

Perspectives 2002-2003

- le renouvellement de la population rurale par l'installation de jeunes exploitants agricoles ;
- la diversification des productions agricoles en vue d'une multiplication des sources de revenus ;
- l'organisation des filières de production et de commercialisation ;
- l'encadrement des planteurs villageois dans le développement des cultures de rente ;
- la réorganisation et le renforcement des capacités de recherche et de formation agricoles.

Les mines

En vue de relancer l'activité dans le secteur des mines, le gouvernement portera ses actions sur :

- la prospection du domaine minier,
- le contrôle de la production et des exportations pétrolières,
- l'incitation des petites sociétés à exploiter les champs marginaux de pétrole,
- la réalisation du projet SOMIMO.

Les investissements de l'Etat dans le secteur minier se chiffrent à 1,2 milliard de Fcfa en 2002.

Le tourisme et l'artisanat

Les actions du gouvernement dans ces secteurs concernent :

- la réalisation des projets " Front de mer " au Port Môle et " Marina " à la Sablière,
- l'utilisation optimale des hôtels appartenant à l'Etat,
- la restructuration de GABONTOUR,
- la création d'une chambre des métiers artisanaux,
- le recensement et l'encadrement des artisans gabonais.

Les infrastructures

En l'an 2002, le gouvernement mettra l'accent sur la route, les ports et les aéroports.

En ce qui concerne la route, il est prévu dès 2002, entre autres mesures, un programme d'aménagement routier qui porte sur 2500 km à réaliser pendant 10 ans. Ce programme, qui s'intègre dans le plan directeur défini dans le cadre du Projet d'ajustement et de planification des secteurs urbain et transport (PAPSUT), prévoit d'aménager, en moyenne, 200 à 250 km de route par an.

Perspectives 2002-2003

Dans le domaine des ports, l'effort du gouvernement porte actuellement sur la réhabilitation du port d'Owendo et sur la recherche de partenaires pour le développement du port en eau profonde de Santa Clara.

Pour les aéroports, l'action du gouvernement s'inscrit dans la poursuite du programme de modernisation de certains aérodromes provinciaux.

V.3.3. Le programme des réformes structurelles

Pour l'année 2002, un accent particulier sera mis sur l'accroissement de l'efficacité des institutions publiques, en l'occurrence celles relatives à l'attractivité de l'environnement économique et la privatisation des entreprises publiques et parapubliques.

L'attractivité de l'environnement économique

Il s'agit, pour améliorer le cadre des affaires au Gabon, de préserver la crédibilité de l'Etat auprès de la communauté financière internationale, consolider l'Etat de droit, améliorer l'efficacité des institutions et les textes réglementaires et poursuivre la réforme administrative.

La privatisation des entreprises publiques et parapubliques

La mise en œuvre du programme de privatisation en 2002 concernera :

- les restructurations d'Agrogabon et d'Eauleco,
- la privatisation d'Hévégab, de Gabontélécom, d'Air Gabon, de la CFG et de la CNI,
- la mise en place de Gabonposte et des organes de régulation poste et télécom,
- les mesures d'accompagnement des liquidations de la SIAEB et de la SOGADEL,
- le règlement moratorié des dettes des entreprises privatisées ou liquidées.

V.3.4. La politique sociale et de l'emploi

Le gouvernement entend, à travers sa politique sociale et de l'emploi, poursuivre la lutte contre la pauvreté dont le programme s'étalera sur trois ans (2002-2004) pour un coût total fixé à 180,223 milliards de Fcfa. Pour l'an 2002, un accent sera porté sur la santé, l'éducation, l'habitat, la formation professionnelle, la lutte contre l'insécurité et l'emploi.

La santé

Dans ce domaine, l'action du gouvernement en 2002 concernera :

- la mise en service de 4 nouveaux hôpitaux qui devraient contribuer à réduire le nombre des évacuations sanitaires vers Libreville et offrir des soins de qualité aux populations habitant près desdits hôpitaux,

Perspectives 2002-2003

- le renforcement des actions préventives telles le Programme élargi de vaccination (PEV) et le Programme national de lutte contre le sida (PNLS),
- l'amélioration de la couverture sanitaire et de l'accès des populations aux soins primaires.

L'éducation

Dans le but d'améliorer le système de l'enseignement, l'action du gouvernement consistera à lever les nombreux goulots d'étranglement que sont : l'insuffisance des capacités d'accueil, le déficit quantitatif et qualitatif d'enseignants, les faibles rendements. Cette action se traduira par :

- la poursuite des projets exécutés en partenariat avec la BAD, la BID, le Peace Corps...,
- la finalisation de la carte scolaire,
- le renforcement des structures d'hygiène scolaire,
- la réhabilitation des structures détériorées,
- l'élargissement de l'opération pilote d'intégration de l'enseignement informatique au secondaire.

La formation professionnelle

Afin d'adapter l'enseignement professionnel aux besoins réels du marché de l'emploi, le gouvernement se propose :

- d'offrir des formations variées et génératrices d'emplois pour lutter contre le chômage, notamment celui des jeunes déscolarisés en complétant le dispositif actuel par la création d'un centre de formation agricole et d'un institut de formation des formateurs à Franceville,
- de recentrer les programmes de formation dans les métiers qui offrent des opportunités d'emplois salariés et d'auto-emploi,
- l'utilisation du centre Jean violas pour la formation professionnelle étendue à l'ensemble des opérateurs économiques dans divers métiers.

La lutte contre l'insécurité

En vue de lutter contre l'insécurité, l'action du gouvernement consistera à maîtriser les flux migratoires et à mettre en place une politique sélective d'immigration tout en tenant compte de l'intégration sous-régionale.

A cet égard, le gouvernement prévoit, dès 2002, non seulement l'augmentation des effectifs de la police à hauteur de 200 postes par an pendant cinq ans, mais également la poursuite des mesures arrêtées lors du dernier Conseil de sécurité, dont les plus importantes sont :

- la redynamisation des opérations traditionnelles de la Police et de la Gendarmerie Nationale,

Perspectives 2002-2003

- le renforcement de la présence militaire aux frontières terrestres et maritimes avec notamment la création de cinq régions de police de contrôle d'immigration,
- la création d'une commission interministérielle sur la sécurité, chargée de proposer des mesures appropriées de lutte contre l'insécurité.

L'emploi

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, le gouvernement prévoit des actions qui s'articulent autour de trois axes :

- le renforcement des capacités par la création de pôles de formation tel le projet de technopôle du Cap Estérias,
- l'insertion dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois par l'intermédiaire de l'Office National de l'Emploi qui, dans le cadre du Pacte nationale de l'emploi, a identifié, pour l'année 2002, deux mille places vacantes dans les entreprises,
- le développement du secteur des PME/PMI par la création ou la réhabilitation de deux cents unités par an, grâce à un encadrement des promoteurs exerçant dans le secteur informel, en vue de leur intégration dans le secteur structuré.

V.3.5. La politique monétaire

En 2002, la politique monétaire préconisée par les autorités de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale se traduirait par une légère détente des taux d'intérêt qui accompagnerait l'effort de réduction du coût du crédit, afin de créer les conditions d'une reprise des investissements.

Tableau de bord de l'économie

C O N C L U S I O N

L'environnement international devrait s'améliorer progressivement en 2002 après le net ralentissement de l'activité économique du Globe en 2001. Le taux de croissance du Pib mondial se situerait à 2,6 % en 2002 contre 2,4 % en 2001, avant de remonter à 4 % en 2003.

Ce scénario serait dicté par la courbe d'évolution de l'économie américaine qui, du reste, entraînerait sur son sillage les économies des autres pays industrialisés. Les pays en développement et ceux en transition se montreraient plus dynamiques et connaîtraient des taux de croissance supérieurs à la moyenne mondiale.

Les cours des principales matières premières s'inscriraient à la hausse, reflétant la reprise graduelle de l'économie mondiale.

Au niveau national, la période 2002-2003 serait marquée par des baisses successives du Pib en valeur : -3,5 % en 2002 et -6,6 % en 2003 ; et du Pib à prix constants : -1,2 % en 2002 et -2,6% en 2003. Cette orientation à la baisse du produit intérieur brut s'expliquerait par la contraction de la valeur ajoutée pétrolière qui résulterait des effets conjugués du déclin de la production et du cours du pétrole brut, ainsi que du taux de change du dollar américain. Les activités du secteur hors-pétrole connaîtraient également une faible activité sur la période, du fait essentiellement du recul de la demande intérieure, notamment les investissements.

Sur le plan budgétaire, les perspectives s'inscriraient dans le cadre de la poursuite des efforts de redressement des finances publiques, avec pour objectifs fondamentaux : l'optimisation des recettes fiscales (notamment celles d'origine non pétrolière) et la maîtrise des dépenses de fonctionnement, afin de parvenir à la signature d'un nouveau programme avec le FMI.

Les comptes extérieurs pourraient se détériorer en 2002. Le déficit du solde global, qui représenterait cette année 6,9 % du Pib, résulterait de l'effondrement prévisible du solde commercial, non compensé par les gains qui proviendraient des mouvements des capitaux.

Le défi majeur du gouvernement demeure le rétablissement d'une croissance économique soutenue et durable. Cela commande que soient poursuivis les efforts de diversification de l'économie, notamment par l'industrialisation de certains secteurs. Parmi les axes prioritaires de l'action du gouvernement, figureraient également le développement des services et le désengagement de l'Etat du secteur productif.

A N N E X E S

OPERATIONS FINANCIERES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE (en milliards de Fcfa)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Total des recettes et dons	335,0	376,3	350,5	358,9	363,3	835,7	874,7	1030,1	912,2	813,6	1207,7	1173,6
Recettes totales	329,0	372,3	349,0	354,9	354,0	835,7	874,7	1030,1	912,2	813,6	1207,7	1173,6
Recettes pétrolières	146,0	178,6	156,9	157,3	157,3	469,2	533,6	644,2	498,7	368,6	814,8	752,9
Recettes non pétrolières	183,0	193,7	192,1	197,6	196,7	366,5	341,1	385,9	413,5	445,0	392,9	420,7
Recettes exceptionnelles												
Dons	5,7	4,0	1,5	4,0	8,4							
Total des dépenses	389,9	407,1	418,4	438,2	592,4	651,0	670,0	980,2	1281,6	779,5	786,0	1024,0
Dépenses courantes	321,5	327,3	339,4	360,5	461,2	515,0	522,1	630,6	918,8	660,6	674,7	860,4
Traitements et salaires	126,0	132,1	143,7	149,1	165,1	178,1	184,8	195,7	204,9	214,0	216,6	219,6
Biens et services	85,5	85,4	85,7	85,1	113,8	112,9	142,6	140,1	204,2	124,2	128,3	177,0
Transferts	19,7	17,8	15,9	19,3	26,0	23,0	21,6	102,8	308,1	126,5	117,8	160,1
Intérêts dus	90,3	92,0	94,1	107,0	156,3	201,0	173,1	192,0	201,6	195,9	212,0	303,7
Intérieurs	20,2	19,6	20,3	23,7	38,8	37,4	25,2	29,1	24,3	25,6	27,8	34,3
Extérieurs	70,1	72,4	73,8	83,3	117,5	163,6	147,9	162,9	177,3	170,3	184,2	269,4
Dépenses en capital	68,4	79,8	79,0	77,7	131,2	136,0	147,9	349,6	362,8	118,9	105,1	163,6
Solde primaire	35,4	61,2	26,2	27,7	161,5	365,7	377,8	295,7	-139,1	230,0	633,7	415,4
Solde global (base engagements)	-54,9	-30,8	-67,9	-79,3	5,2	184,7	204,7	49,9	-369,6	34,1	421,7	111,7
Variation des arriérés de paiements	55,6	67,0	63,7	38,5	-370,3	-53,6	-125,1	-5,9	81,0	4,3	-276,2	52,8
Extérieurs	54,8	64,9	44,6	32,7	-281,2	-	-	-	97,8	104,5	-201,3	26,6
Intérieurs	0,8	2,1	19,1	5,8	-89,1	-53,6	-125,1	-5,9	-16,8	-100,2	74,9	26,2
Solde global (base caisse)	0,7	36,2	-4,2	-40,8	-365,1	131,1	79,6	44,0	-288,6	38,4	145,5	164,5
Financement	-0,7	-34,1	13,5	48,8	408,0	-26,1	-46,5	-44,1	288,3	-38,4	-145,4	-164,5
Financement extérieur	29,4	-22,9	-37,2	8,8	377,2	54,3	82,7	-4,1	-14,3	-6,7	160,3	-213,6
Tirages	28,4	43,1	26,7	16,8	109,7	83,0	101,5	53,8	28,9	29,2	22,7	9,3
Rééchelonnement	80,5	5,0	6,0	-	800,2	171,8	150,8	122,9	0,0	-	634,3	29,4
Remise de la dette	-	-	-	-	72,7	22,4	21,9	20,0	19,0	18,0	17,0	22,9
Amortissement	-79,5	-85,3	-89,0	-94,3	-183,6	-222,9	-191,5	-200,8	-191,7	-194,5	-271,6	-309,7
Arriérés (= réduction)	-	14,3	19,1	86,3	-421,8	-	-	-	129,5	140,6	-271,6	34,5
Financement intérieur	127,0	-11,2	50,7	40,0	30,8	-80,4	-36,2	-40,0	302,6	-31,7	-305,7	49,1
Système bancaire (net)	89,1	-44,9	78,7	23,8	65,5	13,3	-0,7	-31,4	122,0	-24,6	-175,4	144,7
Non bancaire	-116,0	33,7	-28,0	16,2	-34,7	-93,7	-35,5	-8,6	180,6	-7,1	130,3	-95,6
Cap de financement	0,0	2,1	9,3	8,0	42,9	105,0	126,1	-0,1	-0,3	0,0	0,1	0,0

N.B. La présentation des données du TOFE a été modifiée pour les années 1997-2000

Annexes

REPARTITION SECTORIELLE DE LA VALEUR AJOUTEE (en milliards de Fcfa)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Secteur primaire	675,4	636,1	603,3	617,7	1203,2	1242,1	1550,2	1551,5	961,8	1310,6	1973,0	1660,1
Agriculture, élevage, pêche	94,3	96,5	100,4	97,9	115,5	123,7	128,0	132,0	134,0	134,9	138,3	143,9
Exploitation forestière	24,4	19,7	21,7	31,9	95,9	75,1	78,5	92,4	51,7	74,5	85,9	76,2
Industries extractives	556,7	519,9	481,2	487,9	991,8	1043,3	1343,7	1327,1	776,1	1101,2	1748,8	1440,0
Dont pétrole	510,6	487,0	447,5	463,0	942,7	991,6	1289,4	1274,4	713,8	1049,4	1702,0	1390,6
Secteur secondaire	174,8	198,2	190,5	204,8	232,5	252,9	269,1	341,0	365,0	300,8	280,9	333,7
Industrie manufacturière et énergie	120,0	137,2	132,4	140,9	149,0	160,1	169,6	188,6	206,2	224,0	227,0	253,9
Bâtiment et travaux publics	54,8	61,0	58,1	63,9	83,5	92,8	99,5	152,4	158,8	76,8	53,9	79,8
Secteur tertiaire	396,3	428,3	421,0	440,4	581,8	628,9	671,4	742,4	804,4	790,7	814,8	912,2
Commerce	130,2	138,1	138,0	147,1	223,6	222,3	221,6	232,0	250,8	232,5	238,7	256,9
Transports	95,7	110,1	105,0	108,5	133,6	129,5	152,2	164,4	172,1	160,7	165,8	185,7
Autres services	170,4	180,1	178,0	184,8	224,6	277,1	297,6	346,0	381,5	397,5	410,3	469,6
Services non marchands	177,9	187,3	198,9	201,1	225,9	235,1	244,7	259,1	278,1	287,9	290,7	293,1
PIB au coût des facteurs	1424,4	1450,0	1414,0	1464,0	2243,0	2359,0	2775,0	2937,9	2457,4	2734,4	3430,0	3260,8
Droits et taxes à l'importation	53,0	74,3	66,5	68,8	83,4	116,1	177,5	215,2	235,8	181,0	246,9	255,0
PIB aux prix du marché	1477,4	1524,2	1480,2	1532,8	2326,8	2475,1	2912,9	3109,2	2645,1	2871,0	3606,3	3454,1

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Activité (en milliards de Fcfa)												
PIB aux prix de 1991	1437,7	1524,1	1477,1	1535,8	1668,4	1671,4	1732,2	1831,7	1895,3	1725,8	1692,8	1729,5
Pétrole	441,3	487,0	469,0	507,4	570,1	575,1	582,3	572,7	547,1	483,2	420,9	398,0
Hors pétrole	996,4	1037,1	1008,1	1028,4	1098,3	1096,3	1149,9	1259,0	1348,2	1242,6	1271,9	1331,5
PIB aux prix courants	1477,6	1524,2	1480,3	1550,8	2326,8	2475,2	2912,8	3109,1	2645,0	2871,0	3606,3	3454,1
Pétrole	510,8	487,0	447,5	483,0	942,7	991,6	1289,4	1274,4	713,8	1049,4	1702,0	1390,6
Hors pétrole	966,8	1037,2	1032,8	1067,8	1384,1	1483,6	1623,4	1834,7	1931,2	1821,6	1904,3	2063,5
Déflateur du PIB	1,0	1,0	1,0	1,0	1,4	1,5	1,7	1,7	1,4			
Indice des prix à la consommation	311,8	322,1	287,4	288,9	393,3	431,2	444,4	454,4	466,1	464,8	467,1	477,0
Variation annuelle (en %)		3,3	-10,8	0,4	36,1	9,6	3,1	2,3	2,6	-0,7	0,5	2,1
Secteur extérieur (Milliards de Fcfa)												
Exportations f a b	678,1	629,0	597,5	658,7	1323,8	1361,6	1705,6	1770,1	1125,4	1538,5	2364,2	1875,5
Pétrole	534,4	513,3	487,5	503,4	1019,2	1062,8	1376,2	1402,7	833,3	1154,8	1864,2	
Importations f a b	219,2	242,9	234,7	293,3	420,9	439,7	491,9	601,5	636,2	560,6	568,2	601,2
Budget (en milliards de Fcfa)												
Recettes totales	328,9	372,3	349,0	354,9	589,2	835,7	874,7	1029,9	912,1	813,6	1207,7	1173,6
Recettes pétrolières	145,7	178,6	156,9	157,3	324,9	469,2	533,6	643,9	498,3	368,6	814,9	752,9
Recettes non pétrolières	183,2	193,7	192,1	197,6	264,3	366,5	341,1	386,0	413,8	445,0	392,8	420,7
Dépenses totales	389,5	407,1	418,4	438,2	592,4	650,9	670,1	788,2	1080,0	583,6	574,0	758,2
Dépenses courantes	321,1	327,3	339,4	360,5	461,2	514,9	522,2	438,6	717,2	464,7	469,0	594,6
Dépenses d'équipement	68,4	79,8	79,0	77,7	131,2	136,0	147,9	349,6	362,8	118,9	105,0	163,6
Monnaie et crédit												
Avoirs intérieurs nets	216,2	216,3	249,0	279,4	253,4	329,1	314,8	365,5	496,3	646,9	495,1	714,9
Crédit intérieur	304,3	308,4	349,1	408,9	396,4	454,9	439,8	500,0	667,6	646,9	495,1	714,9
Créances sur l'Etat		78,4	131,3	229,5	219,8	237,0	225,4	194,2	303,1	289,5	93,7	243,2
Créances au secteur privé		230,0	217,8	179,4	176,6	217,9	214,4	305,8	364,5	357,4	401,4	471,7
Avoirs extérieurs nets		54,3	-8,4	-42,2	72,5	28,0	106,0	102,7	-48,7	-46,5	173,7	-11,5
Vitesse de circulation de la monnaie		3,83	4,29	4,50	4,25	4,15	3,86	0,11	5,60	6,40	6,90	6,10

Annexes

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PETROLE (en milliers de tonnes)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production	13495	14671	14654	15569	17357	18246	18277	18462	17570	15586	13500	12890
Exportations	12888	14450	13943	14545	16201	16770	17363	17539	16722	14500	12400	12650

EVOLUTION DES COURS INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Pétrole (\$/baril)	14,91	18,02	23,75	20,19	19,29	16,94	15,88	16,95	20,65	19,16	12,96	17,90	28,48	24,27
Okoumé (FF/m ³ FOB)	-	-	-	9,00	-	-	-	-	-	-	-	1460,0	1437,0	218,6
Sucre (Cents/livre)	10,19	12,79	12,53	9,01	9,01	10,02	12,08	13,26	12,00	11,36	8,91	6,26	6,17	8,62
Caoutchouc naturel (Cents mal/kg)	253,88	207,80	181,48	176,48	174,07	168,61	226,97	307,71	267,71	210,13	189,85	149,22	262,21*	227,82
Café arabica (Cents/livre)	121,84	100,35	82,50	73,15	56,18	66,68	143,74	146,50	119,19	165,85	120,68	88,56	79,48	50,89
Café robusta (Cents/livre)	95,11	75,98	53,33	48,56	42,99	52,81	118,76	126,24	82,20	78,40	82,62	67,10	41,27	27,34
Huile de palme brute (\$/tonne)	422,47	354,64	289,01	337,78	393,65	377,53	522,50	636,91	535,34	545,22	669,06	438,22	313,14	279,96
Manganèse (FF/tonne)	497,42	709,50	985,67	1036,2	696,83	564,17	2979,2	405,58	450,25	461,27	458,49	405,47	382,08	71,06
Phosphate (FF/tonne)	281,71	321,56	301,33	327,50	263,42	226,92	232,29	240,85	220,08	290,82	322,78	330,52	367,63	62,13
Or (\$/Once)	438,23	381,35	383,17	382,87	344,13	361,29	384,03	384,09	397,90	332,11	294,95	276,39	287,14	271,40
Fer (FF/tonne)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	137,24	129,02	159,90	24,67

* Pour le caoutchouc naturel, le prix du RSS1 Kuala Lumpur remplace le prix indicatif de l'INRO à partir de l'année 2000

I N F O R M A T I O N S S U R L A D G E

• ***Direction des Institutions Financières (DIF)***

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières;
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur;
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité monétaire et des Commissions de contrôle des banques.

• ***Direction des Programmes Sectoriels (DPS)***

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie;
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises parapubliques.

• ***Direction des Études Macro-économiques (DEM)***

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques;
- étudier les outils de la puissance publique;
- analyser l'impact économique du budget de L'État.

Informations sur la DGE

• **Direction des Synthèses économiques (DSE)**

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières; élaborer les prévisions économiques;
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politiques économiques.

➤ **Instruments d'études**

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme;
- Modèle EGC

➤ **Publications**

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL ;
- LES NOTES DE LA DEM;
- LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE;
- ÉCO-RATIOS;
- INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ;
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES;
- TABLEAU DE BORD MENSUEL;
- TABLEAU DE BORD SOCIAL.
- CHRONO DES MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE FINANCIÈRE ET SOCIALE
- RÉSUMÉ DE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE NATIONALE
- FLASH MATIÈRES PREMIÈRES
- INFO SYNTHÈSE
- REVUE DE PRESSE

Informations sur la DGE

Ont contribué à l'élaboration du TBE " Situation 2001, perspectives 2002-2003

DIRECTION GENERALE

Directeur Général :	M.	Paul BONGUE BOMA
Directeurs Généraux Adjoints :	M.	Barnabé MAROGA NGOUNGA
	Mme	Rose Christiane RAPONDA
Conseillers :	MM	Jean Louis MIHINDOU
		Guy AMBOUROUE
		Faustin ROGOMBE
		Rick Emery TSOUK IBOUNDE
		Marcel IBINGA
		Lambert OTO'O NGOUA
		Georges AMANGUI
	Mmes	Viviane NGUEMA ONDO
		Amélie ANGUE MINKO
Chargé d'Etudes du DG :	M.	Marcel LASSY

Direction des Institutions Financières

Directeur :	M.	Jean Baptiste NGOLO ALLINI
Directeur Adjoint :	Mme	Yolande MOUBELOU
Chargés d'Etudes :	Mme	Aline NZAME NSOLE
	MM.	Thomas EYENE OBAME
		André MEBIAME OWONO
		Jean-de-Dieu MOUSSODOU
		Joël LEHMAN
		Alain MVOUMA
		Christian NDO
		Emmanuel OBAMBOU

Direction des Etudes Macro-économiques

Directeur :	M.	Modeste MFA OBIANG
Directeur Adjoint :	M.	Patrick ASSELE
Chargés d'Etudes :	Mmes	Aurélie KASSA
		Scholastique MATAMBA
		Ghislaine MINKOUE
		Catherine MEZENE
		Bernadette BELLA OBAME
		Arlette GOMBOMOYE

Informations sur la DGE

MM. Alexandre MATSINGA
Didier ABESSOLO
Raphaël MBA NANG

Direction des Programmes sectoriels

Directeur : Mme Patricia OKABA
Directeur Adjoint : M. Jean Jacques NGOME MBA
Chargés d'Etudes : Mmes Christelle DAVIN
Clarisse LEKOGO
Huguette LEMAMY
MM. Antoine KIKI
Richard MBOUMBA
Roger MOULOUNGUI
Gaston ONIAMI
Jean Norbert MOUENGUI
MASSALA

Direction des Synthèses Economiques et de la Recherche

Directeur : M. Guy Didier ONONO
Chef de service documentation M. Blaise NDOUNOU YINDAS
Chargés d'Etudes : Mme Marie NDIMBA
MM Ghislain ILOUGOU
Germain KOUMBA
Agent Administratif : M. Félicien Farlane NGANI
Secrétaires : Mmes Germaine AVE
Sidonie PELLOT
Louise Josiane NDOULOU
Angèle OKOME

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
B.P 1204 Libreville-Gabon
Téléphone : 76 47 92 - Télécopie : 76 55 99
Site Internet : www.finances.gouv.ga/digeco

Impression Multipress Gabon - 4715/2002